



Courrier international

N° 1690 du 23 au 29 mars 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 630 DA, Allemagne 6,20 €,
Andorre 6 €, Canada 9,25 \$CAN,
Arabie Saoudite 10 €, Espagne 5,60 €,
DOM 5,90 €, États-Unis 10 €,
Grande-Bretagne £ 6, Grande-Bretagne
Irelande 5,50 €, Japon 1000 ¥,
Maroc 315 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 3400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

FRANCE — UNE COLÈRE QUI NE S'ÉTEINDRA PAS



LA PAIX MADE IN CHINA

Au Moyen-Orient comme en Ukraine, le président chinois se pose en "médiateur". Mais de l'Afrique au Pacifique, Xi Jinping compte surtout imposer un nouvel ordre mondial aux Américains.

M 03183 - 1690 - F: 4,90 €



Le futur ne se prédit pas. Il se crée.

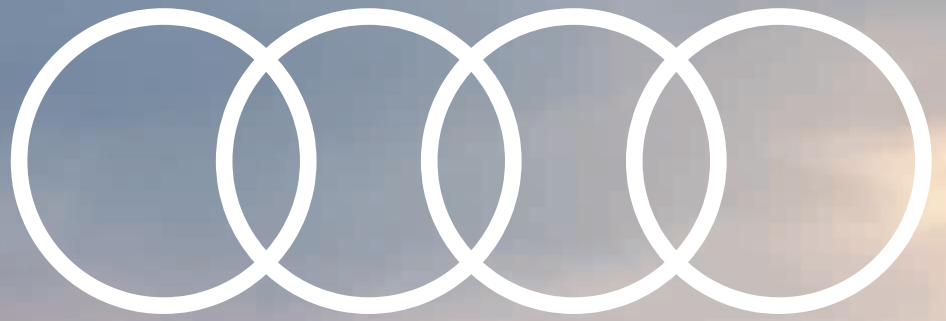
Alliant performance, capacité et élégance
pour des expériences de plein air haut de gamme :
l'Audi activesphere concept 100 % électrique

Le futur nous anime.



Le véhicule présenté est un concept car non disponible à la commercialisation ou comme modèle de série.

POUR LES TRAJETS COURTS, PRIVILÉGIEZ LA MARCHE OU LE VÉLO. #SeDéplacerMoinsPolluer



[progress.audi](https://www.audi.com/fr/fr/progress)

AU QUOTIDIEN, PRENEZ LES TRANSPORTS EN COMMUN. #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Une colère française et la paix made in China

C'est un numéro de nouveau particulièrement dense que nous vous proposons cette semaine tant les actualités se superposent. Il y est question de géopolitique, mais aussi, bien sûr, du 49.3 comme dénouement de la réforme des retraites en France, que les médias étrangers jugent très sévèrement pour la plupart, et enfin d'économie, avec les inquiétudes qui vont croissant autour des turbulences du secteur bancaire. Il y a d'abord le voyage de Xi Jinping à Moscou, sa première visite à son "meilleur ami" Vladimir Poutine depuis le début de la guerre en Ukraine,

il y a un peu plus d'un an. Le président chinois est arrivé en Russie auréolé d'un succès majeur : la reprise des relations diplomatiques, après sept ans d'interruption, entre l'Iran et l'Arabie saoudite. "Pékin est parvenu à mettre d'accord les deux grands adversaires du Moyen-Orient", écrit **The Atlantic**. Ce n'est sans doute qu'un début. Ce pacte pourrait amorcer un tournant dans la politique étrangère chinoise, marqué par une diplomatie plus volontariste." Un virage que résume bien l'organe de presse du Parti communiste chinois, dans un éditorial triomphaliste : "La Chine encourage les interactions harmonieuses et saines entre grandes puissances, et veut développer l'amitié et la coopération avec tous les pays, se réjouit **Renmin Ribao**. La Chine s'oppose résolument à toute forme d'hégémonie ou de coup de force, à toute conception de guerre froide, à tout endiguement, toute confrontation ou oppression entre camps adverses." Le message est clair et pas totalement infondé,

au moins sur un point. Face aux ambitions chinoises, l'administration Biden se révèle incapable d'imaginer autre chose que l'"endiguement" théorisé pendant la guerre froide. Et les alliances multilatérales que Washington multiplie dans la zone indo-pacifique – l'Aukus (l'alliance de l'Australie, du Royaume-Uni et des États-Unis) et le Quad (qui lie les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde) – ne font que renforcer la paranoïa de Pékin, estime le **Financial Times**. Comment comprendre ce nouveau rôle de puissance médiatrice endossé par Pékin ? Simple opération de communication ou véritable changement stratégique afin d'imposer une autre vision du monde et d'en finir avec l'ordre établi par les Américains après 1945 ? C'est l'objet du dossier de ce numéro qui peut se lire comme une prolongation évidente du hors-série que nous venons de sortir ("Géopolitique. Le monde de demain", en vente depuis le 15 mars.

L'autre sujet dominant de la semaine, c'est évidemment la colère en France après le passage en force de la réforme des retraites. La presse étrangère, dans l'ensemble, dénonce une utilisation abusive du 49.3 pour faire passer en force un texte si contesté dans la rue et par une majorité de Français. Le rejet, le 20 mars, à une très courte majorité, de la motion de censure contre le gouvernement n'arrange rien. Bien au contraire. "Macron est peut-être sorti de la crise politique, mais l'embrassement populaire n'est pas écarté", écrit **The Economist**. Plus sévère, la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** accuse : "Macron était censé incarner un renouveau démocratique. Mais il n'a pas tenu ses promesses de sortir des vieux schémas politiques. [...] La méthode Macron a échoué." Peut-il encore rebondir ? "Ce résultat aura certainement tout d'une victoire à la Pyrrhus pour Emmanuel Macron", déplore **The Economist**. Le président français devait s'exprimer lors d'une interview télévisée,

mercredi à 13 heures, soit au lendemain de notre bouclage. Toutes les réactions à cette prise de parole sont à retrouver sur notre site. Enfin, et ce n'est pas non plus à négliger même s'il est trop tôt pour en mesurer les conséquences : après les difficultés de la SVB aux États-Unis, le rachat de Credit Suisse par UBS fait resurgir les fantômes de la crise de 2008. Y a-t-il risque de contagion à d'autres établissements financiers ? Quid du secteur de l'immobilier, qui risque d'être touché ? Pour l'hebdomadaire allemand **Die Zeit**, il faut rétablir la confiance dans les banques. Et ce n'est pas si simple. Une actualité à suivre sur notre site toute la semaine.

En couverture :

Chine : Illustration de Rhonald Blommestijn paru dans **De Standaard**, Bruxelles (photo Wikimedia commons).
France : dessin d'Alex paru dans **La Liberté**, Fribourg.



Sommaire



360° p. 42

L'HISTOIRE OUBLIÉE DU WOODSTOCK BELGE

Dans la fièvre des sixties, une suite de hasards a conduit le petit village wallon d'Amougies à accueillir un festival de rock. Le magazine belge **Médor** revient sur ces quatre journées qui ont réuni population rurale et jeunesse hippie, deux mondes aujourd'hui disparus.



IMMIGRATION p. 14

Ces barrières qui divisent l'Union

Le financement et la construction de murs et clôtures – des "infrastructures" à l'efficacité contestable – aux frontières extérieures de l'UE suscitent un profond débat parmi les Vingt-Sept.

SCIENCES p. 38

Quelle heure est-il sur la Lune ?

Avec la multiplication des missions d'exploration de notre satellite naturel, définir un référentiel de temps lunaire devient essentiel, explique la revue **Nature**.

ÉCONOMIE p. 40

Risques et périls des faillites bancaires

Pour sortir des fortes turbulences provoquées par la chute de la SVB et le rachat de Credit Suisse, il faudrait rétablir la confiance dans les banques. Et ce n'est pas si simple, constate la presse européenne.



LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Age Melbourne, quotidien. **Americas Quarterly** New York, trimestriel. **Al-Arab** Londres, quotidien. **The Atlantic** Washington, mensuel. **Le Devoir** Montréal, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Il Foglio** Milan, quotidien. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **The Independent** Londres, quotidien. **Lianhe Zaobao** Singapour, quotidien. **Médor** Bruxelles, Trimestriel. **Nature** Londres, hebdomadaire. **News 24/7** (news247.gr), Athènes, en ligne. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **Ouestaf** (ouestaf.com), Dakar, en ligne. **El País** Madrid, quotidien. **Renmin Ribao** Pékin, quotidien. **The Spectator** Londres, hebdomadaire. **The Straits Times** Singapour, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Die Tageszeitung** Berlin, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SUR NOTRE SITE

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mars 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chameau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inndiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées), Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélozil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Oumeïma Nechi HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-L Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditeur web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT Ingrid Therwat (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Carole Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malsherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Etienne Bianchi, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Anne-Dominique Boule, Emmanuelle Bour, François Burkard, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Florent Normand, Maëlys Sour, Leslie Souvanlasy, Maddalena de Vio

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steeve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmes, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeal (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 8h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Entretien : P10x - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart Courrier international posé sur la totalité des abonnés France Métropolitaine et sur les relances routées France



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

- 6. **Justice.** Poutine poursuivi, enfin!
- 7. **Sahel.** Qui a œuvré à la libération d'Olivier Dubois?

D'un continent à l'autre

- 10. **France.** Retraites, amère victoire
- 14. **Immigration.** Ces barrières qui divisent l'Union
- 17. **Grèce.** Une catastrophe qui rebat les cartes
- 18. **Turquie.** Les autocrates renflouent Erdogan
- 20. **Irak.** L'absurde guerre des États-Unis a offert le pays à l'Iran
- 22. **Sénégal.** Un pays sous tension
- 24. **Salvador.** Bukele exporte sa "main de fer"

À la une

- 26. La paix made in China

Transversales

- 38. **Sciences.** Quelle heure est-il sur la Lune?
- 40. **Économie.** Risques et périls des faillites bancaires
- 360°
- 42. **Musique.** L'histoire oubliée du Woodstock belge
- 46. **Plein écran.** "C'est un film contre la peine de mort en Iran"
- 47. **Jeux vidéo.** Découvrir l'Indonésie est un jeu
- 48. **Culture.** Au Québec, les lecteurs avertis
- 50. **Histoire.** Gare à la flèche du Parthe

La France vue de l'étranger. Le 49.3 et ses conséquences

La colère est toujours vive envers le gouvernement. La presse étrangère observe de près les rebondissements de la réforme des retraites et l'exaspération de la société française. Retrouvez ses commentaires sur notre site.

Chine-Russie. Un roman d'amitié qui se poursuit

Le président chinois, Xi Jinping, était en visite à Moscou du 20 au 22 mars. Un soutien précieux pour le président russe, qui vient d'être présumé responsable de crimes de guerre par la Cour pénale internationale (*lire p. 6*). La presse étrangère commente cette amitié "sans limites".

Modern Love. "Avec elle, j'ai très vite atteint le point de non-retour émotionnel"

Chaque semaine, la chronique du *New York Times* sur l'amour vous est proposée en exclusivité, par *Courrier international*. Ce dimanche, le récit d'un homme qui, croyant avoir rencontré la femme de sa vie, lui fait un cadeau qu'il regrettera.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Revenez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment la guerre en Ukraine bouleverse les alliances, renforce les autocraties, soude l'Occident et fait émerger un Sud global.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Offre d'abonnement

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 237,20 €*
- 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 290,60 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO23BO01

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co m

Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Justice. Poutine poursuivi, enfin!

La Cour pénale internationale a émis, le 17 mars, un mandat d'arrêt contre le président russe. Il était temps, commente ce journal bavarois.



CARTOON MOVEMENT

—*Süddeutsche Zeitung* Munich

Obstiné, ne déviant pas de ses principes, le procureur est l'ennemi naturel du diplomate. Même dans la vie de tous les jours, c'est déjà une source de frictions quand la justice indépendante refuse de tenir compte des nécessités politiques du moment – et à plus forte raison lors d'un instant de triomphe pour la justice, comme c'est le cas actuellement. La Cour pénale internationale de La Haye a émis un mandat d'arrêt contre le président de la Fédération de Russie. On parle là du dirigeant d'une puissance nucléaire. Maintenant, des affiches avec sa photo accompagnée d'un avis de recherche sont placardées. Bientôt, des récompenses pourraient même être offertes – quelle idée! – pour toute information pertinente permettant d'aboutir à l'arrestation de Poutine.

La Cour pénale internationale dépeint l'homme du Kremlin comme un criminel – supposé – avec lequel il ne faudrait

pas négocier, même s'il le réclame. Sauf, peut-être, devant des juges. Dorénavant, en ce qui concerne le président russe, c'est la logique du procureur qui prévaut, et elle est impitoyable: 123 États sur la planète sont tenus par traité de se soumettre à cette logique et de l'interpeller. Et il n'y aura pas d'amnistie, jamais – même dans le cadre d'un accord de paix.

Horriés, les diplomates des pays occidentaux posent la question: avez-vous bien réfléchi à ce que vous venez de faire?

Qu'il vous est facile, à vous, les procureurs, de faire preuve de courage bien au chaud dans votre salle d'audience à La Haye! Quel geste à courte vue, qui ne sauvera pas une seule vie dans l'Ukraine envahie, mais qui ne

fera au contraire que prolonger un peu plus cette guerre terrible. Car comment cela va-t-il se terminer? L'heure viendra, à un moment ou à un autre, où la machine de guerre russe finira par s'épuiser. Or ce n'est pas avec ses amis que l'on fait la paix. Mais avec ses ennemis.


OPINION

✍ Vladimir Poutine.
Dessin de Monireh Ahmadi,
Iran.


**Vu
d'Ukraine**

Il n'a plus d'échappatoire

● Pour *Evropejska Pravda*, la page consacrée aux affaires européennes d'*Oukraïnska Pravda*, en approuvant l'émission d'un mandat d'arrêt à l'encontre du président Vladimir Poutine et de la commissaire aux droits de l'enfant Maria Lvova-Belova, La Haye a décidé de passer au stade supérieur. De quoi la Cour pénale internationale (CPI) accuse-t-elle précisément le dirigeant du Kremlin? De jouer un rôle dans la déportation de milliers d'enfants ukrainiens en Russie. "Dès avant le printemps, et surtout durant l'été 2022, la Russie a procédé à la déportation massive d'enfants des territoires occupés", rappelle le journal en ligne. Pour Serhiy Vyssotskiy, qui écrit pour le quotidien de Lviv *Vissoky Zamok*, ce mandat d'arrêt signifie que, "pour Poutine, c'est fini": "Pour ceux qui pensaient que tout lui était possible. Qu'il s'en sortirait. Qu'après, il parviendrait à négocier. Que ça se réglerait. Non. Il ne va pas s'en sortir. Ça ne se règlera pas. Passer en neuf ans du statut de membre du club de l'élite mondiale à celui de paria et de déchet. Un record. Un record sans précédent." Et l'éditorialiste prédit: "Maintenant, jusqu'à la fin, il n'aura qu'une seule pensée: qui, parmi les siens, le frappera dans le dos le premier?" "Poutine ne peut plus s'échapper, confirme le quotidien de Kiev *Gazeta*. Sa vie, après la décision de La Haye, ne sera plus jamais comme avant. Slobodan Milosevic aussi pensait qu'il était omnipotent. Et où est-il aujourd'hui?"

Les diplomates, qui n'ont pas à avoir honte du fait qu'il leur arrive dans leur métier de devoir prendre langue avec des personnages peu reluisants, soulignent ainsi que l'on peut désormais tirer clairement un trait sur la possibilité d'organiser des pourparlers de paix dans un pays tiers, comme ce qui s'était passé à Minsk, en Biélorussie, après la première invasion russe de l'Ukraine, qui a commencé en 2014. Le maître du Kremlin n'osera plus guère se rendre à l'étranger. Nul n'a oublié à quel point les chefs de guerre de l'ex-Yougoslavie s'étaient montrés inquiets quand ils avaient été conviés à se rendre sur la base aérienne américaine de Dayton pour des négociations de paix. Ils redoutaient à l'époque de tomber dans un piège

Jusqu'à récemment encore, les dirigeants occidentaux affirmaient que l'on avait toujours besoin du maître du Kremlin.

et d'être arrêtés, parce que les Nations unies avaient émis à leur encontre des mandats d'arrêt pour crimes de guerre.

Mais la vérité, c'est que si les procureurs avaient entrepris, depuis des années déjà, de moins prêter l'oreille aux objections des diplomates occidentaux et surtout aux prétendus tenants de la *realpolitik* dans les rangs de ces derniers, peut-être auraient-ils pu émettre il y a longtemps un mandat d'arrêt contre l'homme du Kremlin. D'autant plus que la Cour pénale internationale enquête déjà depuis 2014 sur l'invasion de l'Ukraine. Il n'y avait qu'un obstacle: jusqu'à récemment encore, les dirigeants occidentaux, dont le gouvernement allemand, affirmaient que l'on avait toujours besoin du maître du Kremlin en tant que partenaire pour rétablir la paix. Si les enquêteurs l'avaient ignoré, peut-être le pire aurait-il pu être évité. Car cela aurait isolé et affaibli Poutine politiquement beaucoup plus tôt.

Si les procureurs ne s'étaient pas tant souciés des attermolements des politiques durant toutes ces années, peut-être ne se seraient-ils pas à ce point couverts de honte. Peu importe qu'il s'agisse de crimes de guerre commis par les États-Unis en Irak, de tortures carcérales, de barbaries dont des Britanniques aussi se sont rendus coupables, les gouvernements occidentaux, y compris celui de Berlin, n'ont jamais cessé de faire pression pour empêcher que des plaintes soient déposées, tant à La Haye que, par exemple, devant des tribunaux allemands, et les procureurs indépendants ont toujours fini par céder. C'était une erreur. Il est grand temps d'y mettre un terme.

—**Ronen Steinke**
Publié le 19 mars

SOURCE

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

 Munich, Allemagne
Quotidien, 302545 ex.
sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit.

La résurrection d'un pont

--- Tracés possibles du pont



ITALIE — Le 16 mars, le gouvernement a approuvé, par décret, la relance d'un projet – enterré en 2013 – de pont entre la Sicile et le continent. La construction de l'ouvrage de 3,2 kilomètres pourrait débuter dès l'été 2024. Une fois achevé, il deviendrait "le pont à haubans le plus long du monde", indique le site **Sky TG 24**. À titre de comparaison, le viaduc de Millau mesure 2,5 kilomètres. Si **La Repubblica** se dit persuadée que ce pont ne verra jamais le jour, **Il Giornale**, reprenant à son compte un slogan du ministère des Infrastructures, estime au contraire que "l'Italie surprendra le monde".

Un premier feu vert

OTAN — Après des mois d'atermoiements, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a donné son feu vert, le 17 mars, à l'entrée de la Finlande dans l'Alliance atlantique, rapporte le **Daily Finland**. La candidature de la Suède reste en revanche bloquée par Ankara, qui lui reproche d'héberger des "terroristes" kurdes. Reçu par son homologue turc, le président finlandais, Sauli Niinistö, a plaidé en faveur de l'adhésion de son voisin, sans laquelle l'adhésion de la Finlande ne serait selon lui pas complète. "J'aimerais voir à Vilnius une alliance de 32 membres", a-t-il dit, en référence au prochain sommet de l'Otan en Lituanie, en juillet.

SAHEL

Qui a œuvré à la libération d'Olivier Dubois ?

Retenu en otage au Mali depuis près de deux ans par un groupe djihadiste, le journaliste français a été libéré le 20 mars. Décryptage avec la presse burkinabè.

Libre !" titre le quotidien de Ouagadougou **L'Observateur Paalga**. "711 jours aux mains de ses ravisseurs, voilà le temps de privation de la liberté, de hantise, de souffrance qu'aura enduré notre confrère Olivier Dubois", complète son concurrent **Aujourd'hui au Faso**. Et de décrire un homme "fatigué mais apparemment bon pied, bon œil" à son arrivée à l'aéroport de Niamey, au Niger, le 20 mars.

Passé le soulagement, les interrogations fusent au sujet de la libération d'Olivier Dubois et de l'otage américain Jeffery Woodke par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM, selon son acronyme arabe), affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). *L'Observateur Paalga* s'étonne du moment. Il rappelle les propos du chef d'Aqmi, Abou Obeïda Youssef Al-Annabi, lors d'un entretien exclusif accordé au journaliste de France 24 Wassim Nasr le 6 mars. "La balle est dans le camp des autorités françaises", avait-il répondu au sujet de l'otage français. "Cette sortie de l'émir d'Aqmi aurait-elle donc favorisé la libération d'Olivier Dubois?" se demande *L'Observateur Paalga*.

"Ne pas perdre de vue que, quoi que l'on ait mis sur la table, ça servira à entretenir le terrorisme."

L'Observateur Paalga

Autre inconnue : qui a œuvré à sa libération ? *Aujourd'hui au Faso* salue une "mutualisation d'efforts" combinant "la hardiesse des Nigériens", les "renseignements américains" et le "tact des Français". "Sans oublier les membres de sa famille et les nombreux anonymes dont l'action n'a pas compté pour du beurre", ajoute **Le Pays**. Cet autre quotidien burkinabè note d'ailleurs que le président nigérien Bazoum "prend du galon en matière de libération d'otages". Et de rappeler le rôle du Niger, appuyé par l'action "décisive" des forces spéciales américaines, dans la libération fin août 2022 de la religieuse Suellen Tennyson, enlevée cinq mois plus tôt dans le nord du Burkina.

Mais *Le Pays* demeure dubitatif quant à cette stratégie qui pose la question, délicate, de la négociation avec les djihadistes. "Si le Burkina est devenu aujourd'hui un foyer incandescent, cela est dû en partie au fait que, alors président [1987-2014], Blaise Compaoré, pour s'illustrer en libérateur incontesté d'otages au Sahel, avait flirté avec des terroristes de tout acabit."

Aujourd'hui au Faso est plus tranchant. Et si le JNIM, avec son patron, Iyad Ag-Ghaly, était en posture de "main tendue" au Mali, au Niger et au Burkina,

alors qu'il est aujourd'hui "en butte [au Mali] aux hommes de l'EIGS [État islamique au Grand Sahara]" ? "Le 13 mars, relève le journal, l'ex-chef de la diplomatie burkinabè Djibrill Bassolé a prôné à Doha le dialogue avec les terroristes, lors du Qatar Security Forum 2023. De la part de ce dernier, ce ne sont pas des paroles en l'air."

L'Observateur Paalga, enfin, aborde une autre question qui taraude l'opinion burkinabè. Celle des contreparties de la libération des deux otages. S'agit-il de rançon ou d'échange de prisonniers ? "Car ce n'est certainement pas pour les beaux yeux bleus d'Emmanuel Macron ou la belle chevelure lisse de Mohamed Bazoum, et encore moins pour la zakat [l'aumône, troisième des piliers de l'islam] à l'approche du jeûne musulman que les ravisseurs ont remis le prisonnier en liberté." Le soulagement s'accompagne donc de ce bémol : "Ne pas perdre de vue que, quoi que l'on ait mis sur la table, ça servira à entretenir le terrorisme." Et ne pas

oublier non plus, rappellent des médias ouagalais, les otages africains détenus par les groupes djihadistes.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE

Courrier international
CONTENU PARTENAIRE

Suisse

Envie de partir en vacances en Suisse ?

Participez à notre jeu en ligne 100% immersif et tentez de remporter un voyage pour deux personnes en Suisse.

RENDEZ-VOUS LE 30 MARS

Informations et inscriptions disponibles dès maintenant sur evenements.courrierinternational.com/suisseaventure

#SUISSEAVENTURE

ILLUSTRATION © VERANE COTTIN / GRAHISME CLAIRE@ILLUSTRATION.COM

18

COMMERCE FERMENT
CHAQUE JOUR AU

PORTUGAL, rapporte le 17 mars l'hebdomadaire **Expresso** en se fondant sur une enquête menée par l'Institut national des statistiques (INE) en novembre, décembre et janvier. Au total, 1639 magasins (boutiques de vêtements, papeteries, épicerie et supérettes en premier lieu) et 1388 restaurants ont fermé leurs portes. En cause, la hausse des coûts, qui étrangle ces petits établissements, et la baisse du pouvoir d'achat, qui contraint les Portugais à toujours plus se serrer la ceinture.

Une pierre
trois coups

ARABIE SAOUDITE — Les Saoudiens ont passé commande de près de 80 Boeing 787 Dreamliner, un contrat estimé à 37 milliards de dollars, rapporte le 16 mars **Arab Digest**. Avec cette commande historique qui assurera 1 million d'emplois aux États-Unis, le prince héritier, Mohammed ben Salmane, cherche à donner un coup d'accélérateur à sa stratégie de diversification à accroître sa part de marché dans l'aviation civile et à renouer avec Washington, commente le quotidien économique **Al-Eqtissadiya**.

Rapprochement
en vue

JAPON-CORÉE DU SUD — Pour la première fois depuis douze ans, un président sud-coréen, en l'occurrence Yoon Suk-yeol, s'est rendu le 16 mars au Japon. Dans la capitale sud-coréenne, les réactions ont été contrastées. Si **JoongAng Ilbo** salue un "nouveau départ", **Hankyoreh** parle, lui, d'"humiliation". Le journal d'opposition regrette que le gouvernement sud-coréen veuille à tout prix mettre fin au contentieux datant de la colonisation de la Corée par le Japon, entre 1910 et 1945 : "Une Corée qui

ne demande plus d'excuses au Japon, c'est le rêve des Japonais de droite et c'est le président coréen qui va les aider à le réaliser."

Les paysans
entrent au Sénat

PAYS-BAS — "Kabbboem !" titre le 15 mars **De Telegraaf**, se fendant d'un jeu de mots formé autour du nom du grand

vainqueur des élections provinciales la veille : le BBB, ou BoerBurgerBeweging, en français le "Mouvement agriculteur citoyen". Ce parti est arrivé en tête dans l'ensemble des 12 provinces néerlandaises, à l'exception de l'Utrecht, où il est ex æquo avec les écologistes de GroenLinks. Il fait aussi une entrée en force au Sénat, où il devient le plus grand parti de la chambre haute avec 17 sièges. Né en 2019 de la contestation paysanne contre les plans du gouvernement visant à limiter les émissions d'azote, le BBB inflige ainsi un "coup de massue" au Premier ministre, Mark Rutte, juge le journal d'Amsterdam.

Ouverture
cosmétique

KAZAKHSTAN — Un an après de violentes émeutes sur fond de mécontentement social, les Kazakhs étaient appelés à renouveler leur Parlement le 19 mars. Un scrutin organisé selon de nouvelles règles censées introduire davantage de pluralisme. Pourtant, indique le site kazakh **Nur**, le parti au pouvoir, Amanat, fondé par l'ancien président Noursoultan Nazarbaev (1990-2019), a "récolté près de 54 % des voix" et sera majoritaire au Parlement. Six partis y seront néanmoins représentés, contre trois lors de la précédente législature. Une ouverture timide qui doit, selon l'analyste russe Daria Tchijova, interrogée par **Vedomosti**, servir au président Kassym-Jomart Tokaïev "de soupe aux tensions sociales".

↳ Dessin de **Cost** paru dans **Le Soir**, Bruxelles.

CLIMAT

Ne gâchons pas notre ultime chance de sauver la planète

Après la publication, le 20 mars, de la dernière synthèse des experts du Giec, ce journal britannique appelle les États à s'impliquer bien davantage.

—The Guardian (extraits) Londres

Le monde n'est plus qu'à quelques dixièmes de degré de l'objectif, mondialement accepté, de limitation du réchauffement à 1,5 °C au-dessus des seuils préindustriels. Au rythme actuel, nous allons allègrement franchir cette limite d'ici dix ans. C'est ce que nous annoncent les éminents scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Dans leur dernier rapport, même s'ils estiment que nous pouvons encore nous maintenir dans la limite de 1,5 °C, ils font valoir que l'action des États dans les prochaines années pour limiter les émissions de gaz à effet de serre va déterminer si les températures continueront à augmenter dangereusement ou si elles vont revenir à des niveaux sûrs.

Plus d'implication. D'ores et déjà, des milliards de pauvres font les frais de l'urgence climatique, alors qu'ils en portent la plus faible responsabilité. Il est incontestable, affirment les scientifiques, que l'activité humaine a réchauffé l'atmosphère, les océans et les terres émergées. Et c'est aussi l'activité humaine qui peut faire baisser les températures. Réduire les émissions de CO₂ et la consommation d'énergies fossiles de près des deux tiers d'ici à 2035 nous amènerait près du but.

Les émissions planétaires de dioxyde de carbone ont atteint un niveau record l'année dernière, malgré le recours accru aux technologies vertes. C'est la baisse nécessaire du CO₂ qui donne des maux de tête aux spécialistes du climat. L'accord de Paris, adopté en 2015, tendait à indiquer que les émissions négatives représentaient la solution : de nouvelles technologies réduiraient

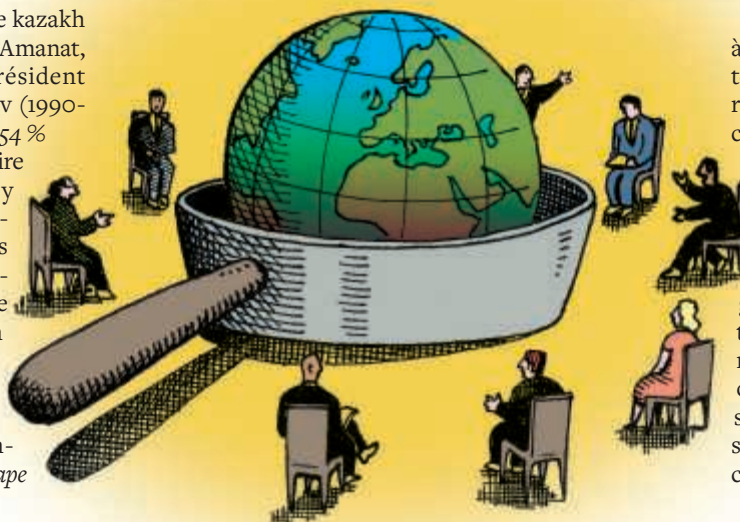
la quantité de carbone déjà présente dans l'atmosphère et accorderaient un répit aux différents pays. Il existe deux manières de se débarrasser du dioxyde de carbone. La première passe par des politiques d'aménagement du territoire, comme la reforestation ; la deuxième consiste à capter et à stocker le carbone sous terre ou dans les océans. Le Giec estime que le stockage du CO₂ devrait permettre de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C d'ici à 2100.

Les pays riches ont l'argent et les moyens technologiques d'empêcher la planète de brûler. Pourtant, les financements sont loin d'être à la hauteur de l'urgence climatique. L'une des raisons en est que le monde compte sur la finance privée pour amasser les fonds nécessaires. Or nous ne pouvons pas laisser au secteur privé le soin de résoudre le réchauffement planétaire. Des milliers de milliards de dollars sur plusieurs années sont nécessaires pour sauver l'humanité. C'est pourquoi les États doivent s'impliquer bien davantage – mais sans nationaliser les pertes et sans permettre aux banques de privatiser les profits.

Pour certains, le monde devrait se rendre à l'évidence : l'objectif de 1,5 °C ne sera pas tenu. Peter Thorne, l'un des auteurs du rapport du Giec, assure que les États, les collectivités et les individus "ont fait du changement climatique le problème des autres".

Pourtant, ses effets délétères concernent tout le monde. Une technologie qui fonctionnera pourra résoudre le problème, à condition qu'elle soit mise en œuvre à grande échelle. Pour cela, il faudra adopter les bonnes politiques et surtout obtenir les financements indispensables. Rien de tout cela ne verra le jour si les responsables politiques – et les citoyens – persistent à considérer l'urgence climatique comme le problème des autres. —

Publié le 20 mars





Nathalie
Promotion 2022

© Ecole polytechnique, J.Barande

EXECUTIVE MASTER

Technologie • Innovation • Leadership

VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ?

Rejoignez l'Executive Master de l'École polytechnique et vivez une expérience unique au cœur de l'innovation tout en continuant de travailler.



Inscrivez-vous
à notre
session
d'information

polytechnique.edu/executive-master

d'un
continent
à l'autre.

france

Europe	14
Moyen-Orient...	18
Afrique	22
Amériques.....	24



Retraites. Amère victoire

La motion de censure passée et la réforme des retraites désormais sur la voie de l'adoption, l'heure n'est pas à la joie pour le gouvernement. Un nouveau soulèvement à la "gilets jaunes" n'est pas exclu, estime la presse étrangère.

↓ Emmanuel Macron.
Dessin d'Alex paru dans
La Liberté, Fribourg.

—The Economist Londres

Il s'en est fallu d'un cheveu, 9 voix seulement, mais le gouvernement français a échappé à la censure. Le vote à l'Assemblée nationale ce 20 mars a surpris en se révélant bien plus serré que prévu, à la mesure d'un mécontentement qui ne devrait pas se dissiper de sitôt. Le président Emmanuel Macron est peut-être sorti de la crise politique, mais l'embrassement populaire n'est pas écarté.

Il fallait 287 suffrages aux partis d'opposition pour renverser le gouvernement centriste de Macron, en minorité à l'Assemblée. Cela aurait signé l'abrogation de sa réforme si controversée pour le recul de l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans. Mais la motion de censure proposée par une alliance transpartisane n'a réuni que 278 voix. Une autre, déposée par le Rassemblement national, a été très largement rejetée.

Sur le papier, la Première ministre, Elisabeth Borne, et son gouvernement devraient pouvoir

tourner la page. La réforme des retraites va entrer dans la loi. Estimant la semaine dernière qu'il n'obtiendrait pas assez de voix lors d'un vote à l'Assemblée nationale, Macron a eu recours à l'article 49.3 de la Constitution pour se passer du vote des parlementaires. C'était prendre le risque d'une motion de censure, mais le chef de l'État a gagné son pari.

Le recours au 49.3 va cependant laisser un goût amer. La réforme elle-même est impopulaire. Six semaines de débats parlementaires, de manifestations et de grèves (des cheminots, des éboueurs et d'autres) n'y ont rien changé : les deux tiers des Français restent opposés au recul de l'âge de départ à la retraite. Aucun argument avancé par le gouvernement (le risque d'un régime en déficit, la nécessité de préserver le système alors que l'espérance de vie progresse) n'a entamé leur hostilité.

Et la décision du président de dégaîner le 49.3 est encore venue attiser la colère. Pas moins de 78 % des sondés se disent opposés à l'utilisation de cet article. L'opposition y voit un abus de pouvoir contraire à la démocratie. À peine Elisabeth Borne l'avait-elle annoncé jeudi [16 mars] que des rassemblements se formaient à Paris et dans d'autres villes. Juste avant le vote, Charles de Courson, le promoteur de la motion transpartisane, a qualifié l'utilisation du 49.3 de "déli de démocratie".

Désamorçage. Malgré son extrême impopularité, cette réforme est une bonne chose. La France consacre 14 % de son PIB au financement des retraites, soit près du double de la moyenne des pays de l'OCDE. En 2004, le pays comptait 13 millions de retraités, mais avec l'allongement de l'espérance de vie et l'arrivée en fin de carrière des baby-boomers, ils étaient 17 millions en 2020. Après sa réélection en avril 2022, Emmanuel Macron aurait pu choisir de léguer cette bombe à retardement à son successeur, mais il a préféré mettre en jeu son précieux capital politique pour tenter de la désamorcer.

Le recours au 49.3 n'a par ailleurs rien d'extraordinaire. Conçu pour renforcer le pouvoir du gouvernement, cet article a été intégré à la Constitution de la V^e République par Charles de Gaulle pour mettre fin à l'instabilité de la



IV^e République. Le Général l'a d'ailleurs lui-même dégainé en 1960 pour lancer le développement de l'arsenal de dissuasion nucléaire. Depuis, le mécanisme a été utilisé à cent reprises - en comptant celle-ci -, par des gouvernements de droite comme de gauche.

Concessions. Le recul de l'âge de départ à la retraite faisait partie du programme du candidat Macron qui, une fois élu, a mobilisé son gouvernement pour tenter de trouver un consensus. Pendant des mois, Elisabeth Borne a consulté les représentants syndicaux et les chefs de l'opposition, et retravaillé le projet de réforme en y intégrant des concessions, en particulier pour satisfaire les députés Les Républicains du centre droit. Le texte a ensuite occupé les députés pendant cent soixante-quinze heures, en partie consacrées à l'examen des 13000 amendements déposés par la Nupes, l'alliance de gauche menée par Jean-Luc Mélenchon, dans l'espoir de ralentir les débats. Lorsque le projet de loi est arrivé au Sénat, dominé par le groupe Les Républicains, il a été adopté - même si 19 députés du parti ont ensuite voté contre le gouvernement lors de l'examen de la motion de censure.

Malgré l'issue favorable du scrutin, ce résultat aura certainement tout d'une victoire à la Pyrrhus pour Emmanuel Macron. Il est pour le moins regrettable que la réforme n'ait pas été approuvée par la procédure habituelle. Cet épisode ne fera qu'aggraver sa réputation de président jupitérien, alors que sa cote de popularité a déjà chuté à 28 % d'après le baromètre de l'Ifop, bien loin des 41 % d'opinions favorables dont il pouvait se targuer juste après sa réélection. Il n'était jamais tombé aussi bas depuis le début de l'année 2019, en pleine révolte des "gilets jaunes". Un nouveau soulèvement populaire viendra-t-il s'ajouter au chaos politique actuel ? Ce n'est pas exclu. —

Publié le 20 mars 2023



Vu d'ailleurs

Était-il bien raisonnable de recourir au 49.3 pour faire passer la réforme des retraites ? La presse étrangère en doute. Elle anticipe un avenir orageux pour les institutions et une fin de mandat infernale pour Emmanuel Macron.

Allemagne.
Vers une crise constitutionnelle

● Alarmiste, le journal de Berlin **Der Tagesspiegel** évoque une "catastrophe politique". "[La décision] est légale mais marque une défaite cinglante pour le président Macron, dont il est difficile d'anticiper les répercussions sur le paysage politique français et la démocratie. Cette crise a déjà profondément secoué le pays et pourrait déboucher sur une crise constitutionnelle. La Constitution est depuis longtemps en souffrance : l'article 49.3 doit être supprimé. Ce mode de gouvernement autoritaire n'est pas acceptable, encore moins alors que le président ne dispose même pas de la majorité [absolue] à l'Assemblée. [Le passage de la réforme des retraites] pourrait lui coûter très cher." Le quotidien conservateur voit dans ces derniers rebondissements l'achèvement

de la transformation du président français : "Macron n'est pas un réformateur, c'est un démolisseur", titre-t-il.

Espagne.
Attention, turbulences !

● Pour **El País**, une chute de gouvernement est improbable mais pas impossible. Mais "quelle que soit l'issue des motions de censure, le 49.3 menace d'empoisonner la vie politique et sociale pour des mois, sinon des années", écrit le quotidien madrilène au lendemain du déclenchement du 49.3. "Le président français paie cher, analyse le titre de centre gauche. Macron s'est mis à dos la majorité du pays. Il a nourri la défiance envers les institutions et alimenté les accusations contre des dirigeants jugés déconnectés des réalités sociales."

Royaume-Uni.
Absurde et scandaleux

● Pour le **New Statesman**, magazine classé à gauche au Royaume-Uni, l'article devrait ne pas exister, ou tout au moins ne pas être utilisé ainsi. "C'est, certes, une absurdité qui n'a pas sa place dans une démocratie moderne, mais c'est une disposition légale qui figure dans la Constitution de la V^e République. Il est pourtant scandaleux, sur le plan démocratique, de déclencher le 49.3

pour imposer une réforme d'une aussi grande portée, qui concernera tous les Français. Pourquoi prendre la peine d'organiser des élections législatives si c'est ainsi que réagit le gouvernement à leur résultat ?"

Royaume-Uni.
Quelle sortie de crise ?

● Recoller les morceaux ne sera pas facile. À Londres, **The Economist**, souvent proche des positions du président français, ne voit aucune issue évidente à la situation actuelle. "On voit mal du positif émerger de cette pagaille. Macron pourrait changer de Premier ministre et chercher un nouvel élan. À court terme, il sera toutefois difficile de ramener l'ordre dans le pays, sans parler de la suite de son programme réformiste. Quand les électeurs ont refusé, en juin 2022, d'accorder au président réélu une majorité parlementaire, certains espéraient qu'il en sortirait une culture politique plus consensuelle en France. C'est plutôt le contraire qui semble s'être produit."

Suisse.
Le poison de l'illégitimité

● Quand la Première ministre objecte que l'Assemblée aura le dernier mot via les motions de censure, ce n'est pas faux,

certes, renchérit la **Tribune de Genève**. Mais : "Qu'est-ce qu'une démocratie où le président ne peut pas perdre devant le Parlement et où il doit forcément gagner ? Dans la population, cet épisode injecte le pire des venins : celui du doute démocratique, celui du 'ils font ce qu'ils veulent de toute façon'. Pour sauver sa réforme, Emmanuel Macron prend ainsi le risque de faire le lit du **Rassemblement national**."

Bruxelles.
Recherche alliés à tout prix

● À Bruxelles, l'édition européenne du magazine américain **Politico** met les pieds dans le plat. Sur le plan législatif, pour obtenir des majorités, l'alliance avec le parti Les Républicains semble mal en point. Malgré toutes les concessions faites par la majorité gouvernementale, ce dernier n'a pas pu assurer les votes. "Le grand paradoxe pour Macron, celui qui a besoin d'alliés et ne les trouve pas, vient du fait qu'il a bouleversé le paysage politique français en écrasant les partis traditionnels de gauche et de droite en 2017. Le dilemme de Macron est maintenant d'arriver à accomplir quelque chose pendant les quatre années restantes de sa présidence, au vu de l'opposition revigorée qu'il devra affronter au Parlement, dominé par l'extrême gauche et l'extrême droite, sans qu'il puisse compter sur une coalition stable."

ILS REFONT LA FRANCE
Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec





Vu d'ailleurs

Italie. Attention aux symboles !

● À Turin, le quotidien libéral **La Stampa** se dit surpris par la décision d'Emmanuel Macron d'invoquer l'article 49.3 pour faire passer la réforme des retraites. "Un geste trop irréfléchi peut désormais déborder l'Élysée", prévient le journal, alors que des milliers de personnes sont descendues dans la rue au soir du 16 mars. "Macron met sérieusement en péril sa crédibilité : l'utilisation du 49.3, employé par ses prédécesseurs pour différents motifs, interdit en effet de faire marche arrière, poursuit **La Stampa**. Le président ne doit pas minimiser la valeur symbolique des images du peuple français devant l'Assemblée nationale. C'est sur cette même place – comme n'ont sans doute pas manqué de le lui rappeler ses conseillers – qu'il y a deux cent trente ans Louis XVI a été guillotiné."

Retour de bâton

●●● "Il est des footballeurs qui, face aux insultes venues des gradins, décuplent leurs forces. Emmanuel Macron est un peu de ce genre : l'hostilité le nourrit." C'est ce trait de caractère du chef de l'État français qui vient d'être confirmé, analyse **El País**. Avant son recours au 49.3 pour faire passer la réforme des retraites, jeudi 16 mars, d'autres passages en force marquent la carrière politique d'Emmanuel Macron. "Nous parlons là d'un homme qui a trahi les siens (et ce terme a désigné successivement

Royaume-Uni. Tous perdants

● Dans un registre plus terre à terre, le site anglophone traitant de l'actualité française **The Local** se fie à l'empirisme. Le correspondant John Lichfield prévoit un scénario bien connu sous la V^e République : "Élisabeth Borne survivra à la motion de censure, mais d'ici un mois environ Macron lui aura trouvé un successeur. Car telle est la règle d'airain de la vie politique française : le fusible, c'est le Premier ministre, pas le président. Un nouveau Premier ministre sera donc nommé pour mettre en œuvre le reste du programme d'Emmanuel Macron. On lui souhaite bonne chance. Alors que le projet sur les retraites était censé être la clé des autres réformes à venir, la méthode employée a été telle qu'il sera bien difficile désormais de porter la moindre autre réforme ou initiative. Par-dessus le marché, les Français vont bien devoir travailler un peu plus longtemps, que cela leur plaise ou non. Bref, tout le monde en sort perdant."

bien des groupes différents), qui a mis sens dessus dessous le paysage politique français et qui s'est érigé en unique sauveur face au chaos qu'il a lui-même créé." Le voilà dans la pire crise de sa présidence. Pour **El País**, au-delà des retraites, du manque d'urgence de la réforme et de son caractère hautement inflammable en France, nous assistons aujourd'hui au retour de bâton d'avril 2022 et sa reconquête de l'Élysée face à Marine Le Pen : "De nombreux électeurs ont dû voter pour ce type arrogant, qu'ils

Suisse. Un long calvaire

● Pour le site de **Blick**, c'est une mauvaise nouvelle pour l'Europe aussi, une thématique souvent identifiée comme le seul point fort macronien. "Formidable boîte à idées pour l'Europe", le président pourrait bien avoir gâché son quinquennat avec ce 49.3. "Cet article massue est ici utilisé dans la pire des situations : pour faire taire d'immenses frustrations et d'immenses demandes de justice sociale. Il fracture encore plus une France erratique, laquelle inquiète de ce fait ses partenaires les plus proches. Il mine un pays qui a d'abord besoin de retrouver confiance en lui, en ses élus et en ses gouvernants, au lieu de voir son Assemblée nationale cernée par les troupes syndicales. Les colères, les retraites et les poubelles forment aujourd'hui [...] un mur d'incompréhensions mutuelles. Un mur insurmontable pour ce président de 45 ans, dont le second quinquennat a désormais des allures de calvaire."

détestaient, pour éviter une victoire de l'extrême droite – aujourd'hui ils le lui font payer." Qu'a-t-il à craindre d'un pays qui – comme le souligne **El País** – est le seul en Europe à se targuer régulièrement d'être né d'une révolution sanglante ? Pas grand-chose, conclut le journaliste : "Que la réforme soit maintenue ou retirée, Macron, lui, ira jusqu'au bout de son mandat. Car ainsi est faite la V^e République, restauration monarchique sous couvert républicain, conçue pour que le président ne tombe jamais."



La méthode Macron a échoué

Le président Macron, jadis porté par l'ambition de renouveler la démocratie française, n'a pas tenu ses promesses. Ignorant les alertes, il n'a pas su s'adapter.

— **Frankfurter Allgemeine Zeitung** *Frankfurt*

La France se dirige vers des temps agités. Même si la Première ministre, Élisabeth Borne, survit à la motion de censure déposée par l'opposition, la confiance dans son gouvernement, minoritaire à l'Assemblée, est lourdement entamée. Et cette fois-ci, Emmanuel Macron ne pourra pas réparer les dégâts avec un "grand débat" et des cahiers de doléances comme après la mobilisation des "gilets jaunes". Ce qui ne signifie pas non plus qu'il est condamné à l'impuissance jusqu'à la fin de son mandat, en 2027. Il peut remanier le gouvernement ou dissoudre l'Assemblée et convoquer de nouvelles élections.

La colère que suscite son style de gouvernement, autoritaire et coupé de la réalité, n'a pourtant guère de lien avec les institutions. Emmanuel Macron était censé incarner un nouveau démocratie. Mais il n'a pas tenu ses promesses, maintes fois répétées, de sortir des vieux schémas politiques. Il y a pourtant eu de nombreux signaux d'alerte. La perte de sa majorité à l'Assemblée nationale en juin dernier était un avertissement des électeurs dont Macron

n'a pas tenu compte. On a beaucoup parlé de la nécessité de parvenir à une nouvelle culture du compromis. Dans les faits, pourtant, le gouvernement a largement négligé le dialogue nécessaire à tout consensus.

Cela a été particulièrement évident dans les relations avec les partenaires sociaux. Il est frappant de voir que sur la question de cette réforme menée à la hussarde, le gouvernement n'a le soutien ni des fédérations patronales [le Medef s'est opposé à l'index senior, mais a jugé "indispensable" le relèvement de l'âge de départ à 64 ans] ni des syndicats réformistes. Même dans les rangs des Républicains (LR), la méfiance était telle que bon nombre de députés n'étaient pas prêts à voter cette réforme.

Au-delà de l'échec politique, on s'inquiète surtout des "risques économiques et financiers" pour le pays – les arguments avancés par l'Élysée pour justifier

Le gouvernement a largement négligé le dialogue nécessaire à tout consensus.

✍ *Dessin de Niels Bo Bojesen paru dans Jyllands-Posten, Aarhus (Danemark).*

la brièveté du débat parlementaire. Le président Macron n'a cessé de garantir aux Français que les finances de l'État étaient solides. Il n'a lancé à peu près aucun appel à faire des économies et n'a ouvert aucun débat sur le poids de la dette publique pendant la campagne présidentielle. Certes, le ministre des Finances, Bruno Le Maire, avait appelé à la fin du "quoi qu'il en coûte", mais Macron donnait l'impression de ne pas partager cette position. Et son gouvernement a continué de proposer de coûteuses mesures de soutien financier pour lutter contre l'inflation.

C'est pourquoi il semble aujourd'hui si étonnant que le président précipite l'adoption de sa réforme en recourant à l'article 49.3 pour éviter un possible vote négatif de l'Assemblée, au nom d'une bonne gestion financière. C'est la première fois que l'Élysée lève le voile sur la dangereuse spirale de l'endettement public. Avec sa réforme des retraites, le président espérait économiser jusqu'à 17 milliards d'euros chaque année. Mais ses avertissements sur les "risques financiers" arrivent trop tard pour calmer l'indignation des Français. La méthode Macron a échoué.

—**Michaela Wiegel**
Publié le 17 mars

Il fallait du courage

Contrepoint. Certes, la méthode est "fâcheuse", mais il était primordial que le président impose sa réforme, assurent quelques journaux étrangers.

Faire passer la réforme des retraites en France sans vote au Parlement, c'était un mal pour un bien. Même s'ils sont loin d'être majoritaires, quelques titres de la presse internationale défendent très clairement la méthode choisie par Emmanuel Macron et le gouvernement d'Élisabeth Borne pour avancer sur le chemin des réformes.

Parmi eux, le très ancien et conservateur **The Times** de Londres. Selon le quotidien, "Emmanuel Macron fait preuve de courage en imposant par la force une réforme nécessaire". Le 49.3, intervenu après "des années" d'explications et de négociations "est une méthode audacieuse (casse-cou, diront certains) étant donné l'isolement politique du président sur ce sujet explosif. Mais il était impératif de prendre le taureau par les cornes."

Défi mondial. La France ne peut plus se permettre d'offrir des retraites luxueuses, argumente le journal britannique. Et le président "est prêt à prendre des décisions impopulaires quand il est convaincu que c'est dans l'intérêt national. [...] On l'accuse de contourner la démocratie. Les grèves et les manifestations vont peut-être se voir relancées par cet exercice du pouvoir par le diktat. Mais M. Macron doit persévérer. On dit parfois la France irréformable. Le projet de réforme est dénoncé pour être 'inhumain' et 'brutal'. Il n'est rien de tout cela. Les temps changent, et la France doit suivre le changement."

Ce n'est pas très éloigné de l'avis du **Washington Post**. Le grand quotidien américain titre son éditorial : "Quelle que soit la mobilisation sociale, les réformes façon Macron sont nécessaires - et pas seulement en France." La réforme des retraites répond à un défi mondial que les États-Unis, le Japon et d'autres pays affrontent eux aussi : "Assurer une retraite décente à des citoyens vieillissants sans cesse plus nombreux, sans pour autant priver les jeunes

générations des ressources nécessaires pour vivre décemment. C'est un impératif à long terme, et pourtant il se révèle bien souvent impossible de faire adopter les nécessaires réformes des régimes de retraite dans nos sociétés démocratiques."

Le moyen du 49.3 est "fâcheux", déplore le **Washington Post**. "Il est préférable que de tels changements de fond, dans des programmes sociaux chers aux citoyens, passent par un vote de la représentation populaire. C'est pour ces réformes nécessaires un meilleur gage de longévité lorsque le pouvoir change de mains." Sans oublier que, hors de France, aux États-Unis en

l'occurrence, la Constitution n'offre pas pareil stratagème aux présidents.

Mais, pour le quotidien, la fin justifie les moyens. "Les postures politiques face aux retraites doivent changer - car les tendances démographiques, elles, ne changeront pas. Tout dirigeant conscient du défi à venir doit s'obstiner pour aider la société à s'y préparer - sous peine, quand la facture tombera, d'être maudit par les générations futures."

—**Courrier international**



←**Dessin d'Arcadio** paru dans **La Prensa**, San José (Costa Rica).

Élisabeth Borne, fusible assumé

●●● "À peine quatre minutes." Une intervention courte, noyée sous "les appels à la démission et les Marseillaise spontanées issus des bancs de l'opposition". Quelques mots, seulement, pour invoquer l'article 49.3 de la Constitution française. Et engager la responsabilité de son gouvernement. "Visage de la réforme des retraites", la Première ministre Élisabeth Borne se retrouve "très affaiblie" depuis jeudi 16 mars, constate le quotidien espagnol **El Mundo**. Même si Élisabeth Borne, survit à la motion de censure déposée par l'opposition, la confiance dans son gouvernement, minoritaire à l'Assemblée, est lourdement entamée. "Plus technique que politique", le profil de l'ancienne ministre du Travail, 61 ans, devait

permettre à Emmanuel Macron de "faire passer la loi la plus importante et la plus difficile" de son second mandat. Les rôles étaient clairement répartis. Lui, au second plan, "souvent en voyage" pendant les journées de mobilisation. Elle, en première ligne. "C'est Borne qui a négocié avec les syndicats pendant des mois, retrace le journal madrilène, elle qui a présenté le projet, et elle encore qui l'a défendu lors des interminables sessions parlementaires." Elle, enfin, qui a été la cible des huées, dans l'hémicycle. Et des caricatures sur les pancartes des manifestants - au côté de celles du président. "Issue des sphères socialistes", la dirigeante de 61 ans a "fait pression pour limiter le report de l'âge de départ à 64 ans au lieu

de 65 ans", comme initialement promis dans le programme du locataire de l'Élysée. Insuffisant pour éviter le courroux de l'opinion publique, des syndicats et d'une majorité - probable - de députés. Avant de se rendre à l'Assemblée nationale, le 16 mars, Élisabeth Borne aurait assumé auprès du chef de l'État "être un fusible", relate **El Mundo**. Moins d'un an après sa nomination, la dirigeante pourrait connaître le même sort qu'Édith Cresson, seule autre femme passée par Matignon et démissionnaire au bout de onze petits mois. "Certains pensent qu'en changeant de gouvernement Macron pourra relancer son mandat, avance le journal conservateur. Et ce en dépit de sa forte baisse de popularité."

SOURCE



FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG
Frankfort, Allemagne
Quotidien, 190 364 ex (fin 2022)
faz.net

Fondée en 1949, la FAZ, grand quotidien conservateur et libéral, est un outil de référence dans les milieux d'affaires et intellectuels allemands. Plus de 300 rédacteurs et 40 correspondants à l'étranger participent à son élaboration, ce qui la rend très indépendante des agences de presse.



europe



—El País Madrid

Le spectre d'une Europe forteresse hante à nouveau le continent. Trois décennies après la chute du mur de Berlin, le débat refait surface : l'Union européenne doit-elle ériger des clôtures et des barbelés pour protéger ses frontières ? En réalité, c'est déjà le cas. Ces huit dernières années, les États membres ont construit plus de 1700 kilomètres de murs, non pour se protéger des chars, mais plutôt des migrants et des réfugiés.

La question est de savoir qui va payer. Les fonds européens doivent-ils financer des barrières de béton et de barbelés, comme ils financent déjà l'achat de radars ou de drones ? Les discussions sont houleuses, mais les conclusions du Conseil européen du 9 février suggèrent que les partisans des contraintes physiques gagnent du terrain.

La Commission européenne et certains pays comme l'Espagne et l'Allemagne se refusent à utiliser l'argent de l'UE pour construire davantage de murs. Ils estiment en effet qu'il existe des moyens plus efficaces pour enrayer l'immigration clandestine. Mais le mouvement favorable aux murs frontaliers, emmené par le groupe de Visegrad (la République tchèque, la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie) et soutenu par l'Italie, la Grèce et l'Autriche,

Immigration. Ces barrières qui divisent l'Union



FOCUS

Le financement et la construction de murs – “infrastructures” à l'efficacité contestable – aux frontières extérieures de l'UE suscitent un profond débat parmi les Vingt-Sept.

se veut pragmatique : il faut construire des portes si l'on veut pouvoir les fermer.

Au fond, le problème va au-delà de la question des murs. Il s'agit de savoir quelle position va adopter l'Europe face aux défis de l'immigration, actuels et à venir, et si elle est prête à durcir sa politique pour y faire face. Actuellement, tout laisse à penser que oui.

L'Union européenne a beau avoir été fondée sur la suppression des frontières

intérieures, elle a toujours renforcé ses frontières extérieures. La nervosité sur la sécurité de ses frontières refait surface régulièrement. Outre le 9 février, le précédent épisode remonte à un peu plus d'un an, lorsque, en octobre 2021, les ministres de l'Intérieur de douze pays ont écrit à la Commission européenne pour lui demander d'étudier “en priorité” le financement de “barrières physiques” aux frontières extérieures.

Des barrières physiques protègent une partie des frontières extérieures de l'Europe depuis des dizaines d'années. Les clôtures de Ceuta (1993) et de Melilla (1996) ont été parmi les premières à être érigées, mais les murs et autres barrières physiques se sont ensuite multipliés et couvrent désormais plus de 2000 kilomètres. La Bulgarie, par exemple, le pays le plus pauvre de l'UE, entretient une clôture sur 98 % de sa frontière avec la Turquie.

Déstabilisation. La crise des réfugiés de 2015, avec l'arrivée de plus d'un million de personnes fuyant, pour la plupart, la guerre en Syrie, a justifié un nouvel élan de constructions afin d'arrêter les personnes qui tenteraient d'entrer sur le continent européen. Les clôtures se sont multipliées en Hongrie, en Lettonie, en Slovaquie, en Autriche et même en France.

Quelques années plus tard, alors que les flux migratoires étaient relativement faibles, l'UE a été confrontée à une instrumentalisation de l'immigration par ses partenaires et voisins afin de déstabiliser le continent et réclamer des concessions. C'est ce qui s'est passé en 2020, quand la Turquie a ouvert ses frontières et menacé l'Europe de laisser entrer des millions de réfugiés, ou lorsque le Maroc a laissé passer plus de 10 000 personnes à Ceuta en mai 2021.

← **Des migrants à Edirne, en Turquie, à la frontière avec la Grèce, le 29 février 2020.**

Photo Marie Tihon/Hans Lucas

Le dernier épisode en date, qualifié de “menace hybride”, selon le vocabulaire militaire, s’est produit à l’été et à l’automne 2021, lorsque la Biélorussie a favorisé l’entrée de dizaines de milliers de personnes en Pologne, en Lituanie et en Lettonie. La riposte a alors consisté à construire de nouveaux murs ou à les prolonger de plusieurs centaines de kilomètres entre ces trois pays et la Biélorussie.

La Commission européenne a attribué, pour la période 2021-2027, 6,7 milliards d’euros à la gestion des frontières.

Aujourd’hui, la guerre en Ukraine ravive les craintes et certains pays redoutent que Moscou ne se serve de l’immigration comme d’une arme contre l’Europe. La Finlande, le pays qui possède la plus longue frontière avec la Russie, a déjà annoncé son intention de construire une clôture la séparant de l’ancien pays soviétique.

L’Union européenne n’hésite pas à investir des sommes colossales pour enrayer les flux migratoires : 6,7 milliards d’euros ont ainsi été attribués par la Commission à la gestion des frontières pour la période 2021-2027, mais jusqu’à présent financer des murs et des barbelés restait un sujet tabou.

La directive européenne est ambiguë et, si plusieurs sources de l’UE estiment qu’il n’y aurait pas d’obstacle juridique, la Commission s’y refuse. Le 9 février, la présidente de l’exécutif européen, Ursula von der Leyen, a de nouveau insisté sur la nécessité d’une “approche intégrée” impliquant la mobilisation – et le renforcement, le cas échéant – de Frontex, l’Agence européenne des frontières, ainsi que le financement d’infrastructures mobiles et statiques telles que des tours dotées d’équipements de surveillance ou des véhicules. La Commission parle d’infrastructures, et non de “murs” ou de “clôtures”, et elle oppose une fin de non-recevoir chaque fois qu’on les mentionne, comme on a pu le constater lors du dernier Conseil européen.

En tout état de cause, les murs divisent déjà l’Europe sur le plan idéologique. Ursula von der Leyen s’écarte en effet de la ligne de sa famille politique, le Parti populaire européen (PPE), qui aimerait relancer le débat sur les clôtures. Mais le refus de la Commission d’allouer des fonds européens à la construction de murs serait

aussi une position pragmatique, selon certaines sources à l’UE.

Ériger des clôtures sur plusieurs milliers de kilomètres coûterait une fortune, et cet argent pourrait être consacré à d’autres projets. Bruxelles estime ainsi qu’il est beaucoup plus efficace d’investir dans des accords avec les pays d’origine afin qu’ils acceptent le retour de leurs ressortissants entrés clandestinement dans l’UE.

Les opposants aux barrières physiques sont formels : ériger des murs coûte cher, ils créent des tensions et non seulement ils ne dissuadent pas les migrants de venir en Europe, mais en outre ils favorisent la création de nouvelles routes plus longues, plus coûteuses et plus dangereuses. Et les deux seuls grands gagnants sont les entreprises qui construisent les murs et les trafiquants qui les contournent.

Professeur de géopolitique à l’université Royal Holloway de Londres, Klaus Dodds affirme que “les murs et les barrières sont rarement efficaces. Ils suscitent la colère chez les migrants et donnent de faux espoirs aux habitants concernés.”

Selon lui, les murs revêtent “une dimension symbolique démesurée”. Il ajoute : “Si les gouvernements veulent donner l’impression de faire quelque chose, pour les communautés vivant de part et d’autre d’une frontière, comme la zone frontalière entre les États-Unis et le Mexique, c’est plus compliqué, car les familles et les habitants ont des liens des deux côtés. Le mur est comme une blessure qui ne cicatrise pas.”

Contradictions. L’Espagnol Gil Arias, ancien directeur adjoint de Frontex, est également “sceptique” : “Les obstacles physiques n’ont jamais eu un effet dissuasif définitif. Nous l’avons constaté à Ceuta et à Melilla au fil des ans ; si [les migrants] ont l’occasion de sauter, ils sont prêts à le faire, même au risque de mourir, comme cela s’est produit le 24 juin à Melilla.” Arias préfère miser sur les services de renseignements pour défendre les frontières et non sur les barbelés.

L’Espagne reconnaît que les murs ne résolvent pas le problème migratoire. Mais le discours officiel espagnol n’est pas toujours en phase avec la réalité. Au fil des ans, l’Espagne n’a cessé d’investir dans le renforcement et la modernisation des près de 21 kilomètres de clôture construits à Ceuta et Melilla. Le dernier investissement dans cet équipement a permis d’enlever les barbelés coupants sur lesquels les migrants s’entaillaient la peau.

Quoi qu’il en soit, les arguments de Bruxelles ne convainquent pas les pays qui réclament un tour de vis. On l’a observé lors du sommet informel du 9 février. Sous la houlette de l’Autriche et de la Grèce, huit pays – dont le Danemark, la Slovaquie, l’Estonie, la Lettonie et la Lituanie (qui possède la clôture la plus longue d’Europe, 550 kilomètres le long de sa frontière avec

Réactions

Grèce. Athènes durcit la ligne

●●● En accueillant, fin février, la deuxième Conférence européenne sur la gestion des frontières, la Grèce entraîne l’Europe vers un durcissement de la politique migratoire. “Athènes fait une nouvelle tentative pour internationaliser la question de l’immigration”, observe **Ta Nea**. Depuis 2015, plus de 1,2 million d’exilés sont passés par la Grèce, en première ligne de la crise migratoire et dont les îles situées en face de la Turquie sont devenues l’une des principales portes d’entrée en Europe. En réponse, Athènes a progressivement fermé les camps de réfugiés et érigé une clôture à la frontière terrestre avec la Turquie. “Le choix de nombreux États membres nous ramène des dizaines d’années en arrière”, commente **Ta Nea**.

Hongrie. L’Autriche “suit la recette Orban”

●●● Face à la recrudescence du flux migratoire sur la route des Balkans, l’hebdomadaire **HVG** s’étonne du rapprochement stratégique entre l’Autriche et la Hongrie “alors que Budapest est beaucoup plus une partie du problème que

de la solution”. La clôture magyare érigée sur la frontière serbe “n’arrête personne” et “de nombreux migrants arrivent en Autriche depuis la Hongrie”. Pourtant, le chancelier Karl Nehammer “suit la recette Orban” et “adopte un discours populiste sur l’immigration”, note l’hebdomadaire de Budapest. L’objectif ? “Corriger la baisse de popularité de l’ÖVP”, le parti conservateur au pouvoir en Autriche, qui profite au FPÖ, d’extrême droite.

Croatie. Une frontière, “pas une forteresse”

●●● Dernier pays à avoir intégré l’espace Schengen, le 1^{er} janvier, la Croatie se trouve sur la route balkanique des migrants, mais ne se joint pas aux pays qui demandent la construction de nouvelles clôtures aux frontières de l’UE. “La Croatie, surtout en ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine voisine [où vit une importante minorité croate], ne veut pas transformer la frontière en forteresse”, a déclaré le Premier ministre, Andrej Plenkovic, relaie **Jutarnji List**. Mais si l’arrivée massive de migrants par la route des Balkans se poursuit, cette frontière “risque de devenir un problème tant pour la Croatie que pour l’UE”, souligne le quotidien de Zagreb.

la Biélorussie) – ont réclâmé des avancées “tangibles” pour renforcer le contrôle de la frontière commune.

L’Autriche demandait notamment que la Commission alloue 2 milliards d’euros de fonds d’urgence à la reconstruction d’une clôture plus sûre entre la Bulgarie et la Turquie. Le contexte incline à la nervosité : selon Frontex, près de la moitié des 330 000 entrées illégales en territoire européen en 2022 se sont produites par la voie des Balkans occidentaux, depuis l’Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie, ce qui représente une augmentation de 136 % par rapport à 2021.

“Il n’est pas logique que l’UE finance des drones, de la technologie ou du matériel de surveillance, et que dans le même temps elle refuse de financer des moyens de nous protéger”, s’est indigné le Premier ministre grec, le conservateur Kyriakos Mitsotakis. Il faut réfléchir de manière globale, les clôtures

devraient faire partie de l’enveloppe budgétaire.” “L’Autriche est un pays qui considère que les barrières frontalières sont utiles”, a renchéri le chancelier autrichien Karl Nehammer. Le débat ne va pas se résoudre facilement. Pour le professeur Dodds, le risque de cette décision est que les murs et les clôtures ne fassent que “déchaîner encore davantage les passions” et qu’on continue à remettre à plus tard des débats plus urgents sur la prise en charge de populations du monde entier affectées par la guerre, les catastrophes naturelles ou le réchauffement planétaire.

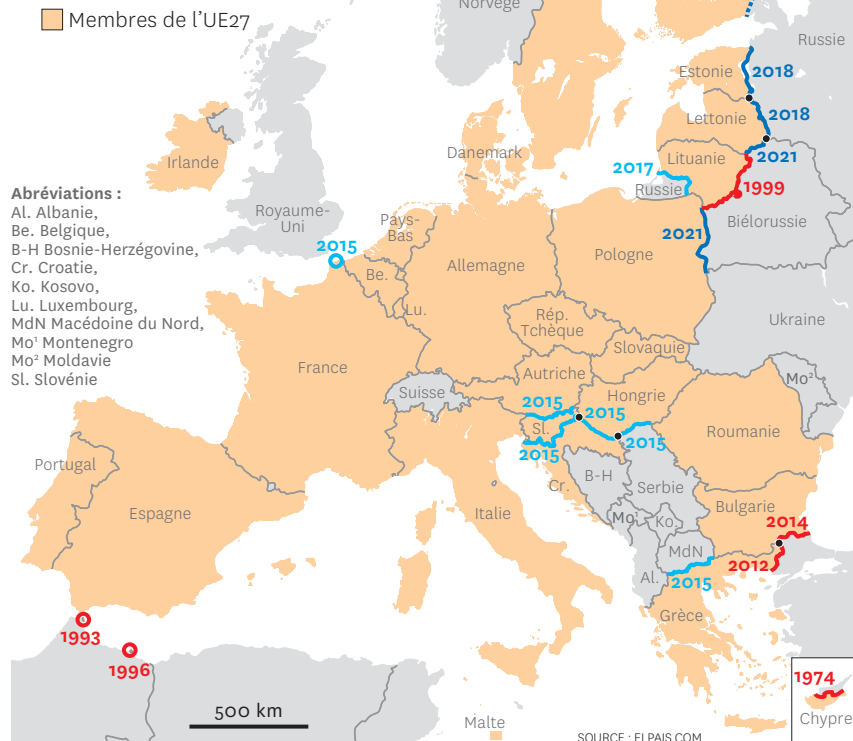
Cette question, que l’Union devrait aborder dans son nouveau pacte sur la migration et l’asile, avance à pas bien plus lents, dans une large mesure à cause des réticences de ceux qui se sentent plus en sécurité derrière un mur.

— **María Martín, Silvia Ayuso et Yolanda Clemente**
Publié le 10 mars



Plus de 3 000 km de murs ou clôtures érigés en Europe depuis la chute du mur de Berlin

- ↘ Les premiers murs (avant 2015)
- ↘ Murs construits face à la crise des réfugiés (2015-2017)
- ↘ Murs construits à la suite de la confrontation avec la Russie (depuis 2018)



La “forteresse” n’est rien d’autre qu’une illusion

Clôtures, garde-côtes... L’Union européenne consacre des sommes colossales pour empêcher l’arrivée des migrants. En vain. Pour ce journaliste italien, l’intégration est la clé.

—Il Foglio (extraits) Milan

Dans leur dérive vers une “forteresse Europe”, l’Union et ses États membres omettent un des éléments clés de la gestion des migrations : l’intégration. Aussi, lors du Conseil Affaires intérieures qui s’est tenu le 9 mars, l’habituelle mascarade qui se joue depuis le début de la crise des réfugiés de 2015-2016 s’est de nouveau répétée. Le naufrage de Cutro, du 26 février, était déjà oublié. Et le nouveau pacte sur la migration et l’asile n’a pas avancé d’un pas. Une fois de plus, l’UE s’est engagée à œuvrer aux rapatriements, à lutter contre les trafiquants et à stopper les départs par

une série de mesures déjà testées par le passé, en vain.

L’hypocrisie est de promettre une solution qui n’existe pas – à moins de se lancer dans des refoulements massifs interdits par le droit international. Et les ministres ont beau crier à l’urgence, les chiffres montrent une autre réalité. De fait, en 2022, Frontex [l’agence chargée des frontières extérieures de l’UE] a enregistré 330 000 entrées irrégulières sur le continent – un continent en pleine crise démographique.

Il est vrai que l’UE et la Commission ont fait beaucoup pour aider les États membres à gérer cette crise, qui a débuté en 2015. Leurs aides ont bénéficié en

premier chef à l’Italie et à la Grèce. Elles ont payé les bateaux de patrouille des “garde-côtes” libyens. En outre, l’Europe a investi Frontex de missions et de pouvoirs nouveaux, faisant d’elle la plus grande agence de l’UE. Cependant, la Commission, fermant les yeux sur les violations des droits humains, a réalisé de petits pas en avant avec certains pays tiers au chapitre des rapatriements. Mais le naufrage de Cutro est le résultat des fausses promesses d’une UE qui cultive l’illusion de pouvoir se fermer comme une forteresse.

Les trafiquants sont plus rapides que les ministres de l’Intérieur, et c’est une chimère que de vouloir les éradiquer.

L’Europe a supprimé certains dispositifs de recherche et de sauvetage en mer et utilise le moins possible ceux qui subsistent. Les opérations de police ont disparu et celles de recherche et sauvetage se font de plus en plus rares. Par ailleurs, aucune nouvelle voie légale d’immigration n’a été ouverte pour les réfugiés (les naufragés de Cutro sont en majorité afghans). Quand l’Europe s’affaire à fermer une route, elle ne fait que déporter les migrants vers d’autres routes. Lorsque la mer Égée est moins accessible, il reste la mer Ionienne. De la Turquie, les voies terrestres vers la Grèce et la Bulgarie et les voies maritimes vers Chypre et l’Italie ont été rouvertes. Lorsque la situation en Libye se complique, on transite par l’Égypte et la Tunisie. Lorsqu’on ne passe pas par le Maroc, il y a la route de l’Atlantique, depuis la côte d’Afrique de l’Ouest jusqu’aux îles Canaries.

Les trafiquants sont plus rapides que les ministres de l’Intérieur, et c’est une chimère que de vouloir les éradiquer, sauf à envoyer les armées européennes dans les pays tiers. Du reste, si l’Europe sous-traite la gestion des frontières à ces pays tiers, elle risque de se retrouver à la merci du chantage de régimes pas toujours amicaux, comme celui d’Erdogan en Turquie.

La Commission en fait toujours davantage pour satisfaire le désir de bâtir une forteresse. La lettre du 6 mars d’Ursula von der Leyen à Giorgia Meloni en est un exemple frappant : l’UE donnera plus d’argent à la Tunisie et à l’Égypte, et elle imposera un dispositif de coordination sur les bateaux des ONG. En outre, le 9 mars, les ministres de l’Intérieur ont discuté des critères de suspension de l’octroi de visas aux pays tiers qui ne coopèrent pas au chapitre des rapatriements. Quant aux voies légales d’immigration, Von der Leyen indique la possibilité de

financer la relocalisation de 50 000 réfugiés en trois ans. C’est bien peu par rapport aux près de 1 million de demandes d’asile enregistrées dans l’UE pour la seule année 2022.

L’approche “holistique” promue par la Commission fait l’impasse sur l’intégration. Or c’est une des clés de la gestion des migrations. Depuis 2015, en Allemagne, plus de 2 millions de demandes d’asile ont été déposées par des migrants arrivés irrégulièrement sur le territoire. Après leur arrivée, ils ont pu apprendre la langue et la culture, ils ont eu le droit de commencer à travailler, leurs enfants ont été scolarisés et, aujourd’hui, ils contribuent à la prospérité du pays. C’est exactement ce qui se passe aujourd’hui avec les 4 millions de réfugiés ukrainiens qui ont obtenu un statut de “protection temporaire”. Le 8 mars, la Commission elle-même vantait les réussites de cette protection temporaire, qui permet aux Ukrainiens de travailler, d’aller à l’école, d’obtenir un logement et de bénéficier de soins de santé sans avoir à attendre des années et des années que leur demande d’asile soit traitée.

—David Carretta
Publié le 10 mars

SOURCE



IL FOGLIO

Milan, Italie
Quotidien, 25000 ex.
ilfoglio.it

Créé en 1996 par Giuliano Ferrara, ancien porte-parole du gouvernement Berlusconi, et animé par une équipe de conservateurs, *Il Foglio* se veut le quotidien de l’intelligentsia de la droite italienne. Le journal, dont le siège est à Milan, doit son nom à l’austérité de sa maquette : il était composé d’une seule page (*foglio*) à l’origine.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Le sentiment anti-immigrés gagne l’Irlande. Préservée jusqu’à présent de la montée de l’extrême droite, l’île est secouée par des manifestations contre l’accueil des demandeurs d’asile, rapporte le site britannique **UnHerd**.

GRÈCE

Une catastrophe qui rebat les cartes

Un accident ferroviaire bouleverse la donne politique et la société. Pour un résultat imprévisible.

—News 24/7 (extraits)
Athènes

Après la tragédie de Tempi, qui a bouleversé la société grecque, tout montre que la vie politique est entrée dans une nouvelle phase. La raison est évidente : la collision meurtrière entre les deux trains a mis en évidence l'échec complet de l'appareil d'État, c'est-à-dire de l'administration Mitsotakis.

Elle a également remis sur le devant de la scène des pathologies chroniques de ce pays, telles que le démantèlement monumental

des infrastructures, le pillage des biens publics par les "investisseurs" et les entrepreneurs, la corruption généralisée et le cynisme du système politique.

Nous ne sommes qu'au début de cette nouvelle phase, mais on peut déjà se référer à plusieurs points, ressortis des événements houleux de ces derniers jours.

D'abord, c'est l'explosion en vol de la planification électorale du gouvernement conservateur. Non seulement la date des élections législatives, prévues pour le 9 avril, a été annulée, mais il semblerait qu'elles soient reportées

à la fin mai. Le pire pour le gouvernement, c'est que le programme avec lequel le Premier ministre M. Mitsotakis voulait aller aux urnes a été réduit en miettes.

Ce dernier s'était tracé un boulevard vers la victoire, des condamnations judiciaires d'anciens ministres de Syriza à l'augmentation du salaire minimum, en passant par la promotion des acquis de la transformation numérique, mais ce chemin n'existe plus. La Nouvelle Démocratie va devoir aller aux urnes en s'excusant pour l'accident de Tempi.

Il est trop tôt pour déterminer l'ampleur exacte du coup porté au Premier ministre. Ce qui est certain, c'est qu'il s'agit d'un coup très dur qui a fortement ébranlé les deux axes sur lesquels il s'était fait élire et qu'il comptait mettre en avant : l'efficacité administrative et la transformation numérique.

Un autre point découle du précédent : le jeu électoral est

ouvert. Jusqu'à Tempi, le scénario le plus probable s'apparentait à une nette victoire de la Nouvelle Démocratie. La nouvelle donne ouvre même pour la première fois la possibilité d'un renversement de la situation et l'hypothèse d'une victoire de Syriza.

Enfin, les suites et les conséquences de cet événement sont imprévisibles. Les personnes qui sont descendues dans la rue, principalement des jeunes, ne sont pas guidées par les mécanismes des partis, ni ne se conforment aux normes du système politique.

Au contraire, elles expriment une pulsion fortement antisystème, quoique de manière différente de décembre 2008 ou des "indignés" de 2011. Le "mouvement Tempi" est multifactoriel et opère de manière innovante en matière politique. Il est donc imprévisible. Tout est désormais ouvert.

—Giannis Albanis
Publié le 11 mars



CHRONIQUE

Un "grand fleuve de colère"

●●● Reliant les deux plus grandes villes du pays, Athènes et Thessalonique, un train de passagers et un train de marchandises se percutent dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars. "Plus rien ne sera comme avant", commente le quotidien de gauche Efsyn. On dénombre 57 morts dans ce qui s'apparente à la plus grande catastrophe ferroviaire du pays. La collision révèle la vétusté du réseau ferroviaire grec et des mesures de sécurité inadéquates. La tragédie nationale laisse vite place à "un grand fleuve de colère", selon Efsyn, et à des manifestations d'une ampleur inédite contre le gouvernement conservateur, accusé d'être responsable de l'accident et incapable de protéger ses citoyens.

ALTA ROCCA FILMS & VALIENTE GRACIA présentent

"Un film impressionnant qui confirme la vitalité du cinéma colombien"

LES INROCKUPTIBLES

"Une fable politique"
TRANSFUGE

"Ambitieux et maîtrisé"
LA SEPTIÈME OBSESSION

©

GRAND PRIX
PRIX SACD
61^e SEMAINE DE LA CRITIQUE
CANNES 2022

L'EDEN

un film de
ANDRÉS RAMÍREZ PULIDO

INSTITUT FRANÇAIS

Groupement National des Cinémas de Recherche

QUE TAL PARIS?

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

LA SEPTIÈME OBSESSION

Les Inrockuptibles

Courrier international



Turquie. Les autocrates renflouent Erdogan

La Russie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis injectent massivement de l'argent dans l'économie du pays. L'objectif : soutenir Recep Tayyip Erdogan à l'approche de l'élection présidentielle. Face à ce déferlement de capitaux, l'Occident doit agir.



—The Independent
(extraits) Londres

Quelques semaines avant les élections du 14 mai, qui pourraient décider de l'orientation future de la Turquie, le président Recep Tayyip Erdogan a reçu un soutien retentissant : le 6 mars, jour où l'opposition présentait Kemal Kılıçdaroglu comme son candidat, l'Arabie saoudite a déposé 5 milliards de dollars [4,7 milliards d'euros] à la banque centrale de Turquie pour stabiliser la monnaie du pays.

Cet argent n'aide pas vraiment les personnes qui logent encore sous des tentes et souffrent des

répercussions des séismes dévastateurs du 6 février. En revanche, il contribue à conjurer les effets dévastateurs de la politique de faibles taux d'intérêt d'Erdogan. Il fait lever quelques sourcils et suscite quelques craintes : l'Arabie saoudite, sous la direction du prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS), serait-elle en train de faire en sorte qu'Erdogan gagne face à Kemal Kılıçdaroglu ?

« Je suppose qu'on sait maintenant qui MBS veut voir l'emporter en Turquie, écrit dans une note Timothy Ash, analyste en investissement du cabinet londonien BlueBay Asset Management. Ce qu'il faut remarquer, c'est que ce

prêt saoudien n'est assorti d'aucune condition. »

L'Arabie saoudite n'est pas la seule. Une coalition de pays autoritaires s'est manifestement ralliée au président turc avant le scrutin. Selon *Foreign Policy*, « la Russie a injecté d'énormes capitaux dans l'économie turque » l'an dernier. Les Turcs ont pu aussi jouir d'un gaz fourni à un prix relativement peu élevé par la Russie.

De leur côté, les Émirats arabes unis (EAU) ont signé le 3 mars un accord commercial de 40 milliards de dollars [37,5 milliards d'euros] sur cinq ans avec la Turquie.

Certes, la Turquie vient de subir la catastrophe du millénaire et a besoin de toute l'aide extérieure possible. Mais cette aide ne doit pas donner l'impression de profiter au gouvernement avant les élections. Le 9 mars, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BerD) a annoncé son intention d'investir 1,5 milliard de dollars sur deux ans dans les régions du pays frappées par les tremblements de terre.

Liens renoués. Même le Qatar, un proche allié d'Erdogan, s'est pour le moment gardé d'offrir de l'argent au gouvernement turc pour doper l'économie du pays. Il a à la place fait don de 10000 unités d'habitation mobiles, utilisées pendant la Coupe du monde de football, pour héberger les victimes des tremblements de terre.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi la Russie, l'Arabie saoudite et les EAU soutiennent Erdogan. Ils se soucient de leurs intérêts. D'une part, les dirigeants autoritaires du monde se soutiennent mutuellement contre les puissances démocratiques sur la scène mondiale. D'autre part, Erdogan est un mal qu'ils connaissent. Moscou, Riyad et Abou Dhabi ont chacun croisé le fer avec lui au fil des ans. Ses relations avec la Russie avaient fait le plongeon quand la Turquie avait abattu un avion de combat russe en 2015. L'Arabie saoudite avait coupé tout lien économique avec le pays quand Erdogan avait accusé le prince héritier d'être responsable du meurtre du journaliste Jamal Khashoggi en 2018. La Turquie et les EAU s'étaient retrouvés dans des camps opposés lors de la guerre en Libye.

Ces pays ont toutefois réussi à renouer des liens et à reconstruire

Qui est le candidat d'opposition ?

●●● Peu connu à l'étranger, et même en Turquie jusqu'à récemment, Kemal Kılıçdaroglu, président du principal parti d'opposition turc, le CHP, est un ancien haut fonctionnaire de 74 ans plutôt discret, d'après le quotidien turc de gauche **Evrensel**. Parvenu à la tête du parti en 2010, il lui a insufflé une réorientation idéologique, du nationalisme kémaliste et laïciste vers une vision de centre gauche, moins arc-boutée sur une laïcité de combat et plus tolérante à l'égard de la diversité ethnique et linguistique du pays. Sa candidature réjouit le camp d'Erdogan, qui avait fait en sorte d'écarter les autres candidats potentiels, notamment le maire d'Istanbul. « *L'AKP [le parti d'Erdogan] ne cache pas sa satisfaction, pour eux il s'agit de l'opposant le plus 'faible'* », souligne ainsi le journaliste Murat Yetkin sur son blog. Pourtant, selon un sondage de l'institut Aksoy, Kemal Kılıçdaroglu obtiendrait 55,6 % des voix en cas de duel au second tour, indique le média **Kisadalga**.

leurs relations avec un gouvernement Erdogan qui est connu pour son pragmatisme.

Dirigé par l'opposition, le gouvernement turc risque d'être plus imprévisible. Kılıçdaroglu n'a pas encore exposé ses principes de politique étrangère, mais le Parti républicain du peuple (CHP), qu'il préside, la coalition de six partis qui le soutient, ses partisans et lui ont longtemps vu avec méfiance Erdogan se rapprocher du Moyen-Orient et se concentrer sur l'"Eurasie", c'est-à-dire la Russie et la Chine. Ils seront sans aucun doute plus proeuropéens qu'Erdogan.

Le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union européenne (UE) portent aussi un énorme intérêt aux résultats des élections du 14 mai. La Turquie est membre de l'Otan et un grand partenaire commercial du Royaume-Uni et de l'UE, les échanges commer-

Les dirigeants autoritaires se serrent les coudes contre les puissances démocratiques.

ciaux entre ces pays représentant environ 125 milliards de dollars chaque année. Et les Turcs constituent l'une des plus importantes minorités établies en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique.

Une intervention occidentale flagrante dans les élections turques pourrait toutefois avoir des conséquences néfastes. Si Erdogan accepte avec empressement l'argent de la Russie et des

pays du Golfe, ses alliés dans les médias et lui-même s'empressent d'accuser toute personnalité de l'opposition apparaissant aux côtés d'un responsable occidental d'être manipulée par l'étranger.

Il y a cependant d'autres éléments susceptibles de permettre de rétablir l'équilibre entre les deux candidats avant le 14 mai. Les dirigeants occidentaux ne disposent pas vraiment de moyens de pression sur la Russie, mais ils peuvent dissuader leurs partenaires du Golfe, à qui ils vendent des armes, de cesser d'essayer de faire pencher la balance du côté d'Erdogan.

Et l'Occident possède encore des moyens de pression sur ce dernier. L'UE a durci le ton contre les pays qui continuent à faire des affaires avec la Russie. Josep Borrell, le chef de la politique étrangère européenne, a prévenu la Hongrie, la Géorgie et la Turquie qu'elles subiraient des mesures de rétorsion si elles continuaient à autoriser le passage par leur territoire et leurs ports de biens interdits à destination et venant de Russie. La Turquie en a pris acte et a interdit à la Russie d'utiliser un nœud de transit pour ses importations, selon *Bloomberg*.

Les puissances occidentales ont beaucoup en jeu dans les élections turques. Elles prendraient peut-être un risque en se servant de leur puissance économique et diplomatique pour favoriser l'opposition, mais elles peuvent et doivent s'employer à empêcher l'ingérence d'autres pays.

—Borzou Daragahi
Publié le 13 mars

Fashion
L'HOMME
MODERNE

2 PULLS Mérinos

29[€]_{,75}

au lieu de ~~119~~€

+2€ de FRAIS DE PORT

-75%
sur ces 2 pulls



*Fashion L'Homme Moderne
vous habille avec élégance et confort
depuis plus de 35 ans.*

- 50% laine mérinos, 50% acrylique
- Finitions soignées avec encolure et emmanchures diminuées
- Coloris : bordeaux et marine
- 5 tailles disponibles
- Lavable machine

RECEVEZ VOS 2 PULLS MÉRINOS AVEC LE CODE AVANTAGE V2559

0 892 680 165

Service 0.40 €/min
+ prix appel

7j/7 de 8h à 20h

lhommemoderne.fr/merinos223

Indiquez le code **V2559** dans votre panier

RCS Paris B 410 714 885

À retourner sous enveloppe affranchie à : Fashion - L'Homme Moderne - BP 10884 - 27008 Evreux Cedex

V2559-P4031

OUI, je profite de votre offre de bienvenue et je reçois mon lot de 2 pulls (1 lot par foyer) pour **29,75€** au lieu de ~~119€~~ soit 75% d'économie +2€ de frais de port.

Je choisis **M** - Réf: 0236228 **XL** - Réf: 0236230 **3XL** - Réf: 0236232
ma taille: **L** - Réf: 0236229 **2XL** - Réf: 0236231

Ci-joint mon règlement total de 31,75€ seulement par :

- Chèque à l'ordre de **FASHION - L'HOMME MODERNE**
 Carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Eurocard-Mastercard).

N°: _____

Date de _____ Cryptogramme au
validité: _____ dos de ma carte: _____ (indispensable)

Cette offre ne m'engage à rien d'autre. Valable 1 mois pour la France métropolitaine et Monaco, dans la limite des stocks disponibles. Expédition sous 6 jours maximum.

Mme/M. : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

Pour mieux vous servir :

Téléphone : _____ Date de naissance : _____

Email : _____

Date : _____

**FASHION
L'HOMME MODERNE**

Signature obligatoire :

Conformément à la loi «informatique et libertés» et au Règlement européen du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres entreprises. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire à Fashion L'Homme Moderne - Service clientèle - 94971 Créteil Cedex 9, en nous indiquant vos nom, prénom, adresse et numéro de client. Vos données peuvent être communiquées à un tiers concerné dans le cadre d'un changement de contrôle, de fusion, de cession de fonds de commerce ou d'apport partiel actif de Reder SAS. Les 2 pulls sont de même taille et ne peuvent être vendus séparément. Prix unitaire de chaque pull : 59,50 €.

IRAK

L'absurde guerre des États-Unis a offert le pays à l'Iran

Vingt ans après l'invasion américaine, qui n'a pris fin qu'en 2011, l'Irak n'a toujours rien d'une démocratie. Et le pays est passé sous le joug de la République islamique, déplore ce journaliste.



—Al-Arab Londres

Il y a vingt ans, l'armée américaine a commencé à se déployer sur le terrain pour envahir l'Irak et faire tomber le régime de Saddam Hussein. C'est le 9 avril 2003 qu'elle entre dans Bagdad. Un de ses premiers gestes consiste à déboulonner une statue géante du dictateur au cœur de la capitale. Le résultat [vingt ans plus tard] est que l'un des plus grands pays arabes a été offert sur un plateau d'argent à la République islamique d'Iran.

Il ne s'agit pas ici de prendre position en faveur de Saddam Hussein. Mais quand celui-ci a été exécuté [en 2006], on a vu s'étaler au grand jour les pulsions de revanche confessionnelle qui animaient les nouveaux dirigeants [chiites, alors que le régime précédent était dominé par les sunnites], arrivés au pouvoir à la faveur de cette guerre américaine.

↑ La statue de Saddam Hussein remplacée par celle de l'ayatollah Khamenei. Sur la colonne, le nom de "Saddam" est barré et remplacé par "chiite". Dessin d'Ammer paru dans NRC Handelsblad, Amsterdam.

On a compris alors qu'on était loin de l'État moderne, doté d'institutions démocratiques, qu'avaient fait miroiter certains néoconservateurs dans l'administration du président George W. Bush.

Ces responsables ne savaient rien de l'Irak, ni des Irakiens, ni de la région. Ils ignoraient également qu'il était impossible de parachuter la démocratie dans ce pays qui avait subi tant de souffrances, des années de guerres et un blocus économique.

En réalité, l'Irak était un pays fini depuis 1958. C'est cette année que la monarchie irakienne avait été renversée par un coup d'État militaire. Le nouveau régime était

dirigé par des têtes brûlées qui s'étaient laissées impressionner par les mots d'ordre du président égyptien Gamal Abdel Nasser et de son entourage constitué de soldats tout juste sortis de la vie paysanne.

Qui donc a bien pu entraîner George Bush fils dans son incompréhensible projet d'invasion de l'Irak? Comment les Américains ont-ils pu aller en Irak alors qu'au même moment ils étaient déjà accaparés par la lutte contre le régime des talibans en Afghanistan [lancée en octobre 2001], à la suite des attentats contre les tours jumelles?

Ce qui est certain aussi, c'est que cette guerre a donné une nouvelle impulsion aux visées hégémoniques de la République islamique.

Le président Bush s'estimait "appelé par Dieu" pour guerroyer contre Saddam Hussein.

Pourtant, certains ont alerté sur les conséquences prévisibles de cette guerre. Le premier est [le roi de Jordanie] Abdallah II, lors d'une rencontre à la Maison-Blanche en août 2002. Mais le président américain s'estimait "appelé par Dieu" pour guerroyer contre Saddam Hussein.

Le deuxième est l'ancien président français Jacques Chirac, qui a lui aussi essayé en vain de s'opposer à cette guerre. C'était un homme perspicace, et le dernier véritable président de la République française. Vingt ans plus tard, on voit à quel point il avait raison.

On peut même remonter à l'ancien président François Mitterrand, qui avait ô combien raison quand il soulignait, dans le contexte de la guerre Iran-Irak (de 1980 à 1988), que la frontière entre l'Irak et l'Iran n'était pas entre deux pays, mais entre deux grandes civilisations, arabe et perse.

Dès 1981, il alertait sur le fait que l'abolition de cette frontière constituerait une menace pour l'équilibre des forces dans l'ensemble de la région.

[Or c'est précisément l'effacement de cette frontière qui a été rendu possible par la guerre américaine en Irak, la chute du

régime de Saddam Hussein ayant entraîné l'affaiblissement de l'État central irakien et permis aux chiites de s'emparer du pouvoir, en connivence avec l'Iran.]

C'est ainsi que des responsables iraniens ont pu se vanter que quatre capitales arabes étaient désormais sous domination iranienne. En plus de Bagdad, Téhéran a en effet réussi à étendre son emprise sur Damas (Syrie), sur Beyrouth (Liban) et sur Sanaa (Yémen).

Aujourd'hui, Américains et Européens ont fini par comprendre que le déchaînement des visées hégémoniques iraniennes constituait une menace, y compris pour l'Europe.

La Russie a entraîné l'Iran en Ukraine, tout comme, en 2015, l'Iran avait entraîné la Russie dans la guerre contre le peuple syrien.

La nouveauté de 2023 réside toutefois dans la découverte du degré d'implication de l'Iran [à travers notamment les drones kamikazes] dans la guerre russe. Comment agiront les Américains, et surtout les Européens, pour qui la guerre en Ukraine est une question de vie ou de mort?

Les prochaines semaines seront décisives pour savoir jusqu'où les Occidentaux sont prêts à aller. D'évidence, ils ne peuvent permettre une victoire de l'alliance russo-iranienne en Ukraine. Mais tôt ou tard se posera la question de savoir [ce que sont encore leurs moyens d'action], au moment où l'Iran s'apprête à franchir le seuil nucléaire.

—Khairallah Khairallah

Publié le 5 mars

SOURCE

AL-ARAB

Londres, Royaume-Uni

Quotidien

alrab.co.uk

"Les Arabes" est le premier quotidien panarabe fondé à Londres, dès 1977, deux ans après l'éclatement de la guerre civile libanaise, qui a poussé de nombreux médias arabes à se réfugier à Londres et à Paris. Généraliste, Al-Arab a moins d'influence que ses concurrents panarabes de Londres, comme Al-Hayat ou Al-Quds Al-Arabi.

Chronologie

VINGT ANS DE GÂCHIS

20 mars 2003 — L'armée américaine, appuyée par une coalition internationale, lance l'opération Iraqi Freedom — "Liberté irakienne" — sans l'aval des Nations unies. Objectif : mettre la main sur de prétendues armes de destruction massive et "instaurer la démocratie".

13 décembre 2003 — Après avoir réussi à fuir Bagdad, tombé dès avril, Saddam Hussein est arrêté par l'armée américaine dans une cache aménagée dans son fief de Tikrit. Il sera pendu le 30 décembre 2006.

30 janvier 2005 — Premières élections multipartites depuis cinquante ans.

25 octobre 2005 — Adoption d'une nouvelle Constitution instaurant un État fédéral et un régime parlementaire.

22 février 2006 — Le dynamitage d'un mausolée chiite à Samarra déclenche un conflit meurtrier entre factions armées sunnites et chiites. Il durera jusqu'en 2009.

18 décembre 2011 — Les dernières troupes américaines quittent le pays.

29 juin 2014 — Le chef du groupe djihadiste État islamique (EI), né en 2006 dans le cadre de l'insurrection contre l'armée américaine, proclame un califat à cheval entre l'Irak et la Syrie.


9 décembre 2017 — L'EI est défait grâce aux forces locales et à une coalition internationale.

1^{er} octobre 2019 — Grandes manifestations, violemment réprimées, contre la corruption et l'hégémonie iraniennes, à Bagdad et dans le sud du pays.

3 janvier 2020 — Le général iranien Qassem Soleimani, haut responsable des Gardiens de la révolution, et son lieutenant en Irak, Abou Mehdi Al-Mouhandis, sont tués dans un raid américain à Bagdad.

10 octobre 2021 — Législatives anticipées. Victoire du leader chiite Moqtada Al-Sadr contre les partis pro-Téhéran.

27 octobre 2022 — Après un an de blocage et de tensions qui ont poussé Moqtada Al-Sadr vers la sortie, Mohammed Chia Al-Soudani, soutenu par les formations pro-Iran, est élu Premier ministre.



SIMONE IFF, MILITANTE HISTORIQUE
DU DROIT À L'AVORTEMENT

DÉDIER SA VIE OU DÉDIER UNE JOURNÉE

#ChaquePasEstUneVictoire

Pour l'égalité et la fin des violences faites aux femmes, 10 000 bénévoles agissent concrètement auprès de la Fondation des Femmes, en organisant par exemple deux collectes annuelles de produits d'hygiène et de première nécessité. Chaque pas est une victoire.

Donnez, devenez bénévole, agissez sur fondationdesfemmes.org.



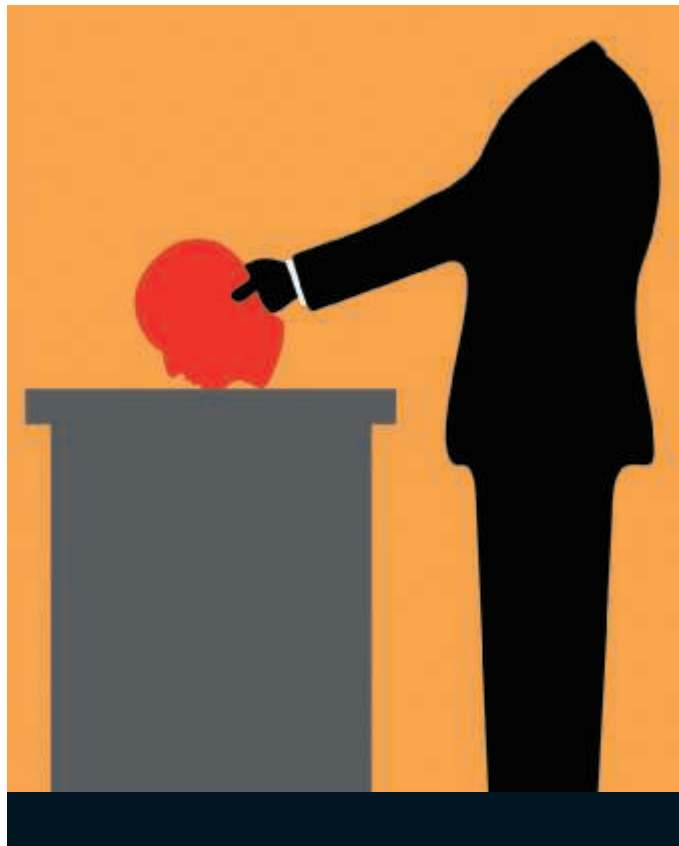
**FONDATION
DES FEMMES**



afrique

Sénégal. Un pays sous tension

Alors que l'élection présidentielle est prévue pour février 2024, Une âpre bataille se joue déjà. Certaines candidatures, dont celle du principal opposant au président Macky Sall, sont incertaines.



—Ouestaf (extraits) Dakar

Et si Mbaké (au centre du Sénégal) était le vrai point de départ de la précampagne électorale pour l'élection présidentielle sénégalaise du 25 février 2024 ? Le 10 février 2023, des heurts, pillages et affrontements entre manifestants et policiers ont été enregistrés dans cette ville adossée à la cité religieuse de Touba.

À la suite de l'interdiction de leur "rassemblement pacifique", des militants et sympathisants du parti Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) de l'opposant Ousmane Sonko ont défié, jusque dans la soirée, les forces de l'ordre.

Le 16 février, de nouvelles manifestations ont éclaté à Dakar après

le renvoi au 16 mars d'un procès en diffamation opposant Ousmane Sonko au ministre du Tourisme et des Loisirs, Mame Mbaye Niang [Ousmane Sonko l'avait accusé de détournement de fonds].

Sonko face à deux procès. Le grand sujet qui pollue l'atmosphère de la précampagne, c'est bien le procès devant trancher entre Ousmane Sonko et la jeune dame Adjil Sarr. Cette dernière, employée d'un salon de massage dakarois, accuse l'opposant de l'avoir violée. Sonko et ses partisans crient au complot.

L'affaire tient le pays en haleine depuis bientôt deux ans, et elle est loin de son épilogue. Depuis l'éclatement de cette affaire, le Sénégal vit sous tension. L'interpellation de l'opposant avait conduit à des troubles en mars 2021. Quatorze

personnes avaient trouvé la mort dans ces événements qui ont failli faire vaciller le pouvoir du président Macky Sall.

L'affaire traîne dans les tribunaux. Ousmane Sonko est désormais inculpé pour viol. Il attend son procès devant une chambre criminelle, à la demande du juge d'instruction chargé du dossier.

"Le Sénégal est dans une situation préoccupante, émaillée d'incertitudes, avec des risques assez graves, dont on ignore l'issue pour le moment", s'alarme Elimane Haby Kane, président de Legs Africa [think tank panafricain d'orientation scientifique, politique, économique et social établi à Dakar].

Selon Elimane Kane, au-delà d'un contexte politique très polarisé, d'autres facteurs d'ordre socio-économique, en particulier la pandémie de Covid-19 et les conséquences locales de la crise russo-ukrainienne, alimentent "une boule de feu qui peut éclater à tout moment".

Selon les analystes, une étincelle pourrait déclencher ce feu : le risque couru par le principal opposant au pouvoir de voir sa candidature invalidée par une décision de justice au terme de ses deux procès.

L'article L.29 du Code électoral de la loi n° 2021-35 du 23 juillet 2021 prévoit que les Sénégalais condamnés à une peine d'emprisonnement "supérieure à trois mois" ferme, ou à une peine d'une "durée supérieure à six mois avec sursis" pour divers délits, ne peuvent être candidats à l'élection présidentielle.

Toutefois, le juge peut déclarer que la personne condamnée n'a pas perdu "ses droits civiques et politiques", précise l'enseignant-chercheur à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) Iba Barry Camara. Dans ce cas de figure, même condamnée, la personne reste éligible.

En plus de l'affaire Adjil Sarr, Ousmane Sonko doit faire face à la justice dans le cadre d'une autre affaire, qui l'oppose au ministre Mame Mbaye Niang. Ce dernier s'estime diffamé par les propos tenus en public par l'opposant, qui l'accuse d'avoir été épinglé dans une affaire de malversation financière par des corps de contrôle de l'État. Le plaignant demande à l'opposant de produire ses preuves. Ce dernier et ses avocats ont demandé un renvoi.

Le pays entier attend l'issue du procès avec anxiété, comme il attend l'issue du procès Sonko-Sarr. Son verdict, quel qu'il soit, aura des conséquences sur la prochaine présidentielle.

À un an du scrutin, ce n'est pas que la candidature de Sonko qui reste dans le flou. Les autres ténors de l'espace politique sont dans la même incertitude.

Les opposants Khalifa Sall et Karim Wade ont, comme Ousmane Sonko, affiché leurs ambitions pour février 2024 mais n'ont pas la certitude de prendre part à ce scrutin majeur.

En mars 2018, l'ancien maire de Dakar Khalifa Sall, condamné à cinq ans de prison ferme pour divers délits dont escroquerie aux deniers publics, n'a pas pu participer à l'élection présidentielle de 2019. Un sort identique a été

La révision de la Constitution de 2016 pourrait permettre à Macky Sall de briguer un troisième mandat.

réservé à Karim Wade, du Parti démocratique sénégalais (PDS), après sa condamnation [en 2015] pour enrichissement illicite dans le dossier dit "de la traque des biens mal acquis".

D'autres encore sont à l'affût, attendant le bon moment pour dévoiler leur jeu. Le président sortant, Macky Sall, est dans le lot, même si ses partisans le poussent à se présenter, alors que ses adversaires disent qu'il en est à son dernier mandat et ne peut aucunement se représenter.

La Constitution sénégalaise, révisée en mars 2016, dispose, en son article 27, que "nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs". Le président Macky Sall a été élu en 2012 pour un mandat de sept ans et réélu en 2019 pour un mandat de cinq ans.

La révision constitutionnelle de 2016, qui a ramené la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans, lui offre la possibilité de briguer un autre quinquennat, selon l'ancien professeur à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Ucad Jacques Mariel Nzouankeu.

Pour d'autres spécialistes du droit constitutionnel, comme Ngouda Mboup (proche du parti Pastef) et Ababacar Guèye, la

limitation à deux mandats était déjà en vigueur lors de l'élection de 2019. Cette même disposition s'applique au président actuel, soulignent-ils. Le dernier mot pourrait revenir au Conseil constitutionnel.

Dans cette ambiance où les acteurs politiques se regardent en chiens de faïence, des organisations de la société civile tentent de modérer les débats.

Résistance civile. En octobre dernier, diverses organisations ont décidé de mettre en place un large mouvement nommé "Jàmm a gën troisième mandat" ["La paix vaut mieux qu'un troisième mandat", en wolof].

"Si le président Macky Sall confirme cette tendance de ces partisans et déclare sa candidature, forcément, il y aura une résistance", avertit Elimane Kane, qui se souvient des violentes manifestations contre la candidature d'Abdoulaye Wade en 2011, avec une dizaine de personnes tuées. [Son projet controversé de réforme constitutionnelle devait abaisser à 25 % le seuil minimal du nombre de voix nécessaires au premier tour pour élire un "ticket présidentiel" comprenant un président et un vice-président. Cette réforme avait été comprise comme devant assurer son maintien au pouvoir.]—

Publié le 8 mars

La santé d'Ousmane Sonko inquiète

●●● Dès l'ouverture du procès en diffamation contre Ousmane Sonko, le 16 mars, rapporte la **Deutsche Welle**, l'un des avocats de l'opposant a demandé son renvoi au motif que lui et son client auraient été "gazés" par les forces de l'ordre. L'audience est prévue pour le 30 mars. L'état de santé d'Ousmane Sonko inquiète. Selon **Sud Quotidien**, son parti, le Pastef, a décidé de l'évacuer "à l'étranger" pour le faire soigner en raison de son "état de santé inquiétant depuis qu'il aurait été aspergé d'une substance naturelle par les forces de défense et de sécurité", indique le média sénégalais. Une plainte a été déposée pour "tentative d'assassinat".

"UN CHOC,
D'UNE PUISSANCE RARE"

Jérôme Garcin - L'Obs



Meilleur Film
Prix Compass - *Perspektive*
Prix de la Paix

SEPT HIVERS À TÉHÉRAN

ÉCRIT ET RÉALISÉ PAR
STEFFI NIEDERZOLL

REYHANEH JABBARI, 19 ANS, SON COMBAT POUR LA VIE



amériques

Salvador. Bukele exporte sa "main de fer"

La répression lancée contre les gangs par le président Nayib Bukele a réduit la criminalité. Des pays d'Amérique latine envisagent de s'en inspirer.



—Americas Quarterly
(extraits) New York

Pour ses détracteurs, et ils sont nombreux, c'est une véritable dérive que connaît le président du Salvador, Nayib Bukele, devenu un chef d'État autoritaire et sans pitié qui piétine les procédures judiciaires et les libertés civiles. Pourtant, en Amérique latine, la répression militaire qu'il a lancée contre les gangs lui vaut un fan-club dont les rangs ne cessent de grossir. De ses voisins d'Amérique centrale jusqu'aux lointains pays que sont le Pérou et le Chili, personnalités politiques en vue et citoyens lambda disent toute leur admiration pour ses choix – et leur aspiration à voir leur propre pays lui emboîter le pas.

La politique sécuritaire de la "tolérance zéro" voulue par Bukele, montée en puissance depuis qu'il a décrété l'état d'urgence en mars 2022, se traduit par une chute du taux d'homicides dans

le pays et a permis le retour à une sécurité relative dans des zones que la violence ravageait depuis des années.

Mais elle a aussi supprimé de facto le droit à un procès équitable pour tous ceux accusés d'appartenir à un gang, et beaucoup sont aujourd'hui emprisonnés pour des chefs d'inculpation très généraux, privés partiellement ou totalement de leur droit d'accès à un avocat. En un peu moins d'un an, environ 60 000 Salvadoriens ont été placés en détention. Washington s'est indigné et a sanctionné le gouvernement Bukele, également condamné par des organisations de défense des droits humains. Mais en Amérique latine, globalement, les réactions sont nettement plus enthousiastes.

Au Guatemala et au Honduras, deux pays secoués par la violence, on a vu des manifestations pro-Bukele et un président salvadorien acclamé lors de ses visites. Et jusqu'au Chili, en proie lui aussi

à une flambée de la délinquance, des défilés de soutien à Bukele ont mis en émoi les réseaux sociaux.

Parallèlement, rares ont été les critiques formulées contre Bukele sur le continent sud-américain. Quand le président équatorien, Guillermo Lasso, pressé par ses détracteurs de s'expliquer sur la dégradation de la sécurité dans son pays, a avancé que le Salvadorien était allé trop loin, il est apparu bien isolé. Et pour cause : selon un sondage récent, Bukele est deux fois plus populaire auprès des Équatoriens que n'importe quelle figure politique nationale.

Rares critiques. Bukele jouit d'une aura sans commune mesure pour un président d'un si petit pays, ce qu'il doit à un patient travail diplomatique mené depuis des années. Si en 2019, avant de gagner la présidentielle, il avait dit sa volonté de se rapprocher de ses voisins, ce n'est que plus tard que l'occasion s'est véritablement présentée à lui. La pandémie de

Covid-19, qui a sonné le glas de beaucoup de présidents sortants dans la région, s'est révélée un tremplin pour le Salvadorien.

Nayib Bukele a pu tirer profit de la relative efficacité de sa gestion (draconienne) du Covid pour cultiver son image à l'international. En mai 2021, le Salvador mettait ainsi en scène le don de 34 000 vaccins devant une foule en liesse au Honduras, où la corruption et l'incurie avaient entraîné une pénurie d'injections.

Des manifestations pro-Bukele ont eu lieu au Guatemala et au Honduras.

Quand des cyclones dévastateurs ont frappé la région, le pays a aussi envoyé de l'aide alimentaire et médicale d'urgence au Honduras et au Guatemala voisins.

Et aujourd'hui, en 2023, Bukele semble continuer de jouer la même partition, à ceci près qu'il est passé à un autre produit d'exportation : sa politique en matière de sécurité. À la fin de 2022, dans le quotidien hondurien *El Heraldo*, son ministre de la Sécurité, Gustavo Villatoro, rapportait que les autorités salvadoriennes, guatémalteques et honduriennes se rencontraient régulièrement depuis le mois de mars pour échanger des renseignements sur les mouvements de membres présumés de gangs entre les trois pays.

En décembre, le Guatemala livrait au Salvador un chef de gang sur lequel pesait un mandat d'arrêt pour de nombreux homicides, tandis que la présidente du Honduras, Xiomara Castro, envoyait sa police militaire à la frontière salvadorienne pour bloquer le passage à des criminels présumés. "Ce que nous réussissons au Salvador est déclinable dans tous les pays", a assuré Villatoro après une rencontre organisée en février, lors de laquelle les ministres de la Sécurité du Mexique, de la République dominicaine et de plusieurs pays d'Amérique centrale se sont accordés pour coordonner leurs stratégies antigangs.

Et le Salvadorien fait rayonner son influence plus loin encore. En janvier, son vice-président, Félix Ulloa, a ainsi fait savoir que des responsables gouvernementaux avaient rencontré le Premier

ministre haïtien, Ariel Henry, afin d'établir à Port-au-Prince un bureau chargé de travailler sur une stratégie antigangs pour Haïti.

Les idées et la rhétorique de Bukele ne cessent de séduire. Reste à savoir dans quelle mesure elles peuvent se traduire concrètement dans les politiques mises en œuvre ailleurs qu'au Salvador. Tout ne joue pas en sa faveur. D'abord, le Salvador connaît une croissance économique atone, et une dette extérieure colossale. Selon le Fonds monétaire international, la dette du Salvador (que viennent creuser une campagne antigangs et des mesures économiques populistes très coûteuses) atteindra 97,5 % du PIB d'ici à 2027. Or si les caisses de l'État sont vides, policiers et militaires ne continueront probablement pas à patrouiller gratuitement dans les rues du Salvador.

La grande diversité de l'Amérique centrale, qui a déjà déjoué bien des tentatives d'intégration, est un autre obstacle potentiel.

Gangrène. Le Guatemala et le Honduras, qui eux-mêmes ont des territoires plus vastes, une géographie plus contrastée et des sociétés civiles plus mobilisées, pourraient avoir du mal à copier la stratégie policière agressive de Bukele. Au Costa Rica, et sans doute aussi en République dominicaine et au Panama, il existe des institutions plutôt solides qui devraient réfréner les tentations à la Bukele. Et surtout, la résistance pourrait venir des citoyens eux-mêmes.

Mais les ambitions de Bukele en Amérique latine ont trouvé trop d'écho pour qu'on puisse simplement les balayer du revers de la main. La criminalité et la violence nourrissent l'aspiration à des politiques intransigeantes à la Bukele; or toute l'Amérique latine ou presque est gangrenée par le crime violent. Des oasis de paix que furent longtemps le Chili et l'Équateur à la violence chronique d'Haïti, du Honduras ou de la Colombie, les populations excédées ont vu trop de plans de sécurité aux méthodes conventionnelles échouer. La manière forte de Bukele contre le crime ne peut que séduire. Partout sur le continent, ses homologues observent, et prennent des notes.

—Will Freeman
Publié le 16 février

11^{EME} ÉDITION

LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ONT UN INCROYABLE TALENT !



Le 28 mars 2023, lepetitjournal.com, le média des Français et des francophones à l'étranger, a récompensé au Quai d'Orsay 7 Français exceptionnels qui ont réussi à l'étranger.



SIMON TOSELLI
Expert technique pour la FIFA
Prix du Public
Banque Transatlantique



MADELEINE BAYON
Plongeuse de haut vol
**Trophée Ancien-ne élève
des Lycées français du monde**
AEFE



GAËLLE BOURGEAULT
C'est quoi la France ?
Trophée Education
Cned



YVES MILLIERE
En bici por Francia
Trophée Culture/Art de vivre
MisterFly



PAULINE FÉTU
9 mois pour toi
Trophée Impact Social
Malakoff Humanis



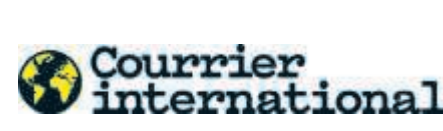
JESUS DIAZ DE VIVAR
Un Jardin sur les Toits
Trophée Entrepreneur
EDHEC



MARIE-FRANCE DES PALLIÈRES
Pour un sourire d'enfant
Trophée Humanitaire
CFE



LEPETITJOURNAL.COM REMERCIE SES PARTENAIRES



à la une

LA PAIX MADE IN C

En poussant l'Iran et l'Arabie saoudite à reprendre langue, Pékin a affiché une ambition nouvelle : s'ériger en faiseur de paix dans le monde. Mais la Chine entend surtout bousculer la puissance américaine, de l'Afrique au Pacifique, et défendre un nouvel ordre mondial. À l'occasion de la visite de Xi Jinping à Moscou, la presse étrangère s'interroge sur ce que signifie ce nouveau positionnement dans un contexte de rivalité grandissante avec les États-Unis.



CHINA

—The Atlantic *Washington*

Le plus souvent, la compétition entre super-puissances apparaît comme une menace pour la paix et la prospérité mondiales. Mais il arrive que les rivalités géopolitiques poussent de grandes puissances à bien faire.

Le 10 mars, l'Iran et l'Arabie saoudite, qui avaient rompu leurs liens depuis longtemps, ont ainsi annoncé la reprise de leurs relations diplomatiques à l'issue de pourparlers conduits sous l'égide de la Chine. Quant à savoir si cet accord fait vraiment avancer la paix, ou le contraire, nul ne peut encore le dire.

Cette entente surprise est en tout cas lourde de conséquences pour Washington, aussi bien pour ses efforts visant à contenir les ambitions nucléaires iraniennes que dans ses relations avec Riyad, déjà écornées.

Mais c'est le rôle que la Chine y a joué qui annonce les répercussions les plus importantes et les plus durables. Dans une initiative diplomatique surprenante par la région très lointaine qu'elle visait, Pékin est parvenu à mettre d'accord les deux grands adversaires du Moyen-Orient. Ce n'est sans doute qu'un début. Ce pacte irano-saoudien pourrait amorcer un tournant dans la politique étrangère chinoise, marqué par une diplomatie plus volontariste de Pékin dans des régions où sa puissance restait limitée.

Accélération. Les bénéfices potentiels sont considérables. Pékin exerce dans bien des pays du monde une influence économique et politique colossale, qu'il pourrait mettre à profit pour inciter certains États à régler des conflits les opposant et pour réduire les tensions internationales.

Rappelons que la Chine est le premier partenaire commercial aussi bien de l'Iran que de l'Arabie saoudite. Aux États-Unis et en Europe, les chancelleries aimeraient beaucoup voir Xi Jinping profiter de sa relation privilégiée avec Vladimir Poutine pour l'inciter à mettre fin à la guerre en Ukraine [le président chinois était en visite officielle à Moscou du 20 au 22 mars, voir p. 28].

Cependant, c'est dans le contexte de la rivalité grandissante entre Pékin et Washington que l'accord irano-saoudien promu par la Chine prend vraiment son sens. Car il s'intègre dans une accélération de l'offensive chinoise contre la puissance américaine et pour un nouvel ordre mondial.

Dans cette offensive, les États-Unis sont dépeints comme un pays obsédé par la guerre, qui fait régner un ordre mondial injuste, instable et incapable de résoudre les graves problèmes de cette planète. Un rapport rendu par

le gouvernement chinois en février, où l'Amérique est présentée en puissance dominatrice et belliciste, dénonce "les dangers que charrient les actions des États-Unis pour l'ordre et la stabilité du monde et le bien-être de tous les peuples".

À l'inverse, la Chine s'érige en nation de paix, porteuse de meilleures solutions aux injustices et aux défis de ce monde, des solutions issues de la sagesse chinoise antique et formulées par Xi, le maître à penser. Des idées inscrites dans l'Initiative pour la sécurité mondiale lancée par le président chinois l'année dernière, qui insiste sur l'importance de la souveraineté nationale, appelle à la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et à la fin de la "confrontation des blocs".

DANS L'OFFENSIVE MENÉE PAR PÉKIN, LES ÉTATS-UNIS SONT DÉPEINTS COMME UN PAYS OBSÉDÉ PAR LA GUERRE.

Selon de récentes déclarations du gouvernement chinois, cette initiative entend "encourager les efforts internationaux conjoints pour apporter plus de stabilité et de certitude dans une ère de troubles et de changements".

Y a-t-il meilleure façon pour la Chine de prouver la supériorité de ce programme que d'œuvrer à la paix ? Ainsi, un an jour pour jour après l'invasion de l'Ukraine par Poutine, Pékin annonçait son "plan de paix" pour ce conflit. Dans les faits, l'annonce n'avait rien d'un plan de paix, faute de proposer quoi que ce soit qui ressemble à une feuille de route vers un règlement du conflit. Peu importe, car l'objectif était surtout d'offrir un peu de battage médiatique au nouvel ordre mondial selon Pékin. Les 12 points de ce "plan de paix" puisaient d'ailleurs allègrement dans l'Initiative pour la

sécurité mondiale de l'année passée. Reste à savoir dans quelle mesure Pékin est vraiment prêt à le promouvoir. La visite de Xi Jinping à Moscou du 20 au 22 mars laisse penser que le dirigeant chinois entend jouer un rôle plus direct dans la guerre en Ukraine.

Le "plan de paix" chinois a été accueilli avec froideur à Washington, ce qui n'est pas pour déranger la Chine, dont les diplomates peuvent ainsi clamer qu'ils œuvrent pour la paix, contrairement aux Américains, attachés à faire durer la guerre. "Une 'main invisible' semble œuvrer pour que le conflit s'enlise et s'aggrave, exploitant la crise en Ukraine au profit de certaines visées géopolitiques", déclarait ainsi le ministre des Affaires étrangères chinois, Qin Gang, lors d'un briefing au début de mars.

Et Pékin devrait faire du pacte irano-saoudien un usage assez similaire. Ainsi un communiqué officiel des trois parties s'ouvre, non sur une déclaration concernant les deux signataires concernés, mais par une louange à Xi Jinping, dont la "noble initiative" et le "soutien dans l'entretien de relations de bon voisinage" ont permis la réconciliation des deux ennemis jurés du Moyen-Orient.

Le *Global Times*, un organe d'information du Parti communiste chinois, s'est empressé de paraphraser un haut diplomate chinois, en estimant que ces négociations avaient été "une application réussie de l'Initiative pour la sécurité mondiale" et que la Chine entendait "continuer de jouer un rôle constructif pour que soient abordés correctement les problèmes les plus épineux de ce monde". Puis l'article met en garde contre "certains pays étrangers" (pour ne pas nommer les États-Unis) qui "pourraient ne pas appeler de leurs vœux des évolutions aussi positives au Moyen-Orient", avant d'appeler la région à "persévérer dans sa volonté de dialogue et de négociation".

Les décideurs américains devraient en tirer deux enseignements. D'abord, l'accord → 28

← Xi Jinping.
Dessin de Bertrams
paru dans *De Groene Amsterdammer*,
Pays-Bas.

Décryptage

Vers une nouvelle guerre froide ?

●●● "Les relations sino-américaines sont dans une spirale descendante, [...] qui paraît de plus en plus inexorable", annonce **Der Spiegel**. Ces dernières années, les échanges entre les deux pays étaient déjà mouvementés. "Mais l'invasion de l'Ukraine par Poutine a accouché d'une situation géopolitique contre laquelle beaucoup, comme l'ancien Premier ministre australien Kevin Rudd, mettent en garde depuis des années : une 'nouvelle guerre froide'." Pour le journal allemand, une telle comparaison ne va pas de soi. Les relations commerciales entre Pékin et Washington restent importantes – la Banque centrale

chinoise "détient 867 milliards de dollars [809 milliards d'euros] d'emprunts d'État américains" –, et la course aux armements nucléaires "n'a pas encore atteint des dimensions comparables à celle qui a opposé l'URSS et les États-Unis au xx^e siècle". La situation actuelle présente néanmoins des similitudes avec la guerre froide. Des blocs antagonistes se forment, tandis que la guerre en Ukraine "est de plus en plus considérée comme un conflit par procuration, du style de ceux qui ont eu lieu au siècle dernier". Dans le même temps, les rivalités géopolitiques se transforment en affrontement idéologique. Les alliés

de Kiev voient dans cette guerre un symptôme de "l'affrontement planétaire entre les démocraties et les autocraties". Tandis qu'en Chine le conflit est "dépeint comme une guerre défensive contre un Occident 'en quête d'hégémonie'". Ni Washington ni Pékin ne semblent prôner l'apaisement. Et l'enchaînement des crises diplomatiques menace l'économie et la paix mondiale. Paradoxalement, estime le *Spiegel*, "la guerre froide, jusqu'alors une vision d'horreur pour ce qui était des relations sino-américaines, pourrait finir par n'être, en comparaison, qu'un scénario inoffensif".

27 ← irano-saoudien vient illustrer à quel point la Chine a accru son influence dans des régions du monde longtemps sous domination des États-Unis. Comme l'écrit Tuvia Gering, chercheur à l'Institut d'études de sécurité nationale de Tel-Aviv, "si la Chine n'a pour l'heure ni les capacités ni la volonté de se substituer aux alliances et aux réseaux intégrés de dissuasion établis de longue date par les États-Unis [au Moyen-Orient], elle devrait bientôt jouir dans la région d'une puissance à la mesure de la volonté qui l'anime de saper l'hégémonie américaine, et mettre en difficulté les États-Unis, et leurs alliés et partenaires régionaux".

Deuxième enseignement : si cette influence continue de s'étendre, la Chine pourrait bien rebattre toutes les cartes de la géopolitique mondiale. Des pays traditionnellement méfiants envers Washington pourraient être tentés de se rapprocher des États-Unis – à commencer par l'Inde. À l'inverse, d'autres, jusque-là alignés sur les Américains, pourraient pencher dans l'autre direction pour mieux suivre l'évolution de leurs intérêts et de leurs relations économiques.

Campagne de pub. Certes, l'autopromotion de la Chine en grande faiseuse de paix est en parfaite contradiction avec certains faits – le renforcement colossal de ses capacités militaires (y compris son arsenal nucléaire), les menées agressives de son armée en mer de Chine méridionale, et ses manœuvres d'intimidation contre Taïwan. Il n'empêche que la campagne de pub chinoise pourrait fonctionner auprès de certains pays, en particulier auprès d'autres États autoritaires ou de gouvernements soucieux de contrarier les Américains. Et elle fonctionne donc, visiblement, sur l'Arabie saoudite, censément alliée des États-Unis, qui, avec cette détente avec Téhéran favorisée par la Chine, vient de chambouler tous les projets de Washington au Moyen-Orient.

À certains égards, par sa diplomatie très particulière, Pékin pourrait bien être un meilleur pacificateur. Cela se vérifie dans le cas du pacte irano-saoudien. Si Washington n'est pas à son aise lorsqu'il faut interagir avec des régimes illibéraux comme l'Iran, ce n'est pas le cas de la Chine, qui se targue de traiter tous les États sur un pied d'égalité. Les relations entre Pékin et Téhéran se réchauffent depuis quelque temps déjà, comme l'a montré la visite du président iranien, Ebrahim Raïssi, en Chine en février. Et cela a permis aux Chinois de sceller un traité de paix qui restait hors de portée des Américains.

Mais, précisément, ces relations soulèvent de vraies questions quant à ce nouvel ordre mondial "de paix" que Pékin se targue de bâtir. Proche de la Russie et de l'Iran, soutien de toujours de la Corée du Nord, la Chine est un grand défenseur des trois États qui aujourd'hui désstabilisent le plus le monde. Mis à part l'accord irano-saoudien, pas grand-chose n'indique que Pékin veuille mettre à profit son influence pour réfréner les visées les plus dangereuses de ces trois pays. Le nouvel ordre chinois n'est, jusqu'à preuve du contraire, nullement porteur de paix.

— **Michael Schuman**

Publié le 14 mars

Ukraine : Xi Jinping peut-il jouer les médiateurs ?

Avant sa visite à Moscou, Vladimir Poutine saluait la volonté du leader chinois de "jouer un rôle constructif dans la résolution de la crise".

A la veille de la visite du président chinois à Moscou, du 20 au 22 mars, les deux chefs d'État, Xi Jinping et Vladimir Poutine, ont publié dans la presse officielle un "article" exposant leur état d'esprit avant ce tête-à-tête déjà qualifié d'"historique". Vladimir Poutine s'est exprimé dans *Le Quotidien du peuple* (*Renmin Ribao*), de Pékin, et Xi Jinping dans la *Rossiiskaïa Gazeta*, de Moscou.

Le site d'opposition russe **Meduza**, dont les journalistes travaillent depuis Riga, a mis en perspective leurs déclarations respectives sur la guerre en Ukraine et les moyens d'y mettre fin. Côté russe, on lit que Moscou reste "ouvert à une solution politique et diplomatique à la crise ukrainienne". Vladimir Poutine remercie Pékin pour sa "position équilibrée sur les événements en Ukraine" et sa volonté de "jouer un rôle constructif dans la résolution de la crise". "Comme nos amis chinois, nous prônons la stricte observation de la Charte des Nations unies et le respect du droit international, y compris le droit humanitaire." Le président russe se lance ensuite dans une violente diatribe contre l'Otan, accusée d'avoir provoqué ce conflit, et s'élève contre "les sanctions unilatérales illégitimes" prises et les "ultimatums" adressés à la Russie.

Côté chinois, Xi Jinping se réfère également à la "nécessité de respecter les objectifs et les principes de la Charte des Nations unies". Mais aussi à celle de "respecter les préoccupations légitimes de tous les États en matière de sécurité, de soutenir tous les efforts visant à résoudre la crise ukrainienne

de manière pacifique, et de garantir la stabilité des chaînes de production et d'approvisionnement mondiales". Il rappelle l'existence d'un "plan chinois" pour la résolution de ce conflit qui, selon lui, "prend en compte les préoccupations rationnelles de toutes les parties et reflète autant que possible l'unité de vues de la communauté mondiale sur la résolution de la crise ukrainienne".

Révélaient le programme du président chinois à Moscou, Iouri Ouchakov, le conseiller diplomatique de Vladimir Poutine, expliquait dans *Komsomolskaïa Pravda* que la première journée serait uniquement consacrée à une rencontre en tête à tête, "une conversation informelle et privée, au cours de laquelle les questions les plus sensibles concernant les relations entre les deux pays, y compris l'agenda international, [seraient] abordées", avant des rencontres plus larges le lendemain.

Les sujets les plus ardues, notamment celui de la guerre en Ukraine, devaient y être traités. "La Chine veut devenir le genre de médiateur qui s'attribue les lauriers de faiseur de paix. Elle veut rivaliser avec Washington pour le rôle de principal arbitre du monde", assure le quotidien pro-Kremlin *Vzgliad*. Mais la *Nezavissimaïa Gazeta* rappelle que le "plan chinois" pour la résolution du conflit en Ukraine a été accueilli avec "beaucoup de scepticisme par l'Occident".

— **Courrier international**

Suivez les réactions de la presse internationale à la visite de Xi Jinping sur notre site.

SOURCE



THE ATLANTIC

Washington, États-Unis
Mensuel, 462 000 ex.
theatlantic.com

L'anticipation est l'un des points forts de *The Atlantic* depuis sa création en 1857. Cette vénérable publication, fondée par un groupe d'écrivains quelques années avant la guerre de Sécession, s'est donné pour mission d'être le porte-parole de l'idée américaine.



REVUE DE PRESSE

Contrepoint

Donner l'impression de mettre fin à la guerre

●●● "Xi Jinping ne va pas à Moscou pour faire la paix", dénonce d'emblée **The Sunday Times**. Cette visite dans la capitale russe visait seulement à "donner l'impression" que le président chinois "s'efforce de mettre fin à la guerre en Ukraine". "Xi sait pertinemment que l'arrêt des combats n'est pas pour demain, mais il peut ainsi se poser à peu de frais en grand homme d'État obsédé par la paix dans le monde", assure l'hebdomadaire londonien.

Certes, il compte aussi, aux dernières nouvelles, appeler le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à l'issue de son entretien avec le maître du Kremlin. "Il le fera, bien sûr, sinon il ne laisserait au reste du monde que l'image de lui en train de serrer la main du dirigeant russe, donnant l'impression d'en être le complice." À Vladimir Poutine, Xi Jinping pourrait souffler l'idée d'un cessez-le-feu. Inconcevable pour l'Ukraine, cette option

permettrait aux deux hommes de s'afficher en partisans de la fin du conflit. "Quand les gros titres pleins d'espoir disparaîtront peu à peu des médias, les responsables chinois pourront toujours prétendre, certes avec beaucoup de mauvaise foi, que, eux au moins, ont essayé de négocier une solution, prédit le journal conservateur. Xi ne pourra pas obtenir tout ce qu'il veut, mais il pourrait bien être le grand gagnant de cette guerre."



CAGLE CARTOONS

LE NOUVEL ARBITRE DU MOYEN-ORIENT

VU DU LIBAN Après des années d'investissements économiques dans la région, la Chine a marqué une première percée diplomatique et politique en parrainant l'accord entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

— **L'Orient-Le Jour** Beyrouth

La Chine l'avait annoncé dès 2014 : son implication dans les dossiers politiques du Moyen-Orient sera grandissante. [La] promesse semble se concrétiser. Vendredi [10 mars], l'empire du Milieu a créé la surprise en s'imposant en acteur de premier plan dans la reprise des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Pour la Chine, le succès diplomatique est certain et il illustre son influence croissante auprès d'acteurs régionaux traditionnellement alliés aux Américains, notamment le royaume saoudien. Mais la médiation chinoise dans le dossier saoudo-iranien signe-t-elle pour autant un nouveau paradigme dans l'ordre régional, voire mondial ? Si la Chine a saisi l'occasion de se présenter aux yeux du monde comme une puissance de premier plan dans le domaine de la résolution de conflits, d'aucuns appellent à relativiser la portée d'une telle incursion diplomatique, qui semble avant tout reposer sur ses intérêts économiques dans la région.

Fortement dépendante des pays arabes dans le domaine de l'énergie – plus de 40 % de son pétrole provient du Golfe –, premier partenaire commercial de l'Arabie saoudite, la Chine entreprend depuis plusieurs années un rapprochement avec les pays du Moyen-Orient. En janvier

2016, le président Xi Jinping entamait une série de visites officielles en Égypte, en Arabie saoudite et en Iran dans le cadre des "nouvelles routes de la soie" [initiative économique mondiale lancée en 2013 par le président chinois].

En mars 2021, en pleine reprise des pourparlers sur le nucléaire iranien à Vienne, Wang Yi signe avec la République islamique un accord de "coopération stratégique" sur vingt-cinq ans s'élevant à 400 milliards de dollars, qui prévoit des investissements chinois en échange de pétrole iranien à prix réduit. Un intérêt de la Chine pour les deux grands acteurs régionaux qui s'est traduit par la visite en grande pompe de Xi Jinping, reçu en décembre dernier à Riyad et celle, le 14 février, du président iranien, Ebrahim Raïssi, à Pékin.

Pied de nez aux États-Unis. Mais le rôle de médiation de la Chine dans la reprise du dialogue saoudo-iranien semble davantage tenir d'un momentum réussi. L'interférence de Pékin en effet ne paraît pas remettre en cause les circuits diplomatiques traditionnels de la région. "Il faut relativiser le rôle de la médiation chinoise, avance Camille Lons, chercheuse à l'International Institute for Strategic Studies (IISS), basée à Bahreïn. La vraie médiation a lieu depuis plusieurs années, facilitée par l'Irak et Oman. L'Iran et l'Arabie saoudite allaient conclure cet accord, avec ou sans le soutien chinois."

← L'Oncle Sam tourne le dos au président chinois Xi Jinping, le guide suprême iranien Ali Khamenei, le prince héritier d'Arabie Saoudite Mohammed ben Salmane. Dessin d'Osama Hajjaj, Jordanie.

Négociations

UN PROCHAIN SOMMET IRAN-GOLFE ?

La Chine prévoit d'accueillir un sommet sans précédent auquel participeraient de hauts responsables iraniens et six pays arabes du Golfe, rapporte **The Wall Street Journal** (WSJ).

Ce sommet aura lieu à Pékin après que l'Iran et l'Arabie saoudite auront achevé le processus de rétablissement des relations diplomatiques, précise le journal américain, citant des sources anonymes. Si la Chine réussit à réunir les États du Golfe et l'Iran autour d'une même table, cela constituerait une autre victoire diplomatique et consacrerait son rôle politique de premier rang dans la région, ajoute le WSJ.

Bagdad et Mascate ont en effet accueilli les pourparlers entre les deux rivaux depuis 2016. Pourquoi donc le choix de la Chine ? "La promotion de cet accord est tout à fait dans leur intérêt, analyse Robert Mogielnicki, chercheur à l'Institut des États arabes du Golfe à Washington. Il s'agit pour la Chine d'une participation à un effort diplomatique relativement peu risqué et très payant."

Pour autant, peut-on voir dans ce succès diplomatique chinois une véritable révolution dans les rapports de force régionaux ? Pas selon Robert Mogielnicki, qui affirme que "l'approche diplomatique chinoise au Moyen-Orient a très rarement, voire jamais, consisté à remplacer ou à supplanter le rôle des États-Unis dans la région".

D'autant que, selon le chercheur, l'accord n'est pas le signe d'une rupture dans la logique chinoise d'influence par l'économie, elle en est plutôt l'aboutissement. "Année après année, on entend que la politique d'influence chinoise va forcément passer d'une stricte nature économique à une dimension sécuritaire. La réalité est que ce changement ne s'est pas opéré, du moins pour l'instant." Et d'ajouter : "Je serais très surpris de les voir s'impliquer dans des questions plus épineuses de la région. Ils vont simplement tirer le maximum de profit de cet accord."

"IL FAUT RELATIVISER LE RÔLE DE LA MÉDIATION CHINOISE. L'IRAN ET L'ARABIE SAOUDITE ALLAIENT CONCLURE CET ACCORD."

Camille Lons, CHERCHEUSE EN RELATIONS INTERNATIONALES

Malgré le pied de nez aux États-Unis que pourrait représenter cette implication chinoise, l'initiative pourrait ne pas déplaire du côté de Washington. "Cet accord est dans l'intérêt des Saoudiens, des Iraniens, des Chinois, mais aussi des Américains, commente Robert Mogielnicki. Les pourparlers entre les deux parties sont vus positivement, car ils devraient réduire la probabilité d'un conflit régional et d'une escalade des tensions."

À la suite de l'annonce de la reprise des liens diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite vendredi, la Maison-Blanche a fait savoir qu'elle recevait favorablement "tout effort diplomatique visant à mettre fin à la guerre au Yémen et à réduire les tensions dans la région", tout en émettant des réserves quant à la capacité des Iraniens à respecter leur part du marché.

Faut-il donc à tout prix chercher un perdant à cet accord qui semble ouvrir la voie à une réduction des tensions régionales ? Et si perdant il y a, se trouve-t-il forcément de l'autre côté de l'Atlantique ? L'apparition de la Chine comme arbitre crédible dans les dossiers diplomatiques régionaux vient effectivement affaiblir un peu plus l'hégémonie occidentale en la matière, mais elle pourrait surtout saper les efforts de la Russie, qui voulait précisément se poser en alternative aux États-Unis dans la région.

— **Clara Hage (avec Guilhem Dorandeu)**
Publié le 13 mars

Un acteur diplomatique qui se rêve global

VU DE SINGAPOUR La confrontation sino-américaine atteint des sommets. En conséquence, la Chine mise sur l'autonomie technologique et mène une offensive diplomatique sur de nouveaux territoires de la scène mondiale.

—Lianhe Zaobao *Singapour*

Maintenant reconduit comme président de la Chine pour un troisième mandat, comment Xi Jinping, le secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), va-t-il gérer la question des relations sino-américaines ? Va-t-on assister à un déraillement complet des relations entre les deux grandes puissances ?

L'Assemblée nationale du peuple (ANP), qui vient de clore ses débats [le 13 mars à Pékin], a envoyé un signal clair : si les États-Unis désignent la Chine comme posant le plus grave problème à long terme pour l'ordre international, celle-ci affirme de son côté que les États-Unis représentent "un défi inégalé". Leurs relations étant au plus bas, la Chine entreprend des préparatifs stratégiques, diplomatiques et technologiques sur la base de prévisions pessimistes.

Lors d'une réunion rassemblant des membres de la Fédération de l'industrie et du commerce, le 6 mars, Xi Jinping a fustigé, de manière inhabituelle, "les pays occidentaux, avec les États-Unis à leur tête, [qui] cherchent à juguler la Chine, à l'endiguer et à la mettre sous pression dans tous les domaines, ce qui nous place face à un défi d'une importance sans précédent". Jamais auparavant un dirigeant chinois ne s'en était pris de manière aussi explicite aux États-Unis dans le contexte d'une session parlementaire. Ces propos ont donc beaucoup surpris l'auditoire.

Impact significatif. Quatre jours plus tard, le monde a connu un bouleversement plus grand encore, avec le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux vieux ennemis qu'étaient l'Arabie saoudite et l'Iran, une percée majeure dans la géopolitique du Moyen-Orient, réussie grâce à l'entremise de la Chine. Sur la photo montrant les représentants des deux gouvernements en train de se serrer la main, Wang Yi, l'ancien ministre des Affaires étrangères chinois [désormais à la tête de la Commission des Affaires étrangères du Parti], se tient au milieu, comme pour bien mettre en avant l'image d'"artisan de la paix" de la

Chine. La déclaration tripartite conjointe souligne que c'est à l'initiative et avec le soutien de Xi Jinping que les pourparlers ont pu être menés à bien.

La reprise, sept ans après leur rupture, des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran est saluée favorablement par les pays de la région. Mais pour les États-Unis, c'est un rude coup. Selon une analyse de la chaîne Al-Jazeera, cela montre que leur poids va s'affaiblissant au Moyen-Orient et que la Chine est capable d'y avoir un impact significatif, mais aussi, plus généralement, de jouer un rôle loin de sa sphère d'influence.

En fait, le rapprochement saoudo-iranien s'inscrit dans le cadre d'une tendance stratégique qui s'est dessinée au fil du retrait des États-Unis du Moyen-Orient. Joe Biden a beau

DANS LE BUDGET DE L'ÉTAT, ON NOTE UNE FORTE HAUSSE DES DÉPENSES CONSACRÉES AUX RELATIONS EXTÉRIEURES (+12,2%).

dire ne vouloir y laisser aucun "vide" pouvant être occupé par la Chine, la Russie ou l'Iran, les États-Unis ont forcément du mal à courir deux lièvres à la fois dans leur stratégie planétaire, alors qu'ils consacrent déjà toutes leurs forces à contenir la Chine et la Russie. L'accueil froid réservé à Joe Biden lors de sa visite en Arabie saoudite en juillet dernier contraste avec les honneurs dont a bénéficié Xi Jinping sur place en décembre.

La Chine affirme ne pas vouloir s'engager dans une rivalité géopolitique au Moyen-Orient, en soulignant qu'elle n'a aucun intérêt personnel dans la région ni l'intention d'y combler un quelconque "vide". Mais force est de reconnaître que son influence au Moyen-Orient est un "contrepoint" aux États-Unis, qui utilisent la stratégie indo-pacifique pour faire pression sur elle et se servent de Taïwan comme d'un pion contre le continent. Depuis déjà plusieurs

SOURCE

LIANHE ZAobao

Singapour

Quotidien

200 000 exemplaires

zaobao.com

Créé en 1983, le titre est l'un des plus lus de la région et premier quotidien en langue chinoise de la cité-État, il appartient au Singapore Press Holdings. Il s'est fixé pour ligne éditoriale la protection des intérêts nationaux, mais reste néanmoins une source précieuse d'informations sur la région.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La guerre des puces assombrit l'avenir mondial

Dans un autre article, traduit sur notre site, le **Lianhe Zaobao** juge que la mise à l'écart de la Chine du marché des composants électroniques frappera les consommateurs mondiaux. Mais aussi qu'elle entravera le partage mondial des connaissances et des fruits de la recherche scientifique.

années, la Chine a pris des dispositions en ce sens au Moyen-Orient et dans le Pacifique Sud.

Dans le budget de l'État présenté lors de la session parlementaire, on note une forte hausse des dépenses consacrées aux relations extérieures (+12,2%). Cela traduit la volonté de la Chine de se montrer plus entreprenante sur le plan diplomatique, en cherchant à étendre encore plus son influence auprès des États n'appartenant pas au clan des États-Unis et de leurs alliés afin de "lutter contre l'endiguement".

Le Comité central du PCC renforcé. Lors de la session parlementaire, la réforme des institutions du parti et de l'État a également été au centre des discussions. Le gouvernement a expliqué que, "face à la concurrence internationale dans le domaine des sciences et technologies, et étant donné la gravité des mesures d'endiguement et des pressions extérieures", la Chine doit atteindre au plus vite un niveau élevé d'autonomie technologique, élaborer un nouveau "système à l'échelle nationale" et renforcer le rôle du Comité central du PCC, qui doit diriger, de façon centralisée et unifiée, les travaux scientifiques et technologiques. Une Commission des sciences et technologies issue du Comité central est créée. Ce modèle pourra être adopté dans les domaines clés que sont la finance et la sécurité, pour unir l'ensemble des forces nationales contre l'oppression.

Si les relations sino-américaines en sont arrivées à ce stade, c'est en partie à cause de "l'incident du ballon", au début du mois de février, mais aussi et surtout à cause des lois promulguées sans arrêt par les États-Unis ces dernières années pour restreindre le champ d'action de la Chine et renforcer les restrictions à l'exportation de technologies vers la Chine, sans oublier les incursions américaines dans le détroit de Taïwan [dont le statut d'eaux internationales est contesté par Pékin]. Dans ces circonstances, la Chine, d'un côté, procède à des préparatifs stratégiques et, de l'autre, poursuit son programme de "modernisation à la chinoise". Si ce mode de gouvernance s'avérait un succès, la configuration des relations internationales pourrait s'en trouver bouleversée, et cela aurait un profond impact sur les relations sino-américaines.

Le 7 mars, le nouveau ministre des Affaires étrangères chinois, Qin Gang, a expliqué que les États-Unis souhaitaient que la Chine encaisse les coups et les investives sans riposter. Mais "ce n'est pas possible !" a-t-il lancé. En fait, il a adressé une mise en garde en affirmant que, si la Chine était attaquée ou insultée, elle rendrait la pareille, et les États-Unis porteraient la responsabilité du déraillement des relations sino-américaines éventuelles. La Chine et les États-Unis sont entrés dans une ère de confrontation sur tous les plans : géopolitique, diplomatique, militaire et technologique. La pénétration chinoise au Moyen-Orient, comme les annonces faites à l'ANP, n'en marquent que le début.

—Han Yonghong
Publié le 13 mars



← Dessin d'Oliver paru dans Der Standard, Vienne.

UN VOYAGE "DÉSINTÉRESSÉ ET BIENVEILLANT"

VU DE PÉKIN Dans un éditorial triomphaliste, l'organe du Parti communiste vante les lendemains qui chantent, dans un monde où la Chine aura enfin pris toute sa place comme grande puissance.

—Renmin Ribao (extraits) Pékin

A l'initiative du président Xi Jinping, [l'accord irano-saoudien] est une victoire pour la paix et une excellente nouvelle pour notre monde en pleines turbulences. Le succès des pourparlers menés à Pékin, dont la société internationale nous

remercie, montre toute la force d'attraction de la diplomatie de grande puissance de la Chine, dont le désintéressement et la bienveillance sont ainsi mieux compris par la communauté internationale.

Ces caractéristiques s'incarnent dans la volonté chinoise d'élargissement des échanges internationaux, en favorisant un nouveau type de relations. Forte de ses partenariats, la Chine encourage les interactions harmonieuses et saines entre grandes puissances, et veut développer l'amitié et la coopération avec tous les pays. Jamais la Chine n'a envahi ou intimidé autrui, jamais elle n'a eu de velléités hégémoniques. Elle ne saurait le faire. La Chine s'oppose résolument à toute forme d'hégémonie ou de coup de force, à toute conception de guerre froide, à toute confrontation, endiguement ou oppression entre camps adverses.

Désintéressée et bienveillante, la diplomatie chinoise s'appuie sur la qualité de son propre développement pour promouvoir la prospérité commune à l'échelle mondiale. Ces derniers temps, la modernisation à la chinoise a permis de résoudre bien des problèmes qui entravaient le progrès social humain. En brisant le mythe

"modernité = Occident", elle a abouti à une nouvelle forme de civilisation humaine, source d'inspiration pour de nombreux pays, en particulier ceux en développement.

Désintéressée et bienveillante, la diplomatie chinoise défend le multilatéralisme et œuvre en faveur d'une meilleure gouvernance mondiale. En s'engageant sur cette voie, la



ÉDITO

Chine veut construire la communauté de destin de l'humanité, promouvoir la démocratisation des relations internationales et une gouvernance mondiale plus juste et plus équitable. Pour résoudre les défis communs à l'humanité, elle propose sa sagesse et ses solutions.

L'initiative "Une ceinture, une route" [les nouvelles routes de la soie], lancée il y a dix ans, a ouvert la voie. En attirant près de 1000 milliards de dollars d'investissements dans plus de 3000 projets de coopération, elle a permis de créer 420 000 emplois, de sortir près de 40 millions de personnes de la pauvreté et d'améliorer considérablement le bien-être des habitants dans les pays traversés.

La diplomatie chinoise entreprend un nouveau voyage, une expédition de gloire et de rêve, une traversée d'orages et de tempêtes. La Chine mènera une politique étrangère pacifique et indépendante, elle maintiendra une stratégie transparente du gagnant-gagnant. Elle n'a de cesse de construire la paix mondiale, de contribuer au développement de toute la planète et de défendre l'ordre international.—

Publié le 14 mars

SOURCE



RENMIN RIBAO

Pékin, Chine

Quotidien

people.com.cn

Créé en 1948, c'est

l'organe du Parti communiste chinois.

La hiérarchisation de ses informations et ses éditoriaux sont un bon baromètre des tendances au sein de la direction du parti. Toujours très langue de bois, il comporte cependant toutes les rubriques d'un journal d'informations générales et tente désormais de refléter un peu plus fidèlement les préoccupations de la population – un infléchissement voulu par le pouvoir.

Canberra s'inquiète

VU D'AUSTRALIE Face aux alliances australiennes Aukus et Quad, la Chine réplique économiquement, militairement et diplomatiquement.

—The Age (extraits) Melbourne

Pékin consolide son influence diplomatique, protège son économie et monte en puissance sur le plan militaire pour faire face à deux coopérations multilatérales conçues pour contenir son déploiement. D'une part l'Aukus, l'alliance de l'Australie, du Royaume-Uni et des États-Unis [forgée en 2021], et, d'autre part, le Quad, entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde [conçu en 2007 et réactivé en 2021].

L'Australie est – par choix et géographiquement – membre de ces deux groupes. C'est depuis l'Australie que seront déployés en Asie-Pacifique des sous-marins nucléaires fabriqués aux États-Unis et au Royaume-Uni dans le cadre de la coopération Aukus officiellement lancée à San Diego le 13 mars. Un projet nécessitant un investissement de 368 milliards de dollars australiens [230 milliards d'euros].

La Chine va réagir. Elle n'a d'autre choix si elle veut protéger ses intérêts. La mission diplomatique chinoise auprès des Nations unies a déclaré sur Twitter que l'accord relatif aux sous-marins est "un acte flagrant qui pose de graves risques en matière de prolifération nucléaire, sape le système international de non-prolifération, encourage la course à l'armement et nuit à la paix et à la stabilité dans la région".

Ballet diplomatique. "Cet investissement considérable fera peser un lourd fardeau sur l'Australie, a affirmé Song Zhongping, spécialiste militaire chinois, dans les médias officiels. Une telle somme ne peut assurer la sécurité de l'Australie mais protégera l'hégémonie planétaire des États-Unis. C'est une erreur coûteuse."

Le message le plus clair n'est pas le ton employé par Pékin, mais l'intensification de sa militarisation et le ballet diplomatique entrepris auprès de ses partenaires économiques.

La Chine aurait au moins 58 sous-marins, dont 12 bâtiments nucléaires construits ces quinze dernières années. Les États-Unis en comptent plus de 70. L'Australie en aura 8 à terme, au titre de l'accord signé avec les États-Unis et le Royaume-Uni. Le président chinois, Xi Jinping, estime que les moyens militaires de son pays ne

sont pas suffisants. Le lundi 13 mars, il a appelé l'armée à devenir une "grande muraille d'acier".

"La sécurité est le socle du développement, la stabilité est le prérequis de la puissance, a-t-il déclaré à la clôture de la session parlementaire de l'Assemblée nationale du peuple, à Pékin, le 13 mars. Il faut faire de l'Armée populaire de libération une grande muraille d'acier qui protège efficacement la souveraineté et la sécurité nationales, et nos intérêts en matière de développement."

Xi Jinping s'applique à consolider son idéologie et son autorité à l'intérieur du pays, et, par extension, l'économie chinoise. Son appel à doper la militarisation concerne, à ce stade, la défense de tous ces intérêts, mais, à mesure que Pékin gagne en puissance, cet état d'esprit pourrait vite devenir offensif – scénario dont l'accord Aukus doit prémunir.

"Nous avons lavé l'humiliation nationale [de la prédation des puissances étrangères aux siècles passés], et les Chinois sont les maîtres de leur destinée, a poursuivi Xi. La nation chinoise s'est affirmée, elle s'est enrichie et elle devient forte." Xi présente maintenant l'unification avec sa voisine Taïwan comme inéluctable, par la négociation ou la force. "La grande renaissance de la nation chinoise a amorcé un processus historique irréversible", a-t-il ajouté.

Gouvernements autocratiques. Si l'alliance trilatérale de l'Aukus fonctionne, elle dissuadera la Chine de lancer une attaque ces prochaines décennies. Si elle échoue, elle pourra susciter une agression plus téméraire de la puissance chinoise, dont les répercussions pourraient être catastrophiques. Les deux scénarios sont plausibles, c'est pourquoi le rôle de la diplomatie sera crucial pour la négociation d'une solution pacifique.

La Chine crée les conditions pour consolider sa position diplomatique. Elle le fait en attirant dans son orbite des pays en développement et des gouvernements autocratiques.

Pendant que le Premier ministre australien, Anthony Albanese, et son homologue britannique, Rishi Sunak, étaient en route pour San Diego, des fonctionnaires chinois négociaient un accord devant apaiser les tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Il est révélateur que l'agence de presse officielle chinoise, Xinhua, n'ait pas daigné mentionner l'accord Aukus le 14 mars, privilégiant un autre événement : la rencontre entre le président iranien, Ebrahim Raïssi, et le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, à Téhéran. Raïssi a déclaré qu'il était disposé à faire part de son expérience quant à la gestion des sanctions avec "la Biélorussie amie", pays qui soutient depuis un an l'invasion russe de l'Ukraine.

La Chine se présente en arbitre d'un nouvel ordre mondial débarrassé des sanctions, des condamnations relatives aux droits humains et des représailles économiques. L'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, ainsi que l'ordre occidental qu'ils représentent, risquent de devoir affronter bien plus que des sous-marins.

—Eryk Bagshaw
Publié le 14 mars

➤ Le président américain, Joe Biden, et le président chinois, Xi Jinping.
Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.



LES ÉTATS-UNIS EN MANQUE D'UNE VRAIE STRATÉGIE

Face aux ambitions chinoises, l'administration Biden se révèle incapable d'imaginer autre chose que "l'endiguement" théorisé pendant la guerre froide. Nourrissant ainsi la paranoïa de Pékin.

—Financial Times (extraits) Londres

Si Taïwan n'existait pas, les États-Unis et la Chine seraient-ils quand même à couteaux tirés? À mon sens, oui. L'antagonisme entre grandes puissances et puissances émergentes est une constante dans l'histoire humaine.

Ensuite, dans l'hypothèse où la Chine serait une démocratie, et non un régime à parti unique, on pourrait se demander si de telles tensions persisteraient. C'est plus difficile à dire, mais il n'est pas évident qu'un gouvernement élu démocratiquement serait moins remonté contre l'ordre mondial emmené par les États-Unis. On a aussi du mal à imaginer dans quelles circonstances les Américains seraient prêts à partager la vedette.

Autant dire que les discussions sur l'éventualité d'un conflit entre les États-Unis et la Chine ne sont plus si tirées par les cheveux. Les pays changent rarement d'oripeaux : la Chine reste l'empire du Milieu et veut prendre sa revanche sur des décennies d'humiliations occidentales; l'Amérique est la nation dangereuse qui cherche des monstres à détruire. Chacun est dans son rôle.

Reste à savoir si la stabilité planétaire peut survivre à l'intransigeance de ces deux géants, qui veulent l'un et l'autre la victoire. Vraisemblablement, si les États-Unis et la Chine sortent de l'impasse, ce ne sera pas pour s'orienter vers une entente cordiale, mais vers la guerre.

Début mars, le président chinois, Xi Jinping, est allé plus loin qu'il ne l'avait jamais été, reprochant aux États-Unis d'"endiguer", d'"encercler" et d'"étouffer" son pays. Il avait beau pratiquer une rhétorique provocatrice, il n'avait pas tort sur le principe. Le président américain, Joe Biden, reste officiellement favorable à la coopération avec la Chine.

Mais Biden a été dévié de sa trajectoire aussi facilement qu'un ballon-sonde. La panique de Washington à propos de ce qui n'est jamais que de la technologie du XIX^e siècle [allusion au ballon "espion" envoyé par Pékin] a incité Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, à annuler au début du mois de février une visite à Pékin qui devait ouvrir la voie à un sommet Biden-Xi.

Consensus belliciste. L'esprit grégaire de Washington explique la réaction disproportionnée de Joe Biden. Le consensus est maintenant si belliciste qu'une main tendue à la Chine peut passer pour une marque de faiblesse. Comme le souligne l'historien Max Boot, un système bipartite n'est pas toujours une bonne chose.

Certaines des pires bourdes des États-Unis étaient soutenues par les deux partis [démocrate et républicain], comme la résolution de 2002 sur la guerre en Irak. C'est le cas également de la nouvelle commission de la Chambre des représentants sur la Chine, dont le président républicain, Mike Gallagher, affirme qu'elle va "constituer la riposte du monde libre à l'État techno-totalitaire du Parti communiste".

chinois". Il y a fort à parier qu'il ne recherchera pas de contradicteurs.

L'une des grandes différences entre la guerre froide actuelle et celle qui s'est achevée en 1991, c'est que la Chine n'exporte pas la révolution. De Cuba jusqu'à l'Angola en passant par la Corée et l'Éthiopie, l'Union soviétique avait soutenu des insurrections gauchistes.

L'idée initiale de l'endiguement [containment, en anglais], formulée par le diplomate George Kennan en 1947 dans un article pour la revue *Foreign Affairs*, était plus modeste que l'endiguement non déclaré que constitue aujourd'hui la politique des États-Unis envers la Chine. George Kennan émettait deux recommandations : stopper l'expansion de l'Empire soviétique ; renforcer la démocratie occidentale. Il déconseillait l'usage de la force. En faisant preuve de patience et d'habileté, on obtiendrait la disparition de l'URSS, laquelle a fini par se produire.

La stratégie actuelle relève de l'ultra-endiguement. Quand Xi Jinping parle d'"étouffement", il pense à l'interdiction par les États-Unis des exportations de semi-conducteurs avancés vers la Chine. Dans la mesure où les microprocesseurs haut de gamme sont utilisés à la fois à des fins civiles et militaires, les États-Unis ont de vraies raisons de refuser de donner à la Chine les moyens de moderniser leur armée. Mais l'effet collatéral est de limiter le développement économique de la Chine.

Il n'y a pas de moyen de contourner facilement cet écueil. Un effet secondaire possible serait

SI LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE SORTENT DE L'IMPASSE, CE NE SERA SANS DOUTE PAS POUR S'ORIENTER VERS UNE ENTENTE CORDIALE, MAIS VERS LA GUERRE.

un coup d'accélérateur à la technologie made in China prônée par Xi Jinping. Le président chinois a déjà explicitement formulé l'objectif de Pékin de dominer l'intelligence artificielle à l'horizon 2030, ce qui est une autre façon de dire que la Chine veut fixer les règles.

La seule caractéristique positive de l'actuelle guerre froide par rapport à la précédente, à savoir l'interdépendance économique des États-Unis et de la Chine, est donc un acquis sur lequel Biden cherche à revenir.

Quand Xi évoque l'"encercllement", il songe au resserrement des liens entre les États-Unis et les voisins de la Chine. Une fois de plus, il n'a à s'en prendre qu'à lui-même. L'évolution du Japon, [avec] un doublement de ses dépenses de défense, est sans doute ce qui inquiète le plus la Chine. Mais la proximité grandissante des États-Unis avec les Philippines et l'Inde, ainsi que l'accord sur les sous-marins nucléaires avec l'Australie et le Royaume-Uni [dans le cadre de l'alliance Aukus], s'inscrivent également dans ce contexte. Si l'on ajoute à cela les envois d'armes américaines à Taïwan, tous les ingrédients d'une paranoïa chinoise sont réunis. Comment cela va-t-il se terminer ?

Chronologie

UNE RIVALITÉ EXACÉRBERÉE

2 août 2022 — Visite de la présidente de la Chambre des représentants américaine, Nancy Pelosi, à Taïwan. En représailles, la Chine lance des manœuvres autour de l'île.

9 août 2022 — Une loi américaine renforce pour dix ans les interdictions d'exportation des puces avancées vers la Chine.

3 février 2023 — Le secrétaire d'État, Anthony Blinken, annule un voyage à Pékin après la traversée des États-Unis par un "ballon espion" chinois.

19 février 2023 — Blinken affirme que la Chine "envisage" d'envoyer des armes vers la Russie et doit s'attendre à un "véritable coût" en cas de passage à l'acte. Pékin dément.

15 mars 2023 — Les États-Unis exigent la vente de TikTok, accusée d'espionner ses utilisateurs pour le compte du gouvernement chinois.

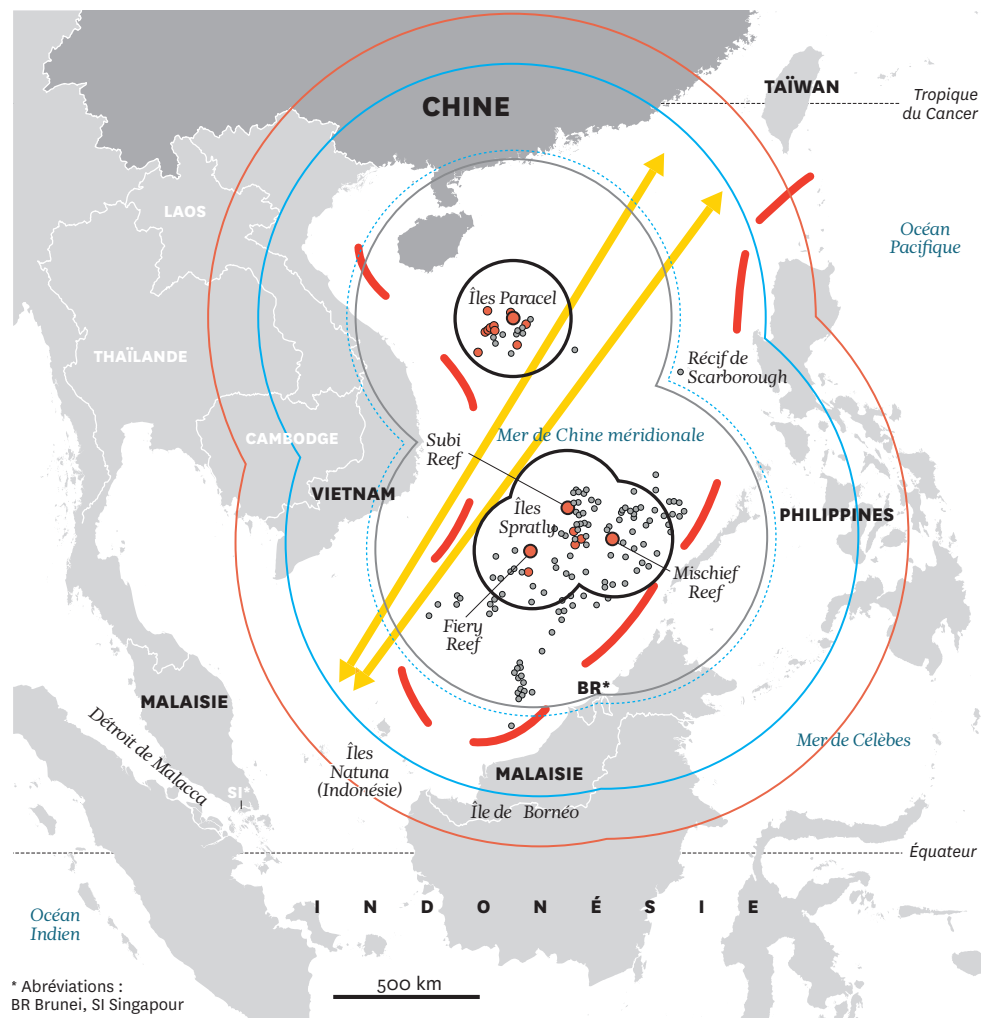
Des îlots chinois militarisés en mer de Chine méridionale

● Îlots occupés par les Chinois... ● ... dont quatre militarisés ○ Autres îlots (occupés ou non par l'un des six autres États riverains)

Capacité militaire potentielle chinoise liée à ces quatre îlots :
 Rayon d'action — de missiles antiaériens — de missiles anti-navires — de radars de surface
 — de radars de défense aérienne — d'avions de combat

↔ Routes maritimes majeures du commerce international

— Revendications maritimes chinoises ("la ligne en neuf traits")



* Abréviations : BR Brunei, SI Singapour

●●● Depuis plusieurs années, Pékin étend son influence en mer de Chine méridionale, annexant et militarisant des îlots pour revendiquer une plus large zone économique exclusive (ZEE). Son domaine maritime s'étend désormais aux îles Spratly et Paracel, empiétant sur les ZEE des pays riverains. La Chine cherche de fait à étendre son influence jusqu'au détroit de Malacca. En réaction, les États-Unis ont récemment accru leur présence militaire aux Philippines : en avril aura lieu le plus grand exercice militaire en mer conjoint entre les deux pays, avec quelque 17 600 soldats (dont 12 000 Américains).

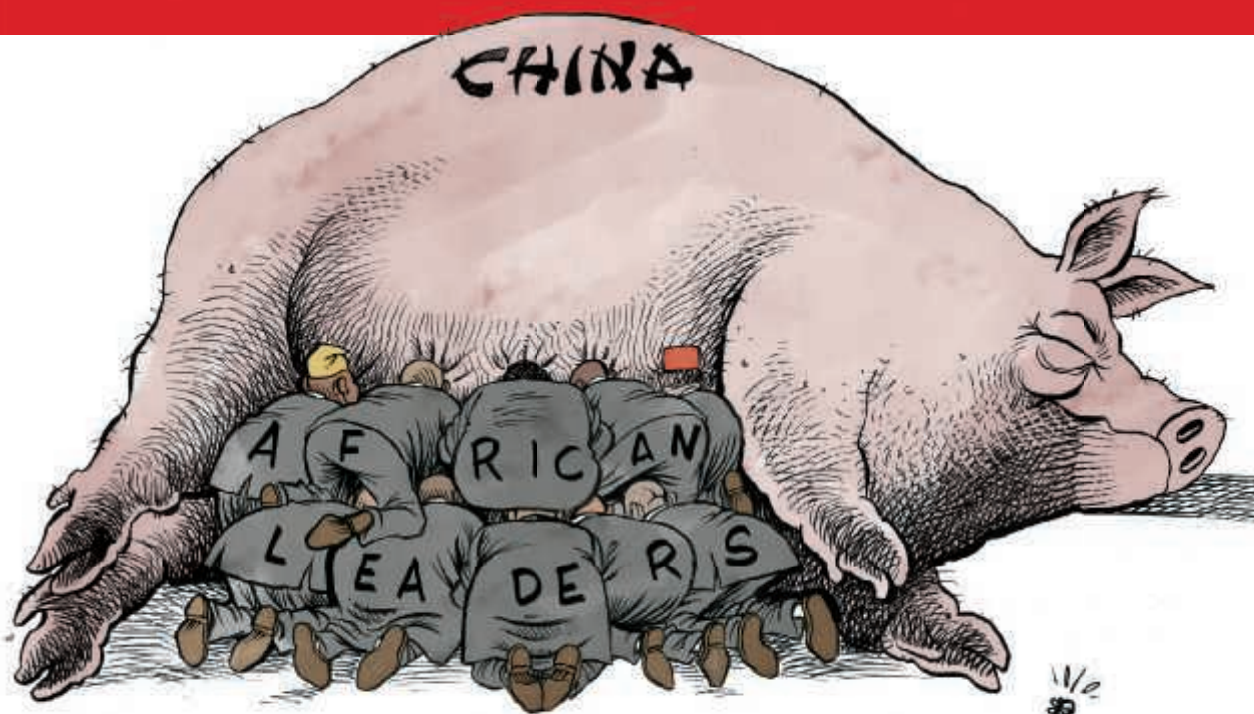
C'est là qu'on aurait tout intérêt à relire George Kennan. La guerre froide actuelle n'est pas près de se terminer. Contrairement à l'URSS, qui était un empire déguisé, la Chine occupe ses frontières historiques, si bien que son éclatement est très peu probable. Les États-Unis ont besoin d'une stratégie pour faire face à une Chine qui sera toujours là.

Si vous faisiez un sondage à Washington et que vous demandiez : peut-on parler de guerre froide entre les États-Unis et la Chine ? les États-Unis peuvent-ils la gagner ? La première question susciterait un "oui" immédiat, la deuxième serait suivie d'un long silence. Miser sur

la soumission de la Chine n'est pas une stratégie. Il y aurait une autre manière d'aborder la question. Pour l'instant, les États-Unis ont davantage de cartes en main. Ils ont beaucoup d'alliés, un système planétaire qu'ils ont eux-mêmes conçu, une meilleure technologie et une population plus jeune. La croissance de la Chine se ralentit et la société chinoise est vieillissante. La fermeté et la patience américaines se justifient encore plus aujourd'hui que du temps de George Kennan. Des puissances sûres d'elles-mêmes ne devraient pas avoir peur de se parler.

— Edward Luce
Publié le 8 mars

SOURCE : "THE WALL STREET JOURNAL"



A l'assaut des minerais africains

Pour sécuriser leur transition énergétique, les États-Unis entendent regagner le terrain perdu et concurrencer la mainmise chinoise sur les ressources minérales de l'Afrique.

—The Economist (extraits) Londres

Le Mining Indaba est la plus importante conférence africaine du secteur minier. L'édition de cette année, qui a eu lieu au Cap en février, a attiré la plus grande délégation américaine jamais vue, notamment des responsables de la Maison-Blanche, du département d'État et des ministères du Commerce et de l'Énergie. L'importance de cette délégation en dit long sur l'appétit des États-Unis pour les 50 minéraux qu'ils jugent essentiels pour réduire les émissions de CO₂ et créer des emplois verts dans la foulée.

Même si la quête des États-Unis est planétaire, l'Afrique est un terrain de chasse privilégié : elle recèle environ 30 % des ressources minérales de la planète. Et en s'engageant à pratiquer l'extraction minière différemment – par rapport à ce que fait actuellement la Chine et à ce que faisait l'Occident –, les États-Unis assurent qu'ils contribueront à transformer les économies africaines. *“La transition énergétique est l'occasion d'une transition africaine”*, assure Amos Hochstein, l'envoyé de Joe Biden pour toutes les questions relatives à la sécurité énergétique.

Pour les Américains, l'Afrique contribue à résoudre deux problèmes. Première difficulté,

la pénurie planétaire de minéraux qui vont être nécessaires si la planète doit atteindre ses objectifs climatiques. L'Agence internationale de l'énergie, organisme officiel de prévision, estime que les fabricants de technologies fonctionnant aux énergies propres vont avoir besoin de 40 fois plus de lithium, de 25 fois plus de graphite et d'environ 20 fois plus de nickel et de cobalt en 2040 qu'en 2020.

Grossière erreur. La demande de terres rares – des métaux perdus dans de sombres recoins de la table de Mendeleïev, utilisés aussi bien dans des aimants d'éoliennes que dans des avions de combat – pourrait être sept fois plus élevée d'ici à la fin de la prochaine décennie.

Deuxième problème, du moins pour l'Occident, la mainmise disproportionnée de la Chine sur les chaînes d'approvisionnement. La Chine raffine 68 % du nickel mondial, 40 % du cuivre, 59 % du lithium et 73 % du cobalt, selon un rapport publié en juin par la Brookings Institution, un groupe de réflexion américain. *“Pendant les quinze dernières années, la Chine a eu les coudées franches, tandis que le reste du monde dormait”*, explique Brian Menell, directeur général de TechMet, une société minière.

Même si la Chine est moins dominante dans l'extraction minière, où ses entreprises ont

affaire à la concurrence des multinationales, les Occidentaux craignent que, faute d'approvisionnements supplémentaires, leurs entreprises n'aient du mal à alimenter les nouvelles sociétés de traitement en amont que les responsables politiques aimeraient voir construire dans des pays amis.

Le cobalt, utilisé dans les batteries, a laissé un goût amer aux Américains. En 2020, au Congo, source d'environ 70 % de la production mondiale, des sociétés chinoises possédaient 15 mines de cobalt sur les 19 que compte le pays (ou en détenaient des parts). La décision de Washington d'autoriser une société américaine à vendre l'une des plus grandes mines de cobalt et de cuivre du Congo à une société chinoise en 2020 apparaît désormais comme une grossière erreur, de l'aveu même des Américains.

Piètre consolation, les fabricants de batteries essaient d'utiliser moins de cobalt, notamment en raison de problèmes d'exploitation au Congo. *“Nous ne pouvons pas laisser la Chine devenir une Opep sur l'un des minéraux essentiels”*, lance un haut fonctionnaire américain, évoquant le cartel pétrolier.

On peut relever trois grands axes dans la politique américaine. Le premier est une offensive multilatérale à laquelle participent les alliés occidentaux. En juin, Jose Fernandez, sous-secrétaire

“PENDANT LES QUINZE DERNIÈRES ANNÉES, LA CHINE A EU LES COUDÉES FRANCHES, TANDIS QUE LE RESTE DU MONDE DORMAIT.”

Brian Menell, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ MINIÈRE TECHMET



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Les ambitions de la Chine se déploient sur les mers
Al-Jazeera revient sur la stratégie de la Chine qui s'appuie sur des technologies de pointe et des infrastructures savamment mises en place. En Afrique, la base navale chinoise de Djibouti est désormais en mesure d'accueillir sa flotte croissante de porte-avions.

d'État à la Croissance économique, à l'Énergie et à l'Environnement, a lancé le Partenariat sur la sécurité des minéraux (MSP), dont les membres comprennent les pays du G7, l'Australie, la Corée du Sud, la Norvège, la Suède, la Finlande et la Commission européenne.

Le partenariat emmené par les Américains n'en est qu'à ses débuts. L'idée maîtresse est que les pays membres vont soutenir leurs propres entreprises, qui proposent des projets miniers respectant des normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) élevées. Ce soutien pourrait prendre la forme d'un lobbying diplomatique dans le pays où la mine est construite, d'un financement du projet ou d'aides destinées à y attirer les investissements privés.

Même si le partenariat ne se limite pas à des projets en Afrique, des représentants du Congo, du Mozambique, de Namibie, de Tanzanie et de Zambie ont participé l'année dernière à une réunion à New York pour en discuter.

Le deuxième axe de la politique américaine fait intervenir ses agences de développement, qui prennent des mesures de *de-risking* (réduction des risques), comme ils l'ont fait dans les domaines de l'agriculture ou de l'énergie.

Le troisième axe passe par une diplomatie plus active en Afrique. Depuis que Biden a accueilli plus de 40 dirigeants africains à → 36

DU PRAGMATISME FACE À LA RIVALITÉ SINO-AMÉRICAINE

Courtisés par les deux grandes puissances, les États africains, comme Djibouti ou le Kenya, tentent de faire jouer la concurrence.

Au Niger, et plus largement en Afrique, les États-Unis doivent “absolument avoir une approche holistique, globale, dans laquelle la sécurité est absolument nécessaire mais pas suffisante. L'importance de la bonne gouvernance, des institutions, de la création d'opportunités pour les citoyens des pays de la région, voilà l'approche globale du défi sécuritaire que nous devons relever.”

Lors du premier voyage d'un secrétaire d'État au Niger, Antony Blinken a, dans un entretien à l'AFP, exposé le nouveau paradigme américain en Afrique. Le retour des États-Unis se fera sous l'angle de la lutte antiterroriste certes, mais cette seule approche ne suffira pas. Washington semble avoir pris la mesure des limites d'une doctrine du tout sécuritaire insuffisante sur un continent si courtoisé.

Car en Afrique, la puissance rivale chinoise a su développer une influence économique incontournable. Et si Washington a dénoncé les contrats léonins et le “piège de la dette chinoise” dans lequel certains États africains restaient enfermés, il n'en reste pas moins que la Chine a su creuser son sillon sur le continent. Coincés dans ce choc de puissances, les États africains semblent avoir pris la mesure d'une étroite ligne d'action qui leur permet de jouer de cette rivalité.

Ainsi, en décembre, le **South China Morning Post (SCMP)** indiquait que Djibouti avait décidé de suspendre le remboursement de sa dette envers deux de ses principaux créanciers, la Chine et le Koweït. Par cette décision unilatérale, le pays jouait de son emplacement géographique, incontournable pour les ambitions chinoises. “Djibouti a été une plaque tournante cruciale pour l'initiative chinoise des nouvelles

routes de la soie, le plan d'infrastructures de plusieurs milliards de dollars derrière de nombreux mégaprojets à travers le continent”, rappelait le SCMP. Et c'est précisément la présence de tant d'installations qui pourrait être à l'origine de cette décision, dont une “multitude” de bases militaires pouvant protéger Djibouti de toute répercussion chinoise.

Le Kenya a également joué de cette rivalité sino-américaine. Selon le **Wall Street Journal**, les États-Unis seraient pris dans un dilemme stratégique, Nairobi leur ayant demandé de payer “pour l'expansion de la base antiterroriste conjointe” de Manda Bay. Washington craint que, s'il oppose à cette requête une fin de non-recevoir, Nairobi ne fasse appel à une entreprise de construction publique chinoise, laquelle interviendrait donc sur une base sensible pour les intérêts américains.

Mais les États-Unis ont-ils les moyens de ce refus ? Le quotidien américain rappelle que le Kenya est “un allié clé”, notamment dans la guerre contre le groupe terroriste Al-Chabab, considéré par l'armée américaine comme “la franchise la plus active d'Al-Qaida dans le monde”.

Cette affaire est d'autant plus sensible que Nairobi, après avoir longtemps privilégié ses liens économiques avec la Chine, prend ses distances. Selon le quotidien kényan **The Daily Nation**, les premiers gestes du nouveau président, William Ruto, ont indiqué “une préférence pour des liens diplomatiques resserrés avec les nations occidentales”. Plusieurs décisions prises ont eu de quoi irriter la Chine, à commencer par la publication partielle d'un contrat public révélant des termes particulièrement défavorables au Kenya.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE

En bref

Le Honduras vire de bord

●●● Le 15 mars, le ministre des Affaires étrangères hondurien, Eduardo Enrique Reina, a lancé le processus d'établissement de relations diplomatiques avec la Chine, rompant ainsi automatiquement avec Taïpei. Le pays d'Amérique centrale était lié à Taïwan “depuis quatre-vingt-deux ans”, rappelle le quotidien **La Prensa**. “Le ministre a expliqué que cette décision était prévue dans le plan du gouvernement de Xiomara Castro”, la présidente de gauche au pouvoir depuis janvier 2022. Selon Eduardo Enrique Reina, “nous suivons une tendance mondiale”. Le Honduras, surendetté, est à la recherche de débouchés commerciaux et de nouveaux investissements. La Chine serait déjà le troisième partenaire commercial du Honduras en matière d'importations.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Vous pouvez aussi vous rendre sur notre site : <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



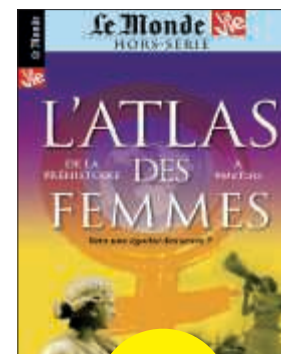
14,50 €*

La Seconde Guerre mondiale à travers les cartes

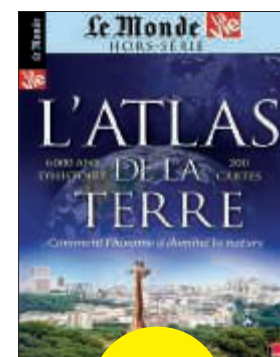
Histoire & Civilisations met en valeur la cartographie militaire organisée par grands thèmes. Le plus : une iconographie exceptionnelle composée de plus de 80 cartes d'époque provenant des collections de la British Library de Londres.

L'Atlas des femmes

Cet atlas dresse un tableau de la condition féminine à travers les âges et les continents. Un portrait multiple et original, où sont déconstruits les stéréotypes, et relatées les luttes et les résistances contre les discriminations, jusqu'à l'émancipation.



14 €*



14 €*

L'Atlas de la terre

Cet atlas déroule la passionnante histoire du progrès et de ses méfaits, à l'origine de la prise de conscience écologique et de la crise climatique actuelle. Une approche originale, en cartes et en infographies.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30 juin 2022

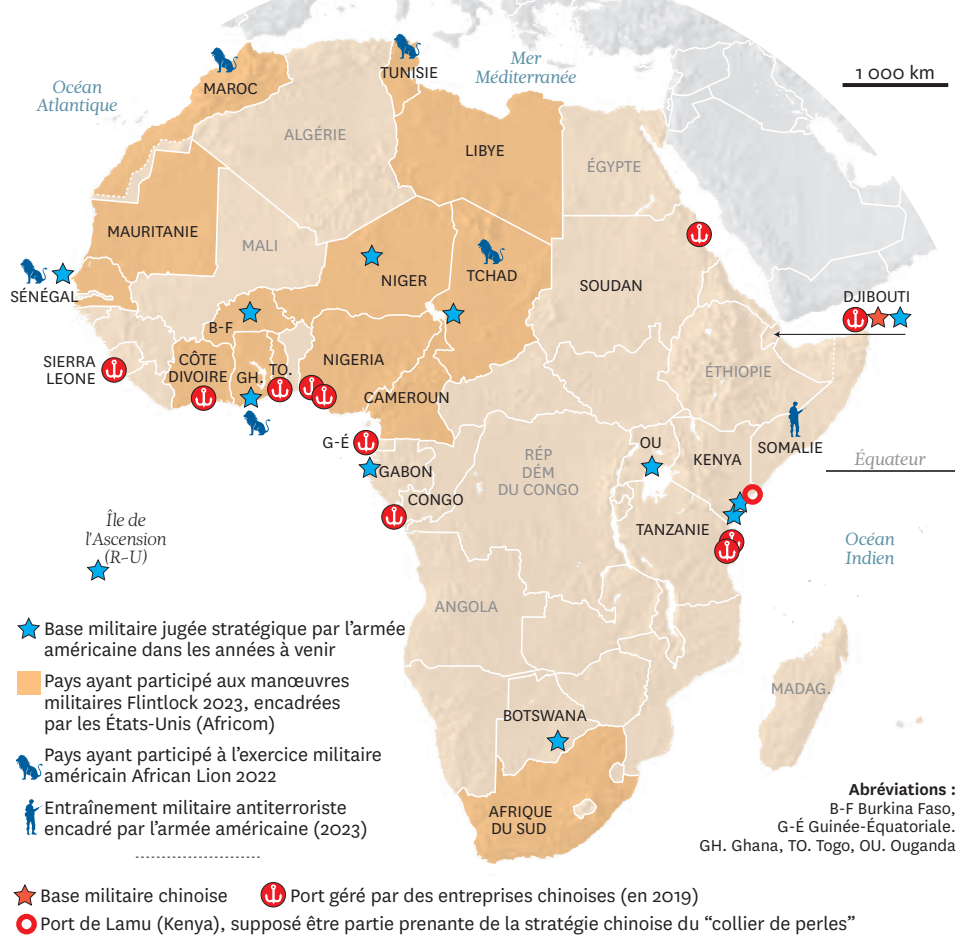
* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

Chine et États-Unis avancent leurs pions en Afrique



En Afrique, si les États-Unis disposent déjà d'une capacité militaire et sécuritaire affirmée, les ambitions chinoises sont encore balbutiantes. Washington a de nombreuses bases officielles, mais **The Intercept** révélait en 2020 qu'un réseau de 29 bases militaires américaines secrètes quadrillait le continent. En outre, à travers l'Africom (commandement des États-Unis pour l'Afrique), entré en fonction en 2008, Washington peut lancer des opérations ponctuelles ou pérennes. La seule base militaire chinoise du continent est à Djibouti. Mais Pékin dispose aussi d'un réseau portuaire commercial directement géré par des entreprises chinoises. Ces relais illustrent la stratégie chinoise dite du "collier de perles", qui consiste dans la construction, l'achat ou la location longue d'installations portuaires et aériennes. En décembre 2022, la Chine souhaitait d'ailleurs ouvrir une base militaire en Guinée équatoriale à partir d'un tel port, un projet révélé par **The Wall Street Journal**. Washington s'inquiétait de cette hypothétique première base permanente chinoise sur le littoral atlantique.

34 ← Washington en décembre, plusieurs hauts responsables, dont Janet Yellen, la ministre des Finances, se sont rendus sur le continent africain. Biden devrait y effectuer une visite cette année. Le corridor de Lobito constitue un premier succès diplomatique. Il était question depuis des décennies de rénover la ligne de chemin de fer qui permettrait d'acheminer le cuivre depuis le Congo et la Zambie jusqu'au port de Lobito, en Angola. Cette voie était bien plus rapide que l'itinéraire routier vers le port sud-africain de Durban. Mais le projet s'était enlisé, et pour faire avancer les choses il a fallu l'accession au pouvoir de nouveaux présidents dans les trois pays africains concernés (João Lourenço en Angola en 2017, Félix Tshisekedi au Congo en 2019 et Hakainde Hichilema en

Zambie en 2021). Les trois chefs d'État entretiennent de meilleures relations que certains de leurs prédécesseurs avec les États-Unis et les uns avec les autres – et ils sont moins tournés vers la Chine.

Prudence. L'année dernière, un consortium mené par l'Occident a soufflé aux Chinois le contrat de réaménagement de la voie de chemin de fer. Les diplomates américains espèrent que cette nouvelle ligne ferroviaire va rendre plus attrayants les investissements dans ces trois pays et qu'elle créera une nouvelle route vers des usines de traitement en dehors de la Chine.

Autre succès potentiel, le protocole d'accord signé en janvier par les États-Unis, le Congo et la Zambie. Washington assure qu'il permettra

En vente



"GÉOPOLITIQUE, LE MONDE DE DEMAIN"

Un an après le début de la guerre en Ukraine, notre nouveau hors-série revient sur les bouleversements géopolitiques qu'elle a causés. Évidemment, les tensions sino-américaines y tiennent une large place, avec notamment une passionnante analyse de **The Economist** sur la manière dont les États-Unis entendent renforcer leurs positions pour contenir la Russie et surtout la Chine, à laquelle répond un virulent éditorial de la presse officielle chinoise. À retrouver également, un large focus sur la situation tendue autour de Taïwan. Soixante-seize pages d'analyses et de reportages de la presse étrangère pour tenter de mieux comprendre ce qui se joue.

aux deux plus grands exportateurs d'Afrique de ne plus seulement vendre le métal dans son état élémentaire : dans le cadre du protocole d'accord, les États-Unis se sont engagés à aider les deux pays africains à construire leurs chaînes d'approvisionnement afin de traiter les minéraux bruts pour en faire un matériau précurseur destiné aux batteries de véhicules. Les responsables politiques africains accueillent ces initiatives américaines avec prudence. Situmbeko Musokotwane, le ministre des Finances de Zambie, rappelle que les pays occidentaux ne peuvent pas mener à la baguette leurs propres entreprises. Cependant, "ils peuvent contribuer à convaincre certains que l'Afrique n'est pas un continent à risques [pour les investissements]".

D'autres petites compagnies minières espèrent que l'appétence des Occidentaux pour les projets minéraux respectant les normes ESG [environnementales, sociales et de gouvernance, qui permettent d'évaluer la prise en compte du développement durable et des enjeux à long terme] va faire affluer les investisseurs. Le gouvernement tanzanien, pour sa part, souhaite que, dans le sillage de ce projet portant sur le nickel, le pays s'oriente davantage vers le traitement des matières premières.

RESTE À SAVOIR SI LES AMBITIONS GÉOSTRATÉGIQUES DE L'OCCIDENT VONT SE TRADUIRE PAR UNE HAUSSE DES INVESTISSEMENTS.

Cela étant, reste à savoir si les ambitions géostratégiques de l'Occident vont se traduire par un accroissement massif des investissements. Les dépenses d'équipement de 20 grandes compagnies minières devraient augmenter d'environ 12 % en 2023, selon Mining Technology, un cabinet d'analyse du secteur.

C'est en dessous de ce que les analystes estiment nécessaire pour que le monde atteigne ses objectifs climatiques. Le problème est lié pour une large part aux perceptions, estime un consultant du secteur minier. Quand les investisseurs américains "pensent aux mines en Afrique, ils pensent encore cobalt, Congo et travail des enfants". Souvent, les priorités africaines ne sont pas les priorités américaines. "Ma crainte, c'est que la moitié de la délégation américaine ne croie à ses propres foutaises, s'inquiète un autre PDG. Il ne suffit pas d'être les États-Unis."

Les hauts fonctionnaires américains sont souvent perçus comme condescendants quand ils mettent en garde les Africains contre les dangers de traiter avec la Chine. "Les Américains ignorent tout du jeu politique africain", rappelle un ancien conseiller d'un président africain. Le succès de la Chine en Afrique, d'après lui, tient au fait que leurs entreprises peuvent mener à bien les chantiers pour l'élection suivante.

De nombreux États africains aimeraient une plus grande présence américaine sur le continent, mais ne sont pas pressés de se débarrasser de la Chine.—

Publié le 28 février

trans- versales.

sciences



Quelle heure est-il sur la Lune ?

Métérologie. Avec la multiplication, dans les dix prochaines années, des missions d'exploration de notre satellite naturel, définir un référentiel de temps lunaire devient essentiel.

— Nature Londres

La prochaine décennie sera celle du renouveau de l'exploration lunaire. Au programme figurent l'envoi de dizaines de missions et la construction de bases permanentes sur la Lune. Les défis à relever seront nombreux. Parmi eux figure une question qui peut paraître anodine, mais à laquelle les métrologues s'efforcent de répondre : quelle heure est-il sur la Lune ?

“Nous commençons à peine à la définir”, prévient l'ingénieure en aérospatiale Cheryl Gramling, chargée des systèmes de navigation, de positionnement et de synchronisation au Goddard Space Flight Center de la Nasa, à Greenbelt, dans le Maryland.

Aujourd'hui, la Lune ne dispose pas d'un système horaire spécifique. Chaque mission utilise sa propre mesure, fondée sur le temps universel coordonné, ou UTC, qui sert de référentiel sur la Terre pour régler les horloges. Mais cette méthode est relativement imprécise, et les engins explorant la Lune ne sont pas synchronisés entre eux, ils sont à l'heure de leurs commanditaires. Ce n'est pas un problème tant que l'astre accueille une poignée de missions indépendantes, mais pourra le devenir lorsque plusieurs équipages voudront travailler ensemble. Les agences spatiales voudront aussi suivre les déplacements de leurs véhicules en utilisant des systèmes de navigation par satellite, qui reposent sur des signaux de temps précis.

Gravitation. Définir un temps lunaire universel est loin d'être évident. Les horloges ne tournent pas à la même vitesse sur la Terre et sur la Lune parce que les deux astres ont des champs gravitationnels différents. Une heure lunaire officielle devra donc soit s'appuyer sur un système synchronisé à l'UTC, soit être indépendante de l'heure terrestre.

Des représentants d'agences spatiales et d'universités du monde entier se sont réunis en novembre au Centre européen de recherche et de technologie spatiales (Estec) de l'Agence spatiale européenne (ESA), à Noordwijk, aux Pays-Bas, pour émettre des recommandations sur l'heure lunaire.

Pour Patrizia Tavella, directrice du département du temps au Bureau international des poids et mesures à Sèvres, en France, il faudra prendre une décision bientôt. Si une heure lunaire officielle n'est pas définie, les agences spatiales et les entreprises privées mettront chacune en place leur propre solution. Elle insiste : “C'est pourquoi nous attirons dès à présent l'attention sur cette question et sur la nécessité de travailler ensemble pour prendre une décision commune.”

Le besoin d'une horloge lunaire est devenu une nécessité avec le projet de création d'un système mondial de navigation par satellite (GNSS) spécial pour la Lune. Il serait similaire au GPS et à d'autres réseaux satellitaires qui permettent d'obtenir les coordonnées géographiques précises d'un point sur Terre. Les agences spatiales envisagent de le mettre en place à partir de 2030. Le Conseil ministériel de l'ESA a approuvé en novembre le financement du projet Moonlight, qui vise à installer un réseau de satellites de communication et de navigation en orbite autour de la Lune. La Nasa avait lancé en janvier 2022 un programme similaire, appelé Lunar Communications Relay and

Navigation Systems [Systèmes de relais de communications et de navigation lunaires].

Jusqu'à présent, la position des engins évoluant sur la Lune a été déterminée par l'envoi de signaux radio à des heures précises vers d'immenses antennes sur Terre. Mais au vu des dizaines de missions programmées, “il n'y aura tout simplement pas assez de ressources pour couvrir les besoins de tout le monde”, explique Joel Parker, ingénieur spécialiste de la navigation lunaire au Goddard Center.

À partir de 2024, l'ESA et la Nasa essaieront dans un premier temps de déterminer la position de points précis sur la Lune au moyen de faibles signaux de systèmes de navigation par satellite normalement réservés à la Terre [GPS et Galileo]. Dans un deuxième temps, les satellites des systèmes GNSS seront mis en orbite autour de la Lune. Chacun sera équipé de sa propre horloge atomique (voir schéma).

Certains pourraient vouloir instaurer des fuseaux horaires fondés sur la position du Soleil dans le ciel.

Un récepteur [un rover, par exemple] placé sur la Lune calculera alors sa position par triangulation en se basant sur le temps que mettront les signaux des satellites à lui parvenir. L'ESA a prévu une constellation initiale de quatre satellites qui couvriront le pôle Sud de l'astre. C'est là que se trouve une grande partie de l'eau, un enjeu important pour l'exploration, explique Jörg Hahn, un ingénieur qui travaille sur le projet Moonlight de l'ESA.

Les missions lunaires auront aussi besoin d'une heure lunaire officielle pour communiquer et collaborer, poursuit Jörg Hahn : “Pour cela, il faut un référentiel de temps commun à tout le monde, sinon c'est le chaos et personne ne peut travailler avec personne.”

Il faudra également se demander si les astronautes utiliseront le temps lunaire universel partout sur la Lune, relève l'ingénieur. Même si l'heure lunaire devient la référence officielle, certains pourraient vouloir instaurer des fuseaux horaires fondés sur la position du Soleil dans le

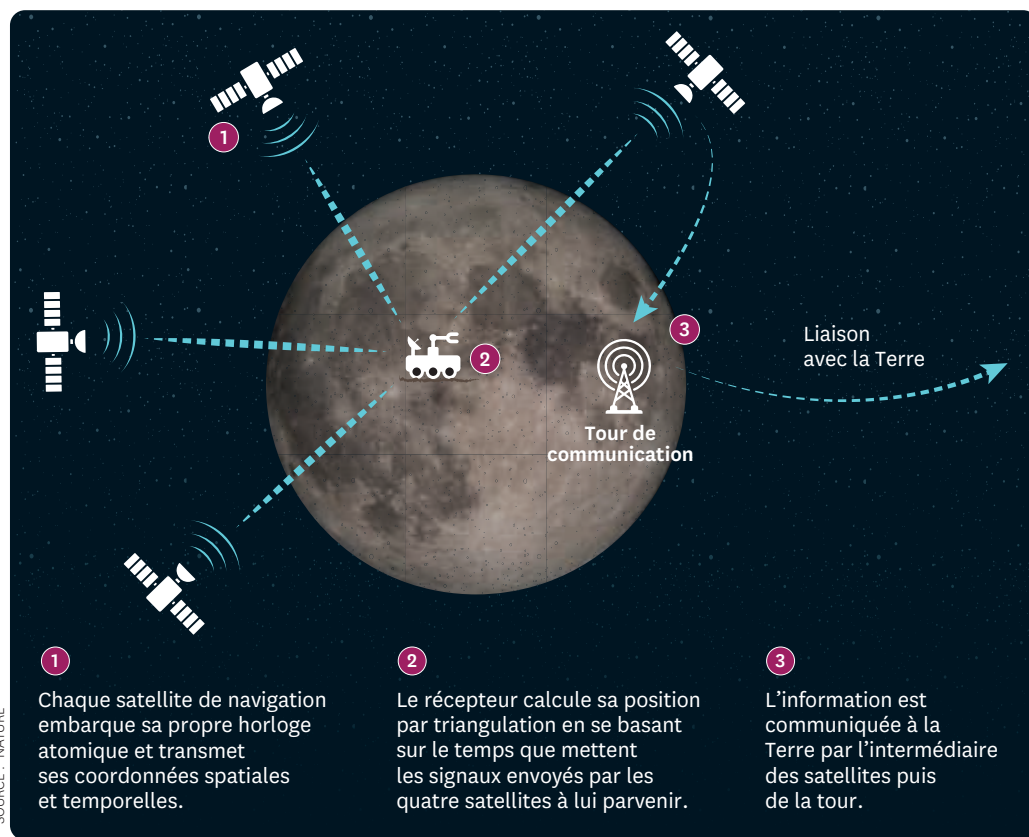
Sapés comme jamais

●●● Le 15 mars, l'entreprise américaine spécialisée dans le domaine de l'aéronautique Axiom Space a dévoilé un “prototype de la combinaison que les astronautes américains porteront lors de la prochaine mission à destination de la Lune”, relaie **Space.com**. Ces nouvelles tenues spatiales seront utilisées lors d'Artemis III, la mission de la Nasa qui “verra la première femme débarquer sur la Lune”, rappelle le site spécialisé. Son lancement est prévu pour la fin de 2025. Cela fera cinquante-trois ans qu'aucun humain n'aura posé le pied sur le satellite de la Terre.



La navigation par satellite sur la Lune

L'Agence spatiale européenne (ESA) et la Nasa prévoient d'installer un système mondial de navigation par satellite (GNSS) dédié à la Lune pour suivre la position des engins lunaires.



ciel, comme sur Terre. Il s'agit moins d'une question de métrologie que de conventions. "Si on va vraiment vivre sur la Lune, ça aura tout son sens", soutient Jörg Hahn.

Déterminer le temps lunaire est loin d'être simple. Bien qu'une seconde ait la même définition partout, la théorie de la relativité générale veut qu'une horloge tourne plus lentement dans un champ gravitationnel plus fort. La gravité sur la Lune étant plus faible que sur la Terre, cela signifie qu'un observateur resté sur Terre verra une horloge lunaire tourner plus vite qu'une horloge terrestre.

Relativité. Selon les calculs de Cheryl Gramling, une horloge lunaire avancerait d'environ 56 microsecondes toutes les 24 heures par rapport à une horloge terrestre. Sa vitesse varierait également de façon subtile en fonction de son emplacement, à cause de la rotation de la Lune, ajoute Patrizia Tavella. "Les spécialistes de la relativité se régalaient, dit-elle, parce qu'il faut prendre

beaucoup de choses en compte." Pour définir un référentiel de temps lunaire (auquel toutes les horloges pourront être comparées), il faudra installer au moins trois horloges-maîtresses calées sur le cycle naturel de la Lune, et fusionner leurs indications avec un algorithme afin de générer une horloge virtuelle plus précise.

Ce qui se passera ensuite dépendra de l'option choisie par les métrologues. S'ils décident d'établir l'heure lunaire sur l'UTC, le temps lunaire virtuel sera régulièrement synchronisé au temps terrestre. Entre deux synchronisations, les horloges-maîtresses lunaires continueront à mesurer l'écoulement du temps. Cette méthode aurait l'avantage d'être simple d'utilisation pour les Terriens.

L'autre solution consiste à prendre la synthèse des heures

Le modèle du système horaire indépendant pourra également être appliqué à Mars.

données par les horloges atomiques lunaires comme référence pour la Lune, et à suivre son évolution par rapport à l'UTC. De cette façon, explique Cheryl Gramling, même si la connexion avec la Terre est perdue, les horloges sur la Lune resteront accordées les unes aux autres, ce qui permettra d'assurer la continuité des services de navigation et de communication. Le modèle du système horaire indépendant pourra également être appliqué aux planètes visées à plus long terme par les agences spatiales, comme Mars. Il sera plus compliqué de transmettre l'UTC vers Mars que vers la Lune, fait remarquer l'ingénieure.

Dans ce dernier scénario, les journées lunaires pourraient même être définies différemment de celles sur la Terre, et prendre en compte le fait qu'une journée lunaire [correspondant à la durée de rotation sur son axe] dure 29,5 jours terrestres en moyenne.

La durée d'une journée terrestre aura toujours de l'importance pour les astronautes

en raison du rythme biologique des humains, qui leur impose de dormir un certain nombre d'heures sur un cycle de 24 heures. Mais les métrologues devront se mettre d'accord sur la définition de cette heure lunaire.

Ils devront également décider de l'endroit où les horloges-maîtresses seront placées. Comme sur Terre, l'altitude aura une incidence sur la vitesse à laquelle elles tourneront. Elles pourront être placées soit en orbite, soit sur le sol, ajoute Jörg Hahn, qui précise : "Nous avons commencé à en parler avec nos collègues de la Nasa."

Les journées lunaires pourraient même être définies différemment de celles de la Terre.

Les agences spatiales planchent également sur d'autres référentiels communs nécessaires – comme les cartes de la Lune et les systèmes de coordonnées à utiliser pour la navigation – au sein de l'Interagency Operations Advisory Group [Groupe consultatif interagences pour les opérations spatiales], un regroupement d'agences spatiales gouvernementales, et du Comité international des Nations unies sur les GNSS. Pour que les systèmes des différents pays soient interopérables, les référentiels devront faire l'objet d'un accord international, insiste Cheryl Gramling.

Avec l'aide de l'ESA, la Nasa développe un réseau de communication, LunaNet, qu'elle espère faire adopter par la communauté internationale. Il s'agit d'un ensemble de normes et de protocoles qui permettraient à tous les systèmes de navigation et de communication par satellites consacrés à la Lune de former un réseau unique similaire à Internet, quel que soit le pays qui les aura mis en place.

Définir l'heure lunaire n'est qu'une brique dans une vision beaucoup plus vaste. "L'idée est de créer un Internet qui couvrira tout le Système solaire, explique Cheryl Gramling. Et la première partie sera sur la Lune."

—Elizabeth Gibney
Publié le 2 février

ENVIRONNEMENT

Une crise de l'eau imminente

RESSOURCE — "Nous faisons désormais face à un risque de 40 % de déficit en eau douce d'ici à 2030, avec des pénuries graves dans les régions aux ressources déjà limitées", écrivent les auteurs du rapport de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau, dévoilé à quelques jours de l'ouverture de la Conférence des Nations unies sur l'eau organisée à New York du 22 au 24 mars. "C'est la première fois que le système mondial de l'eau est étudié en détail et que les risques encourus si on néglige le sujet sont clairement présentés, par pays", relève **The Guardian**.

La menace des sargasses

ALGUES — Plus de 8 000 kilomètres de longueur sur 400 kilomètres de largeur en moyenne, pour un poids estimé à 8,7 millions de tonnes : telle est l'importance du banc de sargasses qui s'étend dans l'océan Atlantique, de la Floride aux côtes africaines, et menace une nouvelle fois les écosystèmes marins et côtiers. La prolifération de ces macroalgues n'est pas un phénomène nouveau ; elle est même récurrente, mais elle atteint cette fois une ampleur record. Selon **USA Today**, elle est pour une grande part liée à l'activité humaine, notamment à cause "des engrais pour pelouse, des eaux usées ou encore du ruissellement agricole, qui rejettent toujours plus de polluants dans les rivières, les lacs et les océans".

Laissez paître les troupeaux !

MODE DEVIE — En Tanzanie, "le dérèglement climatique et les changements sociétaux sont les raisons principales de la dégradation des terres. Il faut y ajouter des pluies de plus en plus imprédictibles et des sécheresses plus longues", indique Joris Wiethase, écologue à l'université de York, au Royaume-Uni, et premier auteur d'une étude parue dans la revue **Scientific Reports**. Parmi ces changements sociétaux, il cite notamment l'abandon du pastoralisme, qui nuit à la qualité des sols, relève le site **The East African**.

ÉCONOMIE



Risques et périls des faillites bancaires

Finance. Pour sortir des fortes turbulences provoquées par la chute de la SVB et le rachat de Credit Suisse, il faudrait rétablir la confiance dans les banques. Et ce n'est pas si simple, explique cet hebdomadaire allemand.



—Die Zeit (extraits) Hambourg

Voilà quatorze ans et cinq mois que la banque d'investissement Lehman Brothers a fait faillite. C'était le 15 septembre 2008, un lundi. Tout au long du week-end, banquiers, gouverneurs de banques centrales, représentants des autorités bancaires et ministres des Finances avaient fiévreusement cherché à organiser son sauvetage.

De même, le week-end [des 18 et 19 mars], banquiers, gouverneurs de banques centrales, représentants des autorités et ministre des Finances ont planché fiévreusement pour trouver une solution à la situation chancelante de Credit Suisse. Cette impression de déjà-vu, les nouvelles règles [introduites après 2008] auraient pourtant dû l'exclure. Comment en est-on arrivé là ? Toutes les réformes financières n'auraient-elles donc servi à rien ?

D'une certaine façon, ce sont de mauvaises questions. La vérité, que le secteur bancaire et la classe politique se gardent de rappeler, est simple : les banques peuvent s'effondrer. Il s'agit d'entreprises. Et il arrive que les entreprises se trompent dans leurs calculs, prennent de mauvaises décisions ou n'aient pas de chance. La différence entre les institutions financières et les autres entreprises réside dans l'importance qu'ont les premières pour le reste de l'économie.

Comme des cafards. Si un gros constructeur automobile fait faillite, c'est tout aussi dramatique. La perte d'emplois et de recettes fiscales peut plonger toute une région dans la crise. Ces risques sont cependant bien plus importants et vont bien plus loin pour les banques, car elles font partie d'un système dont les ramifications mondiales sont bien plus grandes que tous les autres.

C'est la meilleure façon d'expliquer pourquoi l'effondrement d'une banque régionale de taille moyenne spécialisée dans les start-up comme la Silicon Valley Bank (SVB), en Californie, a fini par faire plonger Credit Suisse, une institution fondée en 1856. Les faillites de banque, c'est comme les cafards, explique David Kotok, un vétéran de Wall Street du cabinet de gestion de patrimoine Cumberland Advisors : "Elles se multiplient dans l'obscurité et n'arrivent jamais seules."

Autre vérité : les banques sont indispensables au bon fonctionnement de notre économie. On en voit déjà les effets, une semaine seulement après l'effondrement de la SVB. Ce sont surtout les banques régionales qui en pâtissent parce qu'elles se heurtent désormais à une grande méfiance et sont contraintes de réduire leurs prêts. Le secteur immobilier américain, dont l'activité était déjà ralentie par la

hausse des taux d'intérêt, risque un arrêt brutal. Cela aura un effet sur le bâtiment, moteur essentiel de l'économie aux États-Unis, et de là sur le marché du travail.

Voilà pourquoi les autorités s'efforcent toujours de sauver les banques. La SVB en est la plus belle illustration. Cette banque a connu une croissance agressive depuis quelques années. La direction et les autorités de surveillance ont tout simplement ignoré le risque alors qu'il grandissait. C'est à cette banque que les start-up prometteuses des États-Unis confiaient l'argent qu'elles avaient récolté auprès des investisseurs.

Quand ces investisseurs, parmi lesquels des poids lourds du capital-risque comme Peter Thiel, ont vu leurs investissements en danger, ils ont demandé à cor et à cri l'aide de l'État. Un État que nombre d'entre eux se plaisaient à qualifier d'inefficace et d'hypertrophié. Si on avait laissé tomber la SVB, les ardents défenseurs de la liberté du marché auraient de fait subi les lois de ladite liberté.

Cela aurait également signifié que des centaines d'entreprises novatrices se seraient retrouvées en difficulté dans le monde.

Le secteur immobilier américain risque un arrêt brutal.

Comme cette entreprise de l'Arizona qui fabrique des systèmes optiques pour l'industrie des semi-conducteurs. Son patron a appris aux informations que les liquidités que sa société détenait à la SVB avaient peut-être disparu. "On n'aurait même pas pu payer les salaires", confiait-il.

En revanche, les causes du sauvetage de la banque new-yorkaise Signature Bank ne sont pas aussi claires. Connue comme la banque des cryptospéculateurs, c'était aussi l'une des rares à financer des logements abordables – ou plus abordables – à New York. Quand on connaît la pénurie chronique de locations et le problème croissant des SDF dans la ville, on comprend pourquoi les autorités étaient prêtes à la sauver aussi.

↳ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

À peine les détracteurs de ce genre de mesures évoquent-ils un "moral hazard" ("danger moral") et dénoncent-ils l'impunité dont jouissent les banques que les lobbys du secteur demandent l'extension des garanties accordées à la SVB et la SBNY à toutes les banques américaines. D'abord pour deux ans. Pas besoin d'être prophète pour savoir ce qui se passera au bout de deux ans s'ils obtiennent gain de cause : les bénéficiaires seront privatisés, les pertes socialisées.

Spirale mortelle. Les règles qui devaient empêcher des situations comme celles de la SVB, la SBNY et Credit Suisse ne servent-elles donc à rien ? La réponse est simple : les nouvelles règles qui seront très probablement adoptées après ces événements n'empêcheront pas les banques de faire faillite. Les règles empêchent au mieux que des problèmes connus se répètent.

Car il y a un principe fondamental qu'on ne peut pas changer : une banque vit de la confiance de ses clients et de ses partenaires. Les règles ne font que créer un terrain qui justifie cette confiance. Une fois la confiance ébranlée, il est très difficile de la rétablir. Personne n'a envie d'apprendre un jour que son argent a disparu – comme le PDG de la start-up de l'Arizona. Clients et partenaires préfèrent ouvrir le parapluie et retirer leur capital avant. Et contribuent ainsi à la spirale mortelle.

Les autorités de régulation et les gouvernements tentent de restaurer cette confiance perdue en s'engageant. La confiance dans les institutions financières est ainsi remplacée par la confiance dans les institutions publiques. Si bien qu'à chaque crise le risque de perte retombe sur la collectivité.

C'est l'une des raisons pour lesquelles il faudrait une nouvelle réglementation. Mais les États-Unis, acteur majeur du marché mondial du capital, n'y ont jamais été prêts. Ils comptent tout simplement trop d'intérêts privés qui s'en sortiront cette fois encore. La vraie surprise de la crise financière 2023 serait qu'il en aille autrement.

—Heike Buchter
Publié le 20 mars

↳ Dessin de Côté paru dans *Le Soleil*, Québec.

Une crise peut en cacher une autre

Les turbulences du secteur bancaire, conséquence de la hausse des taux d'intérêt, vont se répercuter sur l'immobilier, prévient cet économiste libéral.

—The Spectator Londres

Alors qu'approche la fin de l'ère de l'argent quasi gratuit, la grande question est de savoir quelles seront les conséquences de la hausse des taux d'intérêt.

Nombre de gouvernements paraissent vulnérables. On s'inquiète pour le Royaume-Uni, dont la dette publique atteint désormais l'équivalent de près de 100 % de la production. Mais quid de l'Italie, où l'endettement s'élève à 150 % du revenu national ? Le pays succombera-t-il à un nouveau cercle vicieux d'envolée de la dette et de flambée du coût du crédit ? Combien de temps ses obligations



ANALYSE

seront-elles protégées par la faiblesse des taux d'intérêt de la zone euro et le filet de sécurité de la Banque centrale européenne ?

Quant au Japon, sa dette publique se monte désormais à 260 % [du PIB]. La Banque du Japon commence à s'interroger

sur la durée de sa politique monétaire particulièrement accommodante [son taux directeur, à -0,1 %, est toujours négatif], un aspect de son système financier qui ne posait guère question jusqu'alors.

D'autres banques commerciales pourraient faire faillite. Le doute plane depuis des années sur certains grands établissements européens, dont Credit Suisse. Son cours a dévissé, faisant craindre qu'elle ne soit la suivante sur la liste [elle a été rachetée le 19 mars par sa rivale UBS]. Sur les trois

derniers mois de 2022, ses clients, inquiets de sa santé financière, avaient retiré 120 milliards de dollars [112 milliards d'euros]. Mais le cours de son action décrochait depuis

longtemps déjà, ayant perdu 68 % l'année dernière. Pour ajouter à ces inquiétudes, même son principal actionnaire hésite à mettre la main à la poche pour lui venir en aide [le directeur de la banque saoudienne Saudi National Bank a en effet déclaré le 15 mars qu'il

n'investirait pas davantage, précipitant sa chute].

Ces établissements auraient dû tirer profit de l'augmentation des marges bénéficiaires qui accompagne généralement une hausse des taux d'intérêt. Seulement voilà, ces marges peuvent s'effriter si les banques se retrouvent à devoir déboursier plus pour attirer et retenir les dépôts de clients fébriles.

Fortes d'un niveau satisfaisant de fonds propres et de liquidités, les banques britanniques semblent relativement solides. La filiale britannique (rentable) de la Silicon Valley Bank (SVB) a d'ailleurs trouvé un acheteur, HSBC, sans faire courir un grand risque au contribuable. Mais en Californie, le sauvetage maladroit de la SVB

par les États-Unis pourrait bien déclencher d'autres crises, si les particuliers et les entreprises se mettent à prendre des risques en misant sur un renflouement au cas où la situation tournerait au vinaigre. En fait, la réaction musclée des États-Unis pourrait avoir déjà produit l'effet inverse en donnant l'impression que les problèmes immédiats pourraient être plus graves encore que ce que tout le monde imaginait.

Cela pourrait faire souffler un vent de panique sur d'autres marchés. Le gouvernement britannique et la Banque d'Angleterre insistent sur le fait que le système bancaire au Royaume-Uni est "financièrement sain". N'empêche : si la situation dégénère aux

États-Unis, il sera pratiquement impossible au Royaume-Uni d'éviter les retombées.

En dehors du secteur financier, des pans entiers de l'économie britannique ne ressentent pas encore pleinement les effets des hausses de taux d'intérêt de l'année dernière et de la réduction des mesures de soutien. Beaucoup de PME sortent à peine des plans de relance post-Covid. Elles pourraient bientôt être tenues de payer des taux trop élevés pour elles.

La réaction musclée des États-Unis pourrait faire souffler un vent de panique sur d'autres marchés.

Plus près de notre vie quotidienne, quid de l'immobilier ? La hausse du coût des prêts et l'incertitude économique croissante ont d'ores et déjà provoqué un net ralentissement du marché de l'immobilier et de la construction, en Europe comme aux États-Unis. Pour les particuliers, ce pourrait être la pointe visible de l'iceberg, à l'heure où les propriétaires cessent de bénéficier de prêts à taux réduit et doivent refinancer leur bien à des taux nettement supérieurs. Non seulement des particuliers risquent de perdre leur logement, mais cela pourrait entraîner une crise de l'immobilier inédite depuis le krach de 2008. La Banque d'Angleterre estime qu'une hausse prolongée de 1 % des taux d'intérêt pourrait faire fondre le prix des logements de 20 %.

L'immobilier à usage commercial, généralement prisé des investisseurs, est lui aussi menacé. La hausse des taux nuit grandement à l'attractivité du secteur. Les transactions étant plus coûteuses à financer, les appétits s'émoussent, entraînant une décre du nombre de projets – au détriment à la fois des investisseurs et de la productivité économique globale.

En 1992, Warren Buffet [milliardaire et investisseur américain] avait eu cette phrase : "Quand la mer se retire, on voit ceux qui nagent nus." À l'heure où la vague d'argent gratuit reflue et où remontent les taux, il faut s'attendre à nombre d'autres révélations désagréables.

—Julian Jessop
Publié le 18 mars



Il faut sauver Credit Suisse, coûte que coûte

●●● Le 19 mars au soir, le premier groupe bancaire suisse, UBS, annonçait le rachat de son rival Credit Suisse pour un peu plus de 3 milliards d'euros. Soit le tiers de ce qu'il valait encore à la veille de ce week-end de négociations fébriles. "L'accord, négocié à la hâte par le gouvernement suisse, marque la chute spectaculaire d'une institution vieille de 166 ans" et "le bouleversement le plus considérable du secteur bancaire mondial depuis la crise financière de 2008", observe **The New York Times**. Cette fusion est "le meilleur moyen d'assurer la confiance" et "la stabilité de l'ensemble du système financier mondial", défendait le président de la Confédération, Alain Berset. "Le gouvernement suisse a quasiment fait cadeau de l'un des fleurons de

la finance du pays", juge cependant **El Mundo**. La chute de Credit Suisse, qui "perdait la confiance des investisseurs et de ses clients depuis des années", s'était accélérée le 14 mars, rappelle **CNN**, quand la banque a "reconnu des 'failles' dans ses livres de comptes", alors que les faillites américaines de la Silicon Valley Bank et de Signature Bank avaient plongé le secteur bancaire dans une phase de turbulences. Il a fallu "un mariage forcé" pour convaincre la saine et profitable UBS d'absorber le canard boiteux Credit Suisse, une banque "trop grosse pour faire faillite", écrit **The Wall Street Journal**. Cet "accord à l'arrache, via des mesures d'urgence", a fait l'impasse sur "les règles prudentielles suisses", remarque **Le Soir**. Quand

El País s'inquiète des conséquences de la fusion sur la concurrence et sur les inévitables suppressions d'emplois. D'après le **Financial Times**, elles pourraient concerner "un tiers des 120 000 emplois" que compte le nouveau groupe. En Suisse, la presse déplore la disparition d'"un établissement qui a accompagné le développement" du pays, note **Le Temps**. Le quotidien s'insurge : "Credit Suisse ne devait pas tomber !" Cette fin "indigne" représente "un gâchis social (pour les emplois), économique (pour la réputation de ce pays) et une honte politique pour des dirigeants trop lents à agir", assène le **Tribune de Genève**. En résumé, "la Suisse se retrouve aujourd'hui plus petite et revient à une forme de normalité bancaire".

360

L'HISTOIRE OUBLIÉE DU WOODSTOCK BELGE

**Dans la fièvre
des sixties, une suite
de hasards a conduit
le petit village wallon
d'Amougies à accueillir
un festival de rock.
Quatre jours durant,
il a réuni population
rurale et jeunesse hippie,
deux mondes
aujourd'hui disparus.**

—Médor Bruxelles

On aurait pu se retrouver au café. Mais l'unique café d'Amougies n'ouvre qu'à 15 heures. Il est 11 heures. Sur la place du village et alentour, pas vraiment d'autre endroit où aller. Dit plus prosaïquement : c'est mort. Pas un resto, pas même une boulangerie.

Alors, après une tentative ratée à la maison communale [mairie] – qu'on n'avait pas prévenue et qui n'avait donc pas de pièce chauffée à nous proposer –, nous voilà chez lui. Chez Guy.

Guy Vandenhove, 75 ans, vit dans une petite maison de rangée à deux pas de ladite place. Jusqu'à il y a quelques années, il habitait avec sa mère. Mais elle est décédée. Alors aujourd'hui, il n'a plus que Saligot, son canari, pour lui tenir compagnie. *"Saligot, parce que, quand il prend son bain, l'eau spite [éclabousse] de partout."* Guy est président des Jacobs, une association de fumeurs de pipe (le but du jeu, trois fois par an, est d'être celui qui finit sa pipe le dernier, la *"nuit de l'homme"*, dit-il). Avant, il était membre de l'Harmonie. Qui a disparu. Guy ne connaît plus vraiment ses voisins. *"Les gens partent en voiture le matin, reviennent le soir, on ferme la porte, on ouvre son ordi, voilà. Hier, j'étais au bistrot, à 18 heures, il n'y avait que deux clients"*, enchaîne-t-il en sirotant son verre de rosé.

Je lui demande de me raconter la vie *"avant"*. Celle de 1969. Il me décrit un quotidien de village animé, celui des petits commerces, des supérettes, des épiceries qui vendent de tout, des gens qu'on croise à pied, à vélo, se retrouvent à la messe, ou alors comme lui *"à la messe d'en face"*, au bistrot, ouvert dès 9 heures. Je l'écoute et je n'arrive presque pas à m'imaginer que la petite commune



MAGAZINE

Un film contre la peine de mort en Iran • Cinéma	46
Découvrir l'Indonésie est un jeu • Jeux vidéo	47
Au Québec, les lecteurs avertis • Littérature	48
Gare à la flèche du Parthe • Histoire	50



← Quelque 70 000 festivaliers affluèrent à Amougies du 24 au 28 octobre 1969. Photo Archives-Collection particulière

d'Amougies, 957 habitants à l'époque [1 100 aujourd'hui], comptait 15 troquets, "sans compter tous les cafés derrière la porte", ces particuliers ou petits commerces qui ouvraient des bouteilles pour les habitués, sans licence, mais c'était toléré. "Le coiffeur chez qui on allait et dont on revenait avec une cuite", évoquera un autre témoin, qui estime à au moins une vingtaine ces bistrotts derrière le rideau.

À l'époque, les frères de Guy, Francis et Michel, tenaient une des deux brasseries du village. Guy, lui, était mécanicien à la filature Uco, disparue elle aussi, "alors qu'on était 332 à une époque". Mais il aidait également ses frangins. Chaque samedi, c'était la "tournée", du porte-à-porte pour livrer les gros bacs en bois, chargés de boissons. "Quasi tout le monde était client."

Pourquoi demander à Guy de me raconter l'Amougies de 69? Pas par amour de la carte postale, mais parce que dans ce minuscule village rural qui s'endort comme les autres, situé dans le verdoyant Pays des Collines, à deux minutes en voiture de la Flandre, il s'est passé en 1969 un truc de fou. Et que ce truc de fou, Guy est un des derniers à s'en souvenir.

La légende a rebaptisé ce moment de folie le "Woodstock belge". Parce qu'en 1969, du 24 au 28 octobre, Amougies, ses pâtures, ses champs, ses fermes, ses cafés et ses épiceries ont vu déferler une horde de hippies, jusqu'au mont de l'Enclus. Environ 70 000 (jusqu'à 100 000 pour les plus nostalgiques), le temps d'un festival unique de musique pop (on n'osait pas encore le terme "rock" à l'époque), free jazz et musique contemporaine. À l'affiche, 500 musiciens, 40 groupes. Des formations anglaises et françaises, des têtes d'affiche comme Pink Floyd, Yes, Ten Years

After, mais aussi des groupes en devenir, Colosseum, Captain Beefheart. Ou encore des virtuoses du free jazz, comme le saxophoniste américain Archie Shepp et surtout... Frank Zappa en Monsieur Loyal.

Partout, pendant cinq jours, des corps allongés dans les pâtures, des grappes de beatniks errant dans les rues, vestes en fourrure et bandeau sur le front. Des épiceries dévalisées. Mais comment cet événement hors norme a-t-il pu voir le jour ici, dans ce "village où il ne se passe jamais rien", comme le décrit le quotidien *Nord Éclair* [publié à Roubaix] en octobre 69?

Retour en octobre 1969, donc. L'été précédent, il y a eu la ferveur de Woodstock (dans l'État de New York) et son demi-million d'âmes. Et surtout, il y a eu l'île de Wight – l'île de Wèët, dit-on ici à Amougies – et sa centaine de milliers de hippies venus prier Bob Dylan et consorts. Critique de la société de consommation, besoin de liberté, un mouvement est en train d'émerger, et un peu partout des initiatives d'une contre-culture balbutiante fleurissent, faisant converger une jeunesse désireuse de communion autour de nouveaux sons.

C'est Jo Dekmine, patron du Théâtre 140 à Bruxelles, qui est à l'origine de ce tsunami wallon. "Un gars engagé dans la bonne musique, le genre de mec qui programmat déjà Brigitte Fontaine ou Jacques Higelin et faisait venir des groupes anglais de rock et de bossa-nova. Il avait déjà accueilli Pink Floyd avant 68", se remémore Jean-Noël Coghe, journaliste français installé alors à Watrelos, à la frontière française, et l'un des instigateurs du festival d'Amougies. Jo Dekmine vient tout juste de lancer le Pop festival à Deurne [à Anvers], où il programme des jeunes groupes comme The Nice, Yes ou Colosseum.

Les 6 000 places sont parties si vite qu'il rêve d'exporter l'aventure à Paris.

Jean-Noël Coghe part en éclaireur dans la capitale française, où il va se mettre en cheville avec un certain Jean Georgakarakos (dit "Karakos"), "un jeune fou", fan de free jazz, qui vient de monter une maison de disques, BYG, et s'apprête à racheter un petit journal alternatif parisien, *Actuel*.

"On est en juillet, je lui explique le projet, on part prendre un p'tit déj, et le gars me dit banco !" Pour octobre, ça va être serré. Mais jouable. Sauf qu'"en France, ce grand pays qui a tout découvert après les autres", se marre Jean-Noël Coghe, c'est niet. Le gouvernement, refroidi par le chaos de Mai 68, ne compte pas donner son autorisation à ce groupe de jeunes chevelus.

"Ces jeunes gens avec leurs cheveux longs, leurs chapeaux un peu spéciaux, c'était une drôle de chose. Ça faisait peur au village."

Guy Vandenhove,
HABITANT D'AMOUGIES

C'est donc vers la Belgique que se tourne l'équipe du festival. Tournai dira d'abord oui, avant que le ministère de la Défense n'interdise l'affaire... le 17 octobre, moins de dix jours avant le démarrage. Ici aussi, les hippies inquiètent. Refus également à Courtrai, Ruien, Antoing. Ça sent mauvais.

Puis, miracle, le 18 octobre, *Nord Éclair* titre : "Les hippies iront à Amougies."

Le bourgmestre libéral d'Amougies, André Callebaut, patron des chocolats du même nom, a 40 ans. C'est son premier mandat. Il a envie de tenter le coup, de faire parler de sa commune. Et d'en tirer du bénéf. Sa condition : que tout le matos des festivaliers provienne des commerces locaux. Beurre, viande, bière, pain, fils électriques, pommes de terre, soupes en boîte et peignes. Tout. C'est OK. Le commissaire de l'arrondissement de Tournai, Frans Taquet, soutient l'initiative. Mais où planter le chapiteau de 5 500 mètres carrés ? Un fermier du coin, Charles Decock, a bien une pâture, assez grande et plane. Et, oui, il veut bien "rendre service". "Si ça peut aider."

Thérèse Decock, sa fille, me montre, un matin glacial de décembre, en contrebas de sa maison, la fameuse prairie (6 000 mètres carrés, quand même). Ensemble, on regarde... un gros bout d'herbe, donc. Mais surtout, elle me raconte cette après-midi un peu folle, où un gars (Karakos) a débarqué à la ferme en grosse voiture – une vieille Jaguar, selon Jean-Noël Coghe – avec son assistante pour signer le contrat. "Il fallait inscrire que papa était d'accord pour que le festival se fasse sur sa pâture. Elle avait sa machine à écrire, elle l'a sortie et a tout vite tapé. Le monsieur a ensuite demandé s'il pouvait passer des coups de téléphone, pour confirmer. Et à 17 heures, sur Salut les copains [émission d'Europe 1], ils annonçaient que le festival aurait lieu à Amougies."

Pendant le festival, Thérèse se rappelle l'ambiance fiévreuse. Un truc un peu mystérieux et assez excitant. Ses sœurs s'occupaient du parking – des hectares de champs envahis de voitures, garées pour 20 francs belges [soit le prix de deux pintes de bière ou de trois baguettes], "l'argent c'était pour l'association du troisième âge".

"Les gens demandaient s'ils pouvaient dormir dans nos greniers à foin. Et papa disait oui. Il allait dans les greniers,



il discutait. Tous ces jeunes étaient là, dans le foin, ça fumait, on ne se disait même pas que ça aurait pu prendre feu."

Yves, son mari – il ne l'était pas encore tout à fait, à l'époque –, qui avait assisté au concert de Ten Years After sur la pâture avec une bande de copains, se souvient de toute cette foule, affalée à terre, avec des petites couvertures. Et cet épais brouillard de fumée, dans le chapiteau.

"Il n'y avait pas de poubelles, les détritrus jonchaient le sol. Mais c'était un peu comme quand on ramassait les patates dans les champs. Il y avait toujours du monde pour aider", ajoute Thérèse. Le couple nous emmène faire un petit tour en voiture pour se faire une idée.

Il reste toujours beaucoup de champs, de pâtures. Mais le monde agricole s'est transformé. À perdu ses gens. Ici comme ailleurs, les petites fermes ont disparu, au profit de grosses exploitations. Rien que depuis 1990 le nombre d'exploitations a chuté de plus de 50 % en Wallonie, quand la superficie moyenne des exploitations a plus que doublé.

Un peu plus loin, chez Jean-Jacques Busine – lui revenait de l'armée, la boule à zéro, quand il a vu déferler les hippies –, on nous rappelle une époque où des petits fermiers faisaient vivre leur famille entière avec quelques hectares. "Mes grands-parents, avec leurs 22 hectares, avaient une des plus grandes exploitations d'Anserœul." Pour info, la taille moyenne des exploitations dans la commune de Mont-de-l'Enclus [qui regroupe depuis 1977 Anserœul et Amougies notamment] est désormais de 39 hectares. "Les petites et moyennes fermes, quand elles sont vendues, ça devient des gîtes, c'est racheté par des promoteurs. Il y a même un Flamand qui a fait un manège pour ses chevaux."

Guy Vandenhove, lui, se rappelle les caisses de bières que ses frères acheminaient du côté du chapiteau – la



Frik Pils, la Vieille des Flandres, la Peter Jan, la Geuze, pour 10 ou 12 francs [belges de l'époque]. Il avait 22 ans à l'époque. "Vers 17 heures, on allait avec les brouettes ramasser les bouteilles vides. Il faisait assez froid, alors, nos bacs en bois, bah, les hippies les brûlaient pour se réchauffer. Ces jeunes gens avec leurs cheveux longs, leurs chapeaux un peu spéciaux, leurs écharpes un peu spéciales, c'était une drôle de chose. Ça faisait un peu peur au village."

Mais pour Guy et ses brasseurs de frères, comme pour tous les commerçants du coin – excepté le vendeur de fleurs artificielles, qui n'a pas su fourguer la moindre fausse pâquerette –, les chevelus "un peu spéciaux" sont avant tout une aubaine commerciale.

Le Soir [quotidien de Bruxelles] du 27 octobre 1969 évoque "120 000 petits pains, 90 000 bouteilles de bière sans alcool, près de 100 000 saucisses, des frites comme s'il en pleuvait !" *Le Courrier de l'Escaut* [un autre journal belge], lui, préfère compter les saucisses dans leur longueur, annonçant une ribambelle totale de 24 kilomètres. Sur la place d'Amougies, le café La Fanfare – devenu le bureau Bpost [la poste belge, privatisée] – accueille les festivaliers. On y dort, comme on peut, pour 20 francs belges la nuit, et le patron installe une baignoire à l'extérieur, où l'on se lave les dents, tout en écoutant les sermons de Mouna, grand prêtre libertaire de l'époque, toujours à bicyclette, qui harangue les foules pour prôner la paix et fustiger l'arme atomique.



← ← Tony Reeves, bassiste du groupe de rock anglais Colosseum.

← Un chapiteau de 5 500 m² accueillait groupes et public.

↓ Le pianiste sud-africain Chris McGregor et le contrebassiste américain Alan Silva.

Photos Jean-Paul Margnac



Des navettes font Paris Porte de la Chapelle-Amougies trois fois par jour, les voitures et bus affluent de partout, de Belgique, de France, d'Angleterre, des pays du Nord.

Et la presse locale, surexcitée, n'a qu'une question en tête : "C'est quoi, des hippies?"

Le micro-trottoir de Nord Éclair est catégorique : "Il paraît que ce sont des Anglais qui courent tout nus." Les plus téméraires (Nord Matin [un autre journal du Pas-de-Calais, aujourd'hui disparu]) vont au contact : "J'ai rencontré un drôle de Christ. Veste de velours amarante, barbe, foulard au front; un chardon dans la main. Je lui ai demandé : 'Que faites-vous dans la vie?'"

— Rien, comme vous d'ailleurs.

— Mais moi je travaille; je suis journaliste, syndiqué et cotisant à la Sécurité sociale...

— Vraiment, vous ne faites rien. Ça ne veut rien dire ce que vous faites. [...] L'important, c'est d'abord de se connaître soi-même. Après, tu te rends compte que tout ce qui nous entoure s'écroule, parce que cela ne correspond à rien."

Nord Matin, à qui on ne la fait décidément pas, s'étonne : "Les filles étaient jolies, extravagantes parfois. Pas hippies pour deux sous pour certaines; un peu 'gosses de riches'" La légende locale raconte qu'on aurait vu de "belles" voitures se garer, des messieurs en costard en sortir, se déshabiller et se déguiser en hippies, pour aller rejoindre le chapiteau.

Guy, lui, entre deux ramassages de bouteilles, n'avait pas le temps de se poser des tas de questions. "Mais on prenait notre quart d'heure pour écouter. Je me souviens de cette scène de bien dix mètres de long. C'était la première fois que je voyais ça. Et la musique, c'était, bah très 'spécial', on ne connaissait pas du tout. Nous, on n'avait rien d'autre qu'un petit poste de radio tout simple, on écoutait Adamo, Mireille Mathieu, Johnny, Sheila."

Il faut aussi se remettre dans cette période d'ébullition, faite d'interdictions et d'éclosions éphémères et non concertées. "Tout ça, c'est né spontanément. Ça correspondait à un besoin intérieur des gens de se regrouper, se rappelle Jean-Noël Coghe. Les groupes ne passaient pas à la télé, il y avait un côté magique de devoir aller sur place pour découvrir des choses. Il n'y avait pas encore de principe de tournées, où l'on suit des groupes. Ce n'était pas créé avec des logiques commerciales bien rodées. Mais très vite, le rock a été avalé, ingurgité, on en a fait quelque chose de respectable, car ça permettait de faire des recettes, de gagner de l'argent." Aujourd'hui, est-ce qu'un Amougies serait possible? "Certainement pas."

À l'époque, même si Woodstock était déjà passé par là, l'événement n'était pas encore entré dans la légende. Surtout pas en Europe. Pour entendre ces nouveaux sons bouillonnants d'Angleterre, il [fallait] écouter la radio pirate Caroline ou Radio Luxembourg. Et puis avoir les moyens de se payer des vinyles.

Après ses cinq jours de fièvre sans heurts, Amougies est en tout cas retourné à son statut de village sans histoires. Karakos avait annoncé remettre le couvert, et pourquoi pas ici? Mais le bilan est catastrophique pour l'organisateur, qui ressort rincé du festival avec 30 millions de francs [français] de dettes [37,6 millions d'euros en tenant compte de l'inflation]. Il ne parviendra pas à relancer la machine, malgré quelques tentatives au Mans ou à Biot (sud de la France)... "Il mettra quinze ans à rembourser ses dettes d'Amougies", raconte Jean-Noël Coghe. Info impossible à vérifier, mais ce qui est sûr, c'est que, malgré les quelques captations, aucun film ne pourra être diffusé largement, pour une obscure raison de conflit avec Pink Floyd, en lien avec les droits d'auteur. Pas de diffusion, pas de légende...

Amougies retombera doucement dans l'oubli. Le cercle d'histoire locale a effectué un travail de fourmi dans les archives de la presse, certains se sont mobilisés le temps d'une exposition anniversaire ou de tentatives ratées de revival, mais, de toute façon, la culture, ici, ça ne vit pas. Ça vivote. Ledit cercle d'histoire, moribond, a perdu son local – repris par la commune pour une restructuration de la bibliothèque. Le centre de lecture peine à attirer autour de ses activités. Le dernier cinéclub n'a attiré que cinq personnes. À Mont-de-l'Enclus, à la maison des randonneurs, le mari de Thérèse Decock, Yves Schepens, cherche la recette miracle pour faire venir des locaux dans ses expositions.

Aujourd'hui, Amougies la joue tranquille. Mais une nouvelle forme de tranquillité. Pas celle de 1969, où la messe était dite comme il faut chaque dimanche (et même plus), où la commune comptait deux écoles (fermées en 2005), où l'industrie faisait vivre une bonne partie du village, dans les usines textiles (Uco, fermée en 1990) et Guisset (fermé en 1984), ou dans la scierie ou la fabrique de meubles Cousaert, une institution régionale et dont il ne reste à Amougies qu'un showroom un rien désuet, "Sélection Meubles", et son slogan publicitaire : "Un jour ou l'autre, vous y viendrez."

Ceux qui viennent ici, désormais, ce sont surtout des Flamands. Totalement absents en 69, ils représentent au moins 45 % de la population de Mont-de-l'Enclus, selon le bourgmestre. Voire plus. Attirés par un paysage préservé, ils s'expatrient juste de l'autre côté du mont (la frontière [de la région] flamande traverse le mont de l'Enclus), profitant d'un marché immobilier moins saturé et moins cher, qui a su davantage résister à la fièvre constructrice. Résultat, les prix ont explosé cette dernière décennie, hissant la commune de Mont-de-l'Enclus au deuxième rang des communes les plus chères du Hainaut, en 2020, avec une hausse de 32,5 % des prix en une année. La commune s'embourgeoise, et plus on s'approche du mont et de ses belles vues panoramiques, plus les prix explosent. En 2019, le bourgmestre (toujours) libéral a même dû interdire les panneaux "Te Koop" ["à vendre", en néerlandais] qui fleurissaient partout, obligeant les agences immobilières à écrire leurs pancartes aussi en français.

Sur le mont, jadis truffé de dancings, où l'on venait de loin pour sortir le week-end, on s'est réorienté vers un tourisme familial, propre et pépère. On vient se balader, admirer la vue, manger un petit plat, dans une brasserie bien tenue, puis on repart. Le bourgmestre, Jean-Pierre Bourdeaud'Huy, assume son choix de gestion d'une commune "tranquille, qui préserve le cadre de vie, refuse les zonings et les cheminées polluantes". Sur les recettes annuelles de la commune, la moitié provient des taxes additionnelles sur l'impôt des personnes physiques et le précompte immobilier [taxe foncière]. "Ici, le taux de chômage est quasi nul", explique-t-il, même si "moins de 5 % des habitants vivent et travaillent sur la commune."

Mais surtout, ce qui revient dans toutes les conversations de cette cité devenue dortoir, ce sont... les grilles. Celles qui poussent autour des propriétés, un peu partout. Et qui nous rappellent cette drôle d'impression qui nous avait traversée, la première fois qu'on était venu ici. En arrivant à Amougies, juste avant de traverser le petit pont qui enjambe le cours d'eau local (la Rhosnes), il y a un panneau. Rouge. Inratable. Sur ce panneau, une silhouette noire, bonnet noir, enjambe une fenêtre – un cambrioleur, évidemment. Et en lettres capitales, sur trois lignes, on peut lire ceci : "LES VOISINS VEILLENT". C'est sûr, les hippies, les kilomètres de saucisses et les cuites à La Fanfare ne reviendront plus à Amougies.

— Chloé Andries
Publié le 2 mars

SOURCE



MÉDOR

Bruxelles, Belgique

Trimestriel, 7 000 ex.

medor.coop

Ce magazine indépendant publie depuis 2015 des enquêtes et des récits sur des sujets liés à la Belgique. Il a pour objectif de créer "un nouveau processus pour construire l'information". Le trimestriel est organisé en coopérative et sa rédaction en chef est tournante. Son graphisme est réalisé sous logiciel libre et une partie de sa distribution se fait à vélo.

plein écran.



☞ Reyhaneh Jabbari (centre) lors de son procès à Téhéran, en 2008-2009. Image extraite du documentaire *Sept hivers à Téhéran*. Photo Nour Films



c'était beaucoup moins dangereux. C'était une grande marque de confiance. En 2017, j'ai donc rencontré Shole Pakravan, la mère de Reyhaneh. C'est à ce moment-là que j'ai su que je devais – et voulais – faire ce film.

Shole et ses deux filles venaient de quitter l'Iran.

Oui. Après l'exécution de sa fille, Shole a continué à se battre contre la peine de mort. Avec d'autres femmes, dont certaines avaient perdu des enfants pendant la répression des manifestations du "mouvement vert" en 2009 [après la réélection du président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad], elles ont dénoncé les détentions arbitraires. Elles étaient soumises à des interrogatoires répétés, leurs filles étaient menacées. Quand une amie et camarade militante de Shole a été arrêtée, il est devenu évident qu'elles devaient quitter le pays.

Le père de Reyhaneh, Fereydoon Jabbari, vit-il toujours en Iran? C'est la seule personne que vous interviewez en vidéo.

Oui, l'administration refuse de lui délivrer un passeport valide, et il n'est vraisemblablement pas près d'en recevoir un. Toutes les autres personnes, y compris les anciennes codétenues de Reyhaneh [qui témoignent dans le film], ont quitté l'Iran. Il aurait [sinon] été trop dangereux pour elles de me parler. *Sept hivers à Téhéran* est un film contre la peine de mort. La peine de mort est fondée sur la charia et sur le Coran. Ce qui revient à dire que ce film s'élève contre la parole de Dieu.

Avez-vous essayé d'interroger la famille de l'homme poignardé, Morteza Abdolali Sarbandi?

Je ne les ai pas approchés. Ce n'est pas un travail journalistique, j'adopte clairement le point de vue de la famille Jabbari. Un film implique toujours de choisir, on ne peut pas tout y mettre.

Sept hivers à Téhéran parle aussi du système judiciaire en Iran et du concept de vengeance qui autorise la famille de la victime à déterminer le châtiment. Le plus frappant est que l'on finit par comprendre Jalal Sarbandi, le fils aîné de l'homme [qui a tenté de violer la jeune Iranienne], quand bien même il ne s'oppose pas à la pendaison de Reyhaneh.

C'est une des choses qui m'ont le plus touchée chez la mère de Reyhaneh, Shole. Comment elle a tenté de tisser un lien avec Jalal et de le comprendre. Pour moi, Jalal est lui aussi une victime du patriarcat en Iran. Même si, bien sûr, Shole hésite toujours parce qu'au bout du compte, c'est tout de même lui qui condamne sa fille.

Jusqu'au dernier moment, il reste la possibilité qu'il lui pardonne. Finalement, non seulement il est responsable de sa

Repères

UN DOCUMENTAIRE BOULEVERSAANT



"Ce n'est pas un film qui se regarde facilement. C'est un film qu'on doit endurer.

Mais qu'il faut

visionner à tout prix", prévient la *Berliner Zeitung*. *Sept hivers à Téhéran* est le premier long-métrage de l'Allemande Steffi Niederzoll, 41 ans. Il retrace l'histoire de Reyhaneh Jabbari, une Iranienne pendue en 2014 pour meurtre. Elle avait 26 ans. En se défendant contre un homme qui tentait de la violer, elle l'a poignardé et tué. Sa famille l'a accompagnée tout au long de son chemin de croix judiciaire, depuis son arrestation jusqu'à l'exécution de la peine, en passant par les séances de torture, la parodie de procès et les épreuves de la prison. Le film offre un éclairage bouleversant sur la condition féminine en Iran et entre en douloureuse résonance avec le mouvement de contestation qui a démarré il y a six mois.

"C'est un film contre la peine de mort en Iran"

L'Allemande Steffi Niederzoll a réalisé le documentaire *Sept hivers à Téhéran*, qui sort en salle ce 29 mars. Il raconte le destin de la jeune Iranienne Reyhaneh Jabbari, broyée par le système pénal et carcéral de son pays.

— Die Tageszeitung (extraits) Berlin

DIE TAGESZEITUNG Steffi Niederzoll, votre documentaire existe grâce à des enregistrements sonores de Reyhaneh Jabbari en prison. Comment ces documents et les textes [qu'elle écrivait en détention] vous sont-ils parvenus?

STEFFI NIEDERZOLL Reyhaneh avait droit à un coup de téléphone de deux minutes par jour. Et en 2014, sa mère a enregistré leurs conversations. C'est ainsi qu'il a été possible de faire sortir assez rapidement des textes de la prison, sans passer par l'administration pénitentiaire.

La ligne téléphonique n'était pas surveillée?

Si, et ça ne marchait pas à tous les coups, elles étaient écoutées.

Dans votre film, on voit également des images prises de l'intérieur de la prison d'Evin [à Téhéran].

Certaines personnes ont pris des risques insensés pour faire entrer des téléphones portables et faire sortir ces photos. Je n'aurais jamais pu faire ce film sans le courage de tous ces Iraniens et Iranienues.

Comment l'histoire vous est-elle parvenue quelques années plus tard?

Par hasard. À l'époque, j'allais souvent à Istanbul où, en 2016, un ami iranien m'a présenté des membres de la famille de Reyhaneh. Nous avons sympathisé et, un jour, ils m'ont demandé si je ne voudrais pas faire un film à partir des enregistrements audio et vidéo réalisés pendant l'incarcération de Reyhaneh. En Iran, ils n'avaient personne à qui se fier. Pour moi, en tant que ressortissante allemande,

CINÉMA

JEUX VIDÉO

Découvrir l'Indonésie est un jeu

La sortie en janvier d'*A Space for the Unbound* a confirmé la présence de l'archipel sur la carte mondiale des jeux vidéo. Exploration d'un pays plein de potentiel créatif.



—The Straits Times *Singapour*

S'il y avait un endroit où Warji Utama ne s'attendait pas à trouver un vendeur de *mie bakso*, un plat de nouilles indonésien avec des boulettes de viande, c'était bien dans un jeu vidéo. Pourtant, plus il jouait à *A Space for the Unbound*, plus l'atmosphère lui paraissait familière, emplie de références connues comme les nouilles instantanées de la marque Indomie ou les salades *rujak*, une spécialité indonésienne à base de fruits et légumes. "Ce sont des choses que je vois partout chez moi. Le jeu est tellement bien fait et captivant que je l'ai fini d'une seule traite", explique ce joueur indonésien.

Il n'est pas le seul à faire l'éloge de ce titre produit par le studio Mojiken, établi à Surabaya [la deuxième plus grande ville d'Indonésie, capitale de la province de Java-Est]. Vendu pour [19,50 euros sur Steam] et disponible sur PC et consoles, ce jeu, paru en janvier, a rencontré un large écho positif auprès des critiques de la presse internationale, avec son récit émouvant et son esthétique rétro et pixelisée.

A Space for the Unbound est le dernier d'une série de jeux indonésiens récemment acclamés par la communauté des joueurs, et qui invitent à découvrir la culture de l'archipel. L'action se déroule dans une petite ville rurale de l'Indonésie des années 1990, l'idée étant [toutefois] de restituer l'atmosphère de Surabaya, explique Eka Pramudita, directeur du studio Mojiken.

Outre la nourriture, les joueurs indonésiens ou connaissant bien l'archipel ont

également noté plusieurs références à certains sites célèbres de Surabaya, les manières provinciales des personnages et les hommages à certains films. "Au départ, l'objectif était seulement de réaliser une sorte d'instantané de notre ville, avec ses quartiers, ses habitants, leur quotidien et toutes leurs petites routines, résume Eka Pramudita. On voulait aussi que ce soit véritablement crédible et que les gens puissent s'y identifier. Pour nous, c'est naturel de décrire la culture de la manière la plus authentique possible."

Boisson traditionnelle. Il fallait aussi produire un jeu de qualité – point sur lequel les critiques montrent que Mojiken a tenu sa promesse.

En 2020, c'est le jeu *Coffee Talk*, de Toge Productions, qui avait retenu l'attention. Ce simulateur de café invite les joueurs à servir des boissons et à participer aux conversations des clients de leur commerce. Il compte aujourd'hui une large communauté de fans en ligne et a été bien noté par plusieurs médias spécialisés [américains] respectés comme *Kotaku* et *IGN*.

A Space for the Unbound est également publié par Toge Productions. Pour son directeur, Kris Antoni, le succès de ces jeux démontre que l'Indonésie et sa région peuvent produire des titres de qualité.

Il est fier de voir que ces jeux font découvrir certains aspects de la culture indonésienne aux joueurs du monde entier. Dans *Coffee Talk*, par exemple, il est possible de commander un STMJ ou *susu telur madu jahe*, une boisson traditionnelle

Image du jeu indonésien *A Space for the Unbound*. Photo capture d'écran YouTube/Mojiken Studio/Toge Productions

à base de lait, d'œuf, de miel et de gingembre. Sur Internet, il a d'ailleurs vu des vidéos d'internautes essayant de réaliser cette recette. Il précise : "Nos jeux sont destinés à un public mondial, mais ils regorgent d'éléments de la culture locale. Si vous y jouez, vous verrez qu'il y a quantité de clins d'œil à l'Indonésie et aux cultures d'Asie du Sud-Est."

Certains sont peut-être surpris de découvrir que l'Indonésie peut produire des jeux récompensés par la critique, et Eka Pramudita comprend leur étonnement, dans la mesure où l'industrie est encore balbutiante dans la région. Il est néanmoins certains que la tendance s'amplifiera à mesure que les outils et programmes de conception des jeux deviendront plus accessibles. De plus en plus d'écoles proposent désormais des formations dans le développement de jeux vidéo. "Je pense que notre industrie a un très bel avenir", déclare-t-il.

Un terreau fertile. S'ils sont encore peu nombreux, les développeurs indonésiens sont en pleine ascension. Cipto Adiguno, président de l'Association indonésienne du jeu vidéo, explique que le gouvernement soutient activement le secteur. Il propose des bourses de voyage pour assister à des événements, des aides financières pour soutenir les projets en phase initiale et des mentorats pour les équipes en place.

"Les jeux sont à la confluence de l'art et de la technologie, et la richesse de la culture indonésienne en fait un excellent terreau pour la créativité, poursuit Cipto Adiguno. Aucun des jeux indonésiens salués par les joueurs et distingués par des récompenses ne repose sur une prouesse technologique. On pourrait même dire qu'ils sont extrêmement conventionnels, ils n'utilisent même pas les techniques de monétisation modernes. Ce sont les histoires qu'ils racontent et leur qualité artistique qui les placent au-dessus des autres."

Selon les chiffres du ministère du Tourisme et de l'Économie créative indonésien pour 2021, l'industrie du jeu vidéo a rapporté près de 1,5 milliard d'euros. Les développeurs comme Eka Pramudita et Kris Antoni tiennent à maintenir cette dynamique, tous les deux ont des jeux en cours de développement. La suite de *Coffee Talk* est attendue en avril, et Toge Productions planche également sur un jeu d'horreur et survie qui se déroule dans une montagne indonésienne.

"Il y a tellement de cultures différentes dans le monde, mais les gens se contentent de celles qui prédominent dans les médias, comme la fantasy médiévale occidentale, les Égyptiens, les Vikings ou les Japonais, remarque Kris Antoni. L'Asie du Sud-Est possède une grande richesse culturelle et historique, c'est un vivier encore inexploré."

—Hariz Bahardin
Publié le 25 février

condamnation à mort, mais en plus c'est lui qui doit appuyer sur le bouton qui ouvre la trappe sous les pieds de Reyhaneh.

C'est d'une perversité extrême qu'un État délègue le droit de vie ou de mort à un citoyen. Cela soulève d'immenses questions. Qu'est-ce que la vie, qu'est-ce que le pardon, qu'est-ce que la vengeance ? Jalal hésite, d'un côté il veut faire preuve de compréhension et pardonner et, de l'autre, il veut venger son père. Il faut se dire que cette famille a perdu un de ses membres et qu'elle doit affronter cette souffrance.

Entre la condamnation de Reyhaneh et son exécution, cinq années se sont écoulées. Ce genre de délai est-il courant ? Ce n'est pas inhabituel dans un système aussi profondément corrompu. La famille de Reyhaneh a elle aussi payé des pots-de-
vin pendant des années pour faire passer son dossier en dessous de la pile.

D'autres manifestants et manifestantes ont été exécutés récemment en Iran. Quel effet espérez-vous avoir avec ce film ? Je voudrais que ce film montre que, derrière les chiffres, il y a des destins particuliers. Derrière chaque manifestant exécuté, il y a une mère comme Shole Pakravan et il y a un père comme Fereydoon Jabbari. Je veux montrer comment la violence se reproduit. Les manifestations ont montré au monde entier à quoi ressemblait la situation des femmes et de leurs droits en Iran. Mais cette violence institutionnalisée n'a pas commencé avec Reyhaneh ; elle s'exerce depuis des années.

—Propos recueillis par
Julia Hubernagel
Publié le 18 février

Rendez-vous

PROJECTION EN AVANT-PREMIÈRE

Lundi 27 mars, nous vous invitons à découvrir *Sept hivers à Téhéran* en présence de Shole Pakravan, la mère de Reyhaneh Jabbari. La séance sera suivie d'un débat animé par Bachir El-Khoury, chef du service Moyen-Orient à *Courrier international*.

Rendez-vous à 19 heures au cinéma *Silencio des Prés* (22, rue Guillaume-Apollinaire, 75006 Paris).

Flashez ce code QR afin de réserver votre place pour cette séance.



culture. 

Au Québec, les lecteurs avertis

Les “traumavertissements”, qui signalent que le contenu d’un livre pourrait déranger, choquer ou indigner, se multiplient. Décryptage.

— **Le Devoir** (extraits) Montréal

Les avertissements et les *trigger warnings* [TW] se détectent maintenant dans le monde du livre québécois. Certains éditeurs les réfutent par crainte d’infantiliser le lecteur. D’autres les ajoutent désormais pour prévenir d’un récit choc et de contenus sensibles, encore par bienveillance envers le lecteur, pour le protéger d’une mauvaise surprise, ou pour recontextualiser un livre. Ou encore, avec une paradoxale ironie, pour se moquer des *trigger warnings*.

Le dernier roman de David Goudreault, *Maple* [Stanké, 2022], s’ouvre sur un TW inusité : “*Cette œuvre de fiction déborde de violence, de références explicites au racisme, au multiculturalisme, à l’homophobie, à la claustrophobie, aux drogues dures, à la misandrie, à la misogynie, à l’exploitation sexuelle, aux homicides, aux féminicides et au suicide.*” “*Lecteurs sensibles, abstenez-vous. À l’aventure!*” termine l’auteur, qui a proposé ce TW “*pour se moquer du climat de vertu et de bien-pensance qui prend place dans le milieu*”, indique Marie-Ève Gélinas, directrice littéraire fiction chez Librex.

Aux éditions La Mèche, l’ouvrage *Y avait-il des limites si oui je les ai franchies* mais c’était

par amour ok [en France chez Le Nouvel Attila, 2023], de Michelle Lapierre-Dallaire, est le seul livre avec un TW posé aussi à la demande de l’auteur. “*C’est un livre qui est vraiment brutal, développe l’éditeur Sébastien Dulude, bouleversant, très, très difficile à lire.*” Pour lui, le TW fait partie de “*toutes ces informations qu’on donne aux lecteurs sur un livre. Sur la couverture [québécoise] du livre de Lapierre-Dallaire, il y a le dessin d’une vulve, aussi. On sait dans quoi on s’embarque.*”

Par la couverture, le titre, le texte à l’arrière du livre – cette page qu’on appelle la “quatrième de couverture” –, l’éditeur sème les informations, explique l’éditeur de La Mèche. Elles servent à trouver le bon lecteur... et à en filtrer quelques autres au passage, qui reposeront le livre aux étals en se disant que ce n’est pas pour eux.

Le droit de déranger. La même réflexion habite les Éditions du remue-ménage, où on refuse pourtant les TW. “*On essaie d’être le plus exhaustif possible sur la quatrième de couverture ou dans le sous-titre*”, illustre la responsable des communications et de la commercialisation, Stéphanie Barahona. “*Comme pour le livre Mettre la hache. Slam*

western sur l’inceste”, de Pattie O’Green (2015). “*Ensuite, la façon dont le livre est édité (sensitivity reader), la façon dont nous en parlons (argumentaire), les réseaux que nous investissons (communications), les événements auxquels le livre participe, tout cela donne ses coordonnées au livre.*”

“*Bref, nous tentons d’avoir des pratiques de commercialisation (les moyens) en adéquation avec le sujet (les fins) d’un livre. Il s’agit plus d’un processus qui prévient l’instrumentalisation et la prolifération d’un trauma et qui assure de préserver l’authenticité de la prise de parole des autrices*”, poursuit M^{me} Barahona.

“*Si on allait là, tous nos livres, à un niveau ou à un autre, devraient porter des TW et des CW*” [pour *content warning*, “avertissement sur le contenu”], réfléchit la directrice artistique et commerciale, Anne Migner-Laurin. Elle souligne : “*L’idée de la littérature féministe, c’est de déranger. Pas d’épargner le monde. Nos livres à contenu plus polémique finissent souvent par tomber dans les mains des lectrices les plus averties, qui se sentiraient infantilisées ou offusquées de lire un TW dans les pages liminaires.*”

Marie-Ève Gélinas, de Librex, a une pensée similaire. Pour elle, l’attention aux sensibilités des lecteurs s’intègre à même le travail éditorial et dans la recherche du souci de véracité. Elle donne l’exemple des deux romans d’Hugo Meunier, *Raté* (2022), avec un personnage handicapé, et *Olivia Vendetta* (2021), avec des personnages trans, où un “*comité de lecteurs sensibles a été ajouté. Ils ont un regard informé par une expérience de vie spécifique que moi je n’ai pas, explique M^{me} Gélinas. Ils viennent compléter mon expertise.*”

Les nouvelles éditions Mains libres, elles, ont quelques livres avec des avertissements et des TW : l’essai *Paroles américaines* [2021], de Pierre Bastien, et la BD *Fuites* [2022], de Stanley Péan et Jean-Michel Girard, entre autres. Stéphane Despatie, directeur littéraire [commenté] : “*Le choix de mettre un avertissement permet une certaine liberté à l’auteur tout en protégeant le lecteur d’une mauvaise surprise.*”

← Dessin de Falco, Cuba.

Nous croyons qu’il ne faut pas minimiser le chemin que peuvent prendre les mots. La lecture, c’est aussi un état de disponibilité; un lecteur averti sait alors s’il est disponible ou non pour s’abandonner dans tel type de proposition ce jour-là.”

Aux éditions Héliotrope, l’auteur Catherine Mavrikakis a, de son côté, ajouté un long mot à la réédition en livre de poche d’un de ses romans. “*En 2010, je publiais Les Derniers Jours de Smokey Nelson sans me poser de questions, lit-on. Me voici en 2021 en train d’accepter la réédition de ce texte, et il m’est nécessaire d’y ajouter un mot en ouverture pour venir dialoguer avec le monde et ce qu’il est devenu. En 2021, mon roman pose problème.*” Son livre, à l’époque, avait passé la deuxième sélection du prix Femina.

L’auteur y prend la voix d’un homme noir, et aussi celle de Dieu. Elle utilise le mot “nègre” à maintes reprises. “*Je crois encore que mon texte est souverain, analyse l’auteur. Mais il y a de nouvelles sensibilités, et je voyais très bien comment on allait pouvoir m’utiliser si je ne mettais pas d’avertissement. Ce n’est pas ce combat-là que je veux mener maintenant.*” Un avertissement comme celui-là, sur l’usage d’un mot, “*c’est tout nouveau, à ma connaissance*”, situe Mathilde Barraband, cotitulaire de la Chaire collective de recherche franco-québécoise sur la liberté d’expression.

Pas de hasard. Elle qui est aussi spécialiste en droit et littérature à l’université du Québec à Trois-Rivières croit qu’une clé de la réflexion sur les avertissements en édition est de penser à l’accès aux textes, différent de celui des films, où les avertissements règnent. “*Le livre, on va encore souvent l’acheter en librairie, ou l’emprunter à la bibliothèque. Les intermédiaires que sont les libraires ou les bibliothécaires ont-ils des classements pour prévenir les publics?*”

Oui. Dans les bibliothèques, en grande majorité, la carte d’abonné pour enfants ne permet d’emprunter que les documents de cette collection, à moins d’avoir l’accord d’un bibliothécaire. En librairie, les livres érotiques ou les livres d’horreur ne sont pas à côté des rayons jeunesse. “*Les endroits où les livres sont placés ne sont pas anodins, poursuit M^{me} Barraband. Est-ce que l’avertissement dans la chaîne du livre peut alors être regardé de la même manière que pour un autre produit culturel?*”

Une autre manière de le dire, c’est qu’on ne se met pas à lire le marquis de Sade par hasard. Ni Anne Archet. Aux Éditions du remue-ménage, qui publient cette dernière, M^{me} Migner-Laurin le confirme : “*On ne tombe pas sur nos livres par accident.*” Ce qui fonctionne pour le cinéma et la télé ne peut être calqué sur la littérature aussi facilement. Encore moins sur la littérature militante ou de combat.

— Catherine Lalonde
Publié le 17 février

LE MILITANTISME ÉCOLOGIQUE

Avec Mathilde Allain, de l’Institut des hautes études de l’Amérique latine, et Annika Joeres, journaliste allemande, correspondante de l’hebdomadaire Die Zeit.

Jeudi 6 avril – 19 heures

Médiathèque Marguerite-Yourcenar
(41, rue d’Alleray, Paris XV^e)

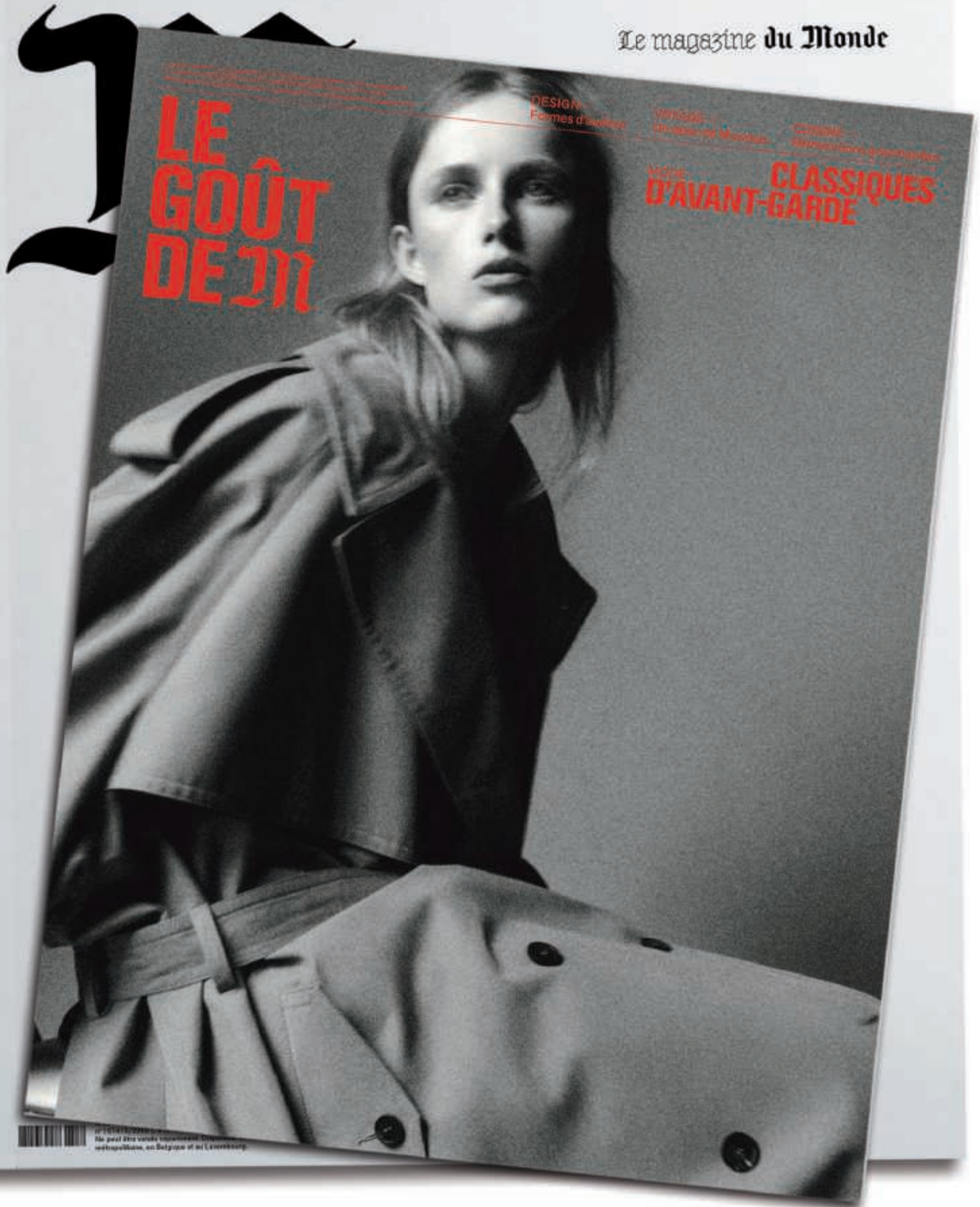
Modération : Béragère Cagnat, journaliste à *Courrier international*, partenaire de cette rencontre du cycle les Jeudis de l’actualité des bibliothèques de la Ville de Paris.

Entrée libre. Réservation : 01 44 78 80 50
ou sur bibliocite.fr/evenements



bibliocité :

Le magazine du Monde



**LE 24 MARS
À DÉCOUVRIR AVEC
M LE MAGAZINE DU MONDE
LE GOÛT DE M :
LIFESTYLE, MODE, GASTRONOMIE,
DESIGN ET VOYAGE**

RETROUVEZ LE GOÛT DU MONDE SUR LEMONDE.FR
[@M_MAGAZINE](https://www.instagram.com/m_magazine)

Le magazine du Monde + **LE GOÛT DE M**

histoire. 

Gare à la flèche du Parthe

53 av. J.-C. — Carrhes, Turquie

Alors qu'en Gaule Jules César mène une campagne victorieuse, en Orient les légions romaines subissent leur pire défaite depuis l'époque d'Hannibal. Car leurs adversaires parthes disposent d'une arme redoutable : l'arc composite.



— Die Welt Berlin

Au début de l'été 53 av. J.-C., les légionnaires romains se retrouvent confrontés pour la première fois à un ennemi doté d'une arme dont ils ont tout au plus entendu parler jusqu'alors : *“Les flèches, volant comme un essaim et tombant de tous les côtés à la fois, en blessaient mortellement un grand nombre, ou les mettaient hors de combat ; enfin, elles les frappaient aux yeux, ou se faisaient jour à travers leurs armes jusqu'aux mains et dans toutes les parties du corps [...] Ils [les Romains] ne savaient pas même s'ils devaient se mouvoir ou se tenir immobiles.”*

C'est en ces termes que l'historien romain Dion Cassius [155-235] décrit comment les Parthes ont transformé la campagne du Romain Marcus Licinius Crassus en désastre. Près de trois légions et leurs unités auxiliaires, soit environ 20 000 hommes, perdent la vie à Carrhes, dans le nord de la Mésopotamie [aujourd'hui dans le sud de la Turquie], et 10 000 auraient été faits prisonniers. Crassus lui-même, membre, avec Pompée et César, de ce que l'on a appelé le premier triumvirat, périt.

L'armée romaine vient ainsi de découvrir la puissance de l'arc courbe composite, et force lui est de reconnaître qu'entre des *“mains barbares”* c'est une arme redoutable. Selon l'ethnologue Clio Felicitas Stahl, ces arcs courbes témoignaient d'une technique élaborée. L'arme était constituée d'une structure en bois sur laquelle des tendons d'animaux étaient appliqués avec de la colle. Quand cette dernière séchait, le corps de l'arc se contractait, ce qui lui conférait sa courbure typique. L'arc gagnait ainsi d'une part en stabilité, d'autre part en tension, renforcée sur certains modèles par une couche de corne supplémentaire.

Des expériences menées avec des répliques ont montré ce que cela signifiait. Avec un poids de traction [la force nécessaire pour tirer la

corde d'un arc] de 18 à 27 kilos, l'arme était d'une formidable puissance. Ce sont des valeurs qui se situent aujourd'hui entre les performances des sportifs amateurs et des athlètes de haut niveau. Les archers pouvaient donc tirer à un rythme rapide et avec précision depuis le dos de leurs chevaux, même s'ils n'étaient pas encore équipés d'étriers pour assurer leur stabilité.

“L'arc composite était une véritable prouesse technique, estime Clio Felicitas Stahl. Pendant des siècles, aucune autre arme de jet n'a eu un effet aussi percutant et dévastateur.” Il était en outre d'une grande robustesse. Pour éviter que la colle ne se dissolve en raison du climat humide d'Europe centrale et orientale, les arcs étaient

“Pendant des siècles, aucune autre arme de jet n'a eu un effet aussi percutant et dévastateur.”

Clio Felicitas Stahl,
ETHNOLOGUE

protégés à l'aide d'un enduit à base d'huile ou de cire, et ils étaient transportés dans des sacs spéciaux. Ce qui expliquerait les performances des archers orientaux qui accompagnaient l'empereur romain Maximin le Thrace lors de son expédition en Germanie en 235-236. Sur le site du Harzhorn, dans le sud de la Basse-Saxe, les archéologues ont exhumé, à partir de 2000, les vestiges d'un champ de bataille où les Romains auraient infligé une défaite aux Germains, entre autres grâce à ces archers.

La fabrication d'un arc courbe était complexe, une affaire de spécialistes. En raison du temps de séchage nécessaire pour la colle naturelle qui servait à en fixer les différentes couches, la fabrication pouvait prendre plus d'un an, écrit Stahl. Par ailleurs, l'arme existait en diverses versions. Alors que les Scythes, que les sources grecques évoquent dès 500 av. J.-C., préféraient

les arcs courts, les Huns ont développé leur vaste empire à partir de l'an 375 en usant d'un type plus long, de 80 à 130 centimètres, élaboré de façon asymétrique. La partie inférieure était plus courte et permettait ainsi une utilisation verticale de l'arc. Cette arme à longue portée était encore relativement précise à une distance de 400 mètres.

De même que la longueur des arcs, les étuis dans lesquelles ils étaient rangés ont évolué, tout comme les carquois, qui pouvaient contenir jusqu'à 100 flèches. L'empennage de ces dernières était triple, chaque aileron étant en forme de losange ou de feuille de laurier. Les flèches étaient dotées d'une pointe en bronze. Lorsqu'un tel projectile touchait un corps humain, il provoquait une blessure profonde qui causait de graves hémorragies. *“De plus, les organes internes étaient souvent atteints, voire les os, qui se brisaient à l'impact”*, poursuit Stahl.

Les cavaliers nomades avaient développé une tactique extrêmement efficace axée sur l'emploi de cette arme. Entraînés à l'équitation et au tir dès *“l'enfance”* (Dion Cassius), ils démoralisaient l'adversaire en le harcelant avec leurs chevaux légers, tout en le tenant à distance. Si ce dernier passait à l'attaque, ils se repliaient, comme les Parthes à Carrhes, afin de disloquer les lignes romaines. Puis ils faisaient demi-tour et encerclaient les groupes de légionnaires isolés.

Parallèlement, les Parthes avaient perpétué la tradition de l'ancienne cavalerie perse, équipée de lances, les *“cataphractaires”*, qui chargeaient l'infanterie lourde romaine pour disperser ses formations. Un convoi de chameaux approvisionnait les archers en nouvelles flèches. Et si, alignant environ 10 000 combattants, les Parthes étaient nettement inférieurs en nombre aux 40 000 hommes de Crassus, ils ont malgré tout pu leur infliger une défaite écrasante.

— Berthold Seewald
Publié le 2 février

➤ **Le général romain Crassus vaincu et exécuté par les Parthes à Carrhes. Gravure de Silvestre David Mirys (1800).**
Photo Mary Evans/
Bridgeman Images

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Avril-mai 2023
8,90 €



GÉOPOLITIQUE LE MONDE DE DEMAIN

*Comment la guerre
en Ukraine
bouleverse les
alliances, renforce
les autocraties,
soudé l'Occident
et fait émerger
un Sud global.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



Découvrez une épargne responsable qui vous ressemble.

**Des solutions d'épargne responsable :
Assurance vie, Plan Epargne Retraite* et supports
d'Investissement Socialement Responsable.**



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

*Retrouvez toutes les informations sur les caractéristiques environnementales et sociales ou l'objectif d'investissement durable des supports financiers sur : priips.assurances.groupebpce.com/banque/44

Solutions de placement responsable selon la sélection de supports effectuée.

Investir sur un contrat d'Assurance vie vous expose à un risque de perte en capital. Parlez-en à votre conseiller.

Communication à caractère publicitaire.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros - Siège social : 7 promenade Germaine Sablon, 75013 Paris - RCS Paris N°493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr. Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Épargne - ALTMANN + PACREAU - Crédit photo : Getty Images.